

La population du département du Rhône

Son évolution
depuis le début du XIX^e siècle

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Joseph ARMINJON



LYON

BOSC Frères M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1940

La population du département du Rhône
Son évolution depuis le début du XIX^e siècle

La population du département du Rhône

Son évolution
depuis le début du XIX^e siècle

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Joseph ARMINJON



LYON

BOSC Frères M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1940

UNIVERSITE DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Doyen honoraire

M. JOSSERAND, O. ✱, ✎ I., Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.

Professeurs honoraires

MM. APPLETON (Jean), O. ✱, ✎, ✎ I.
JOSSEERAND, O. ✱, ✎ I.
LAMEIRE, ✱, ✎ I.
PIC (Paul), O. ✱, ✎ I.
LAMBERT (Edouard), O. ✱, ✎ I.
ANTONELLI (Etienne), ✱, ✎, ✎ I.
PERROUX (François), ✎ A.
BROUILHET (Charles), ✱.
LÉVY (Emmanuel), O. ✱, ✎ I.

Doyen

M. GARRAUD (Pierre), ✱, ✎, ✎ I.

Assesseur

M. ROUBIER, ✎ I.

Professeurs

MM. GONNARD, ✱, ✎, ✎ I., Professeur d'Economie politique.
PERROUD, ✱, ✎, ✎ I., Professeur de Procédure civile.
COHENY (Georges), ✱, ✎ I., Professeur de Droit commercial général
GARRAUD (Pierre), ✱, ✎, ✎ I., Professeur de Droit criminel.
ROUBIER, ✎ I., Professeur de Droit civil.
FALLETTI, ✎ A., Professeur d'Histoire du Droit public et du Droit
privé de Doctorat.
LAMBERT (Jacques), ✎ A., Professeur de Droit Comparé.
DE LAPLANCHE, ✎ A., Professeur d'Histoire du Droit français.
NICOLAS, ✱, ✎, ✎ I., Professeur de Droit administratif.
PHILIP, ✎ A., Professeur d'Histoire des Doctrines économiques.
AULAGNON, ✱, ✎ I., Professeur de Droit civil.
SCHATZ, ✱, ✎ I., Professeur d'Economie Politique
M^{me} BASTID, Professeur de Science financière et Législation française des
Finances.

Professeurs sans chaire

M. BASTID.

Agrégés

MM. RICHARDOT, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.
TRÉVOUX, chargé des cours de Législation Industrielle et rurale.
BRUN, chargé d'un cours de Droit Civil.
PELLOUX, chargé du cours d'Etude des Institutions internationales
d'organisation de la paix.

Chargés de cours

MM. CONDOMINE, ✎ I., Droit civil et Droit pénal (Capacité).
LÉVY (Jean), Droit Romain.

MEMBRES DU JURY

MM. SCHATZ, Professeur de la Faculté de Droit, *président*.
GONNARD, Professeur de la Faculté de Droit
ROUBIER, Professeur de la Faculté de Droit } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux
opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Nous devons mentionner deux événements survenus après l'achèvement de cet essai et qui touchent de très près à son sujet, car ils intéressent au premier chef l'avenir de notre pays.

Il s'agit tout d'abord du Décret-Loi du 29 juillet 1939, relatif à l'aide à la famille et à la natalité, qui constitue l'innovation législative la plus considérable prise jusqu'à maintenant dans ce domaine.

Les conditions même de préparation de ce Décret sont intéressantes et méritent d'être notées : il fut mis au point par le Haut Comité de la Population créé en février dernier et composé, d'une part, des représentants de sept ministères, d'autre part, de cinq personnalités choisies par le Président du Conseil parmi les plus éclairées sur les questions démographiques.

Quant aux dispositions du Décret-Loi, elles vont avoir pour effet d'améliorer considérablement la situation, restée fort pénible, d'un nombre élevé de grandes familles, et sérieusement celle d'innombrables familles moyennes. L'innovation la plus importante est certainement l'extension à tous les travailleurs indépendants non salariés et notamment aux exploitants agricoles, du bénéfice des allocations familiales. Des dispositions très heureuses concernent

spécialement la famille paysanne : prêt à l'établissement des jeunes ménages, contrat de salaire différé. Enfin le Décret-Loi marque l'ouverture d'une lutte intense contre l'avortement et en faveur de la sauvegarde des bonnes mœurs.

Ce Décret-Loi devait être complété dans le courant de novembre ; tel qu'il est il marque la résolution arrêtée des Pouvoirs Publics de prendre désormais en considération la question démographique.

Toutefois il est possible que les résultats heureux de cette nouvelle législation n'apparaissent pas aussi tôt qu'on pouvait l'espérer. En effet la France se retrouve de nouveau aujourd'hui en guerre contre le Reich allemand. Une fois de plus les Français ont dû se lever pour défendre leur sécurité dont la cause est intimement liée à celle de la bonne foi et du respect de la moralité internationale. Il est impossible de prévoir quelles seront la durée du conflit et ses répercussions sur notre conjoncture démographique, mais il est fort à craindre qu'il ne se traduise par une sérieuse aggravation des déficits de naissances par rapport aux décès.

Plus que jamais il importera, une fois la paix et la sécurité retrouvées, de se remettre au travail en vue de la reconstruction, de la conservation et de l'accroissement du patrimoine national. Alors la question démographique sera de nouveau le Problème n° 1 à la solution duquel sera lié l'avenir du pays. Cette solution, de nombreux Français ne l'ont heureusement jamais méconnue ; nous espérons que

l'unanimité de nos compatriotes parviendra à reconnaître, à la lumière de l'expérience, qu'elle consiste avant tout dans le retour général aux règles de la morale traditionnelle sur laquelle est fondée notre civilisation.

AUX ARMÉES. Octobre 1939.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552809_0085

La population du département du Rhône

Son évolution depuis le début du XIX^e siècle

INTRODUCTION

Les caractères démographiques du Département du Rhône se sont profondément transformés depuis un siècle sous l'influence de causes générales qui ont agi, plus tôt ou plus tard et avec plus ou moins d'intensité, sur tous les peuples civilisés.

D'une part, toute l'évolution du peuplement du département, depuis le début du XIX^e siècle, est dominée par un grand événement d'ordre économique : la RÉVOLUTION INDUSTRIELLE.

Les origines de cette Révolution sont lointaines, et, dans les dernières années de l'Ancien Régime, la France voyait déjà son organisation économique se modifier, par suite d'une industrialisation que notent les observateurs de l'époque. La Révolution de 1789 et les guerres de l'Empire retardèrent plutôt cette révolution économique en reportant l'attention des contemporains sur les problèmes de politique intérieure et étrangère. C'est surtout à partir de 1815 que les effets de la Révolution industrielle vont se faire sentir ; à la différence des Révolutions politi-

ques, elle ne se manifestera pas par des événements ou des journées marquant leur date dans l'histoire ; elle se poursuivra au cours des années à un rythme continu et cependant rapide, sans qu'on puisse dire que telle année marque un tournant décisif entre deux époques.

L'ancienne organisation économique, qui ne s'était modifiée que très lentement entre le Moyen-Age et le début du XVIII^e siècle, était basée essentiellement sur la primauté presque exclusive de l'agriculture. Le paysan d'autrefois trouvait sur le territoire de son village la satisfaction de la quasi totalité de ses besoins, restés très rudimentaires. La production agricole pourvoyait à la nourriture et à la boisson, les objets fabriqués l'étaient le plus souvent par les artisans locaux qui trouvaient sur place la plus grande partie de leurs matières premières : charrons, forgerons, menuisiers, tisserands et tailleurs, cordonniers, bourreliers. Sans doute existait-il des échanges économiques entre régions différentes, mais ces échanges portaient surtout sur des marchandises de prix dont l'usage était réservé presque entièrement aux classes fortunées : épices, tissus fins, livres et imagerie, armes et armures, orfèvrerie, ferronnerie... Lieux d'échanges et de marchés, les villes abritaient en même temps les corporations, dont la production se distinguait de celle des artisans des villages surtout par la recherche de la perfection et du fini dans l'exécution.

Dès le XVI^e et le XVII^e siècle, les Rois de France favorisent de toute leur puissance l'établissement en

France de manufactures ; au ^{xviii} siècle, les échanges entre villes et campagnes, d'une part, entre régions différentes, d'autre part, se sont déjà beaucoup développés. Mais c'est à partir de la deuxième moitié du ^{xviii} siècle que toutes les techniques vont être renouvelées en même temps que la découverte de la force expansive de la vapeur et de ses possibilités d'utilisation va permettre de multiplier à l'infini l'énergie dont dispose l'homme.

Les observations technologiques qui passionnent le public cultivé et dont la Grande Encyclopédie reste un témoignage imposant, vont avoir une influence déterminante sur l'évolution économique ; c'est alors qu'Adam Smith émet sa fameuse loi de la Division du travail qu'il illustre de l'exemple classique tiré de la fabrication des épingles.

A l'ancienne organisation économique en compartiments locaux, quasi étanches, va succéder l'organisation économique moderne basée sur la division du travail entre les hommes, dont le résultat sera d'accroître dans de très grandes proportions la somme des commodités mises à leur disposition.

Une conséquence encore bien plus importante au point de vue social de cette évolution, c'est une transformation complète dans le mode de peuplement des pays civilisés.

Le ^{xix} siècle sera une époque de vastes migrations qui amèneront un bouleversement complet dans le peuplement de la terre.

En France, les échanges migratoires avec l'étranger seront peu importants, si on les compare avec ceux

d'autres pays (Italie, Angleterre, Irlande, Allemagne). Mais à l'intérieur même du pays, un mouvement continu fera affluer vers les régions bénéficiant d'aptitudes industrielles et commerciales, une grande partie de la population vivant auparavant de la culture du sol.

Le Rhône sera un des Départements qui profiteront le plus de ce mouvement, en raison surtout des larges possibilités économiques de l'agglomération lyonnaise, possibilités dont la réalisation se poursuivra d'une manière progressive au cours du xix^e siècle.

Parallèlement à cette Révolution Industrielle, une autre transformation d'un tout autre ordre se produira, à laquelle on a pu donner, avec autant de vérité, la dénomination de Révolution Démographique, car c'est bien aussi une véritable Révolution qui va, au cours du xix^e siècle, modifier complètement les lois de renouvellement naturel de la Population. Sous l'influence de causes que nous aurons à examiner dans la deuxième partie de notre étude, la belle fécondité qui caractérisait, au début du xix^e siècle, toutes les Provinces françaises et à laquelle le Département du Rhône était loin de faire exception, a fait place à une sous-natalité qui met actuellement notre pays dans une situation dont on ne doit pas se dissimuler le danger. Les régions de concentration urbaine, comme le Département du Rhône, ont été celles où cette révolution s'est fait sentir le plus tôt et où ses effets sont les plus profonds, sinon les plus évidents à première vue.

Quoique la Révolution Industrielle et la Révolu-

tion Démographique se soient faites dans le même temps et qu'elles aient certainement exercé l'une sur l'autre une influence réciproque, elles sont cependant trop différentes dans leurs manifestations pour que nous ne séparions en deux parties cette étude. Dans la première, nous verrons quelle a été, depuis le début du xix^e siècle, l'évolution du peuplement du Département sous l'influence des transformations économiques successives.

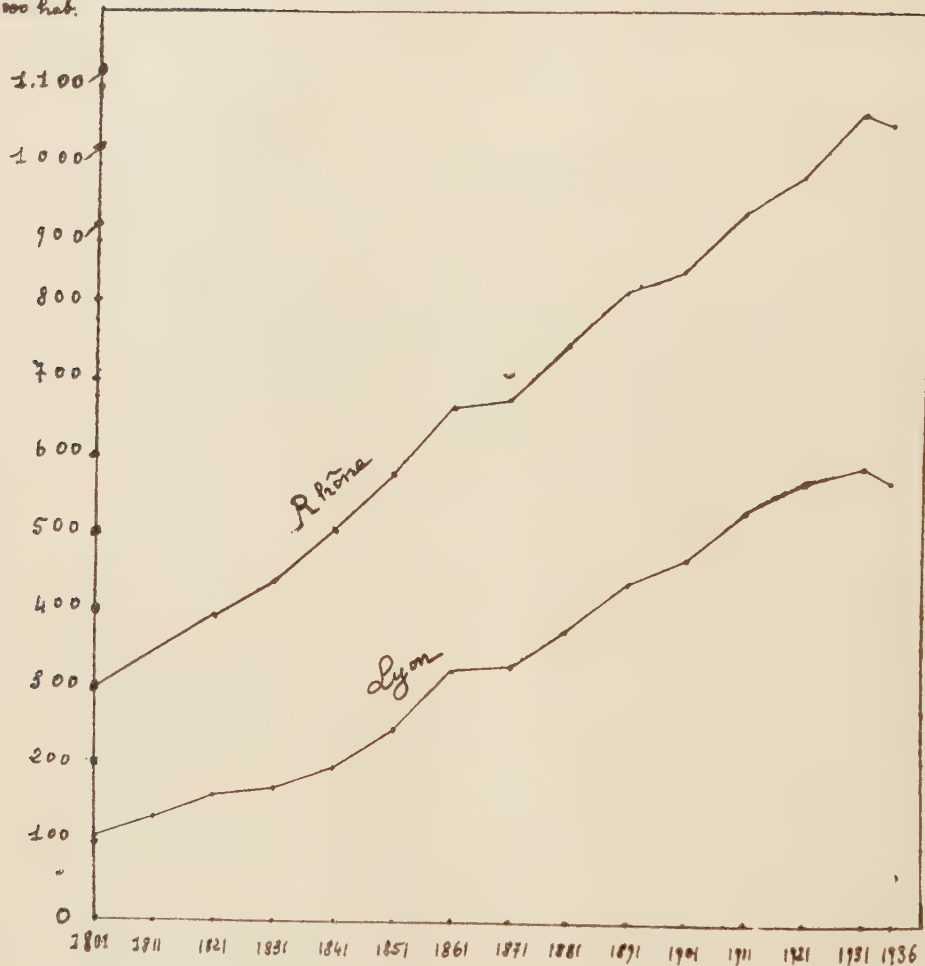
Dans la deuxième partie, nous étudierons comment deux phénomènes d'influence contraire sur le renouvellement naturel de la population se sont produits au cours du xix^e siècle : baisse de la natalité et baisse de la mortalité. Nous verrons aussi que la diminution de la mortalité est loin de rétablir l'équilibre créé par la diminution de la natalité et que ce dernier phénomène pose de très graves points d'interrogation sur l'avenir démographique du pays.

PREMIERE PARTIE

**LA REVOLUTION INDUSTRIELLE
ET L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION
DU RHONE DEPUIS LE DEBUT
DU XIX^e SIECLE**

LA POPULATION DU DEPARTEMENT ET DE LYON
de 1801 à 1936
(en milliers, d'habitants)

Population
en 1.000 hab.



CHAPITRE PREMIER

LE DEPARTEMENT DU RHONE AU DEBUT DU XIX^e SIECLE

I. — Le cadre naturel

A la fin de l'Ancien Régime, la Province du Lyonnais réunissait trois territoires au passé historique différent : le Lyonnais proprement dit, le Beaujolais et le Forez. En 1789, lors de la refonte administrative de la France, la Province du Lyonnais devint, en conservant ses limites, le Département de Rhône-et-Loire, dont le chef-lieu était Lyon, les autres villes principales Saint-Etienne, Montbrison, Roanne, Feurs, Villefranche et Tarare.

L'existence de ce département fut fort brève. En 1793, à la suite de l'insurrection de Lyon et dans le but de diminuer l'influence de cette ville, qui ne devait plus être connue à l'avenir, par ordre de la Convention Nationale, que sous le nom de « Commune Affranchie », le Département de Rhône-et-Loire fut scindé en deux parties : ce qui correspondait à l'ancien Forez devint le Département de la Loire, tandis que le Lyonnais et le Beaujolais formèrent le Département du Rhône.

Les limites du Rhône n'ont depuis lors, varié qu'une seule fois : en 1854, par suite de l'annexion du canton de Villeurbanne qui faisait partie antérieurement du Département de l'Isère.

Le Rhône, dont la superficie ne dépasse pas 285.600 hectares, est, après la Seine, le plus petit des départements français. S'allongeant du nord au sud, il est borné à l'est par la Saône et le Rhône, au delà duquel s'étendent cependant une bonne partie de la ville de Lyon et tout le canton de Villeurbanne ; à l'ouest, il est séparé du département de la Loire dans toute sa longueur par les monts qui séparent le Bassin hydrographique de la Loire du Bassin du Rhône, sans que la ligne de partage des eaux coïncide rigoureusement avec la limite administrative entre les deux départements. Deux cantons, ceux de Thizy et d'Amplepuis, font partie du Bassin hydrographique de la Loire et se rapprochent du reste plus de la région roannaise que de la région lyonnaise par leurs affinités naturelles.

Par suite de son relief accidenté, le sol du département ne se prête pas, dans sa plus grande étendue, à la culture mécanisée et organisée en grandes exploitations, comme on en voit dans les plaines du nord de la France. Les exploitations agricoles sont petites ou moyennes et consacrées aux cultures variées telles qu'on les pratique dans les régions voisines du Sud-Est ou du Massif-Central (blé, avoine, betteraves, pommes de terre, luzerne et plantes fourragères, prairies pour l'élevage, forêts dans les monts du Lyonnais et du Beaujolais). La fertilité moyenne

du sol a toujours été assez médiocre et le rendement moyen des superficies emblavées ne dépasse guère de nos jours 15 quintaux à l'hectare (statistique agricole de 1929).

L'exposition heureuse des monts qui dominent la vallée de la Saône et du Rhône, de Belleville à Condrieu, est favorable à la culture de la vigne. Les coteaux compris entre Poleymieux et Saint-Cyr sont, dit-on, le terrain où les Romains plantèrent les premières vignes des Gaules, et c'est là l'origine de la dénomination du Mont d'Or. Depuis plusieurs siècles la vigne est l'élément le plus riche de l'agriculture du Beaujolais ; elle fournit divers crus locaux appréciables et un cru de grande réputation, le Beaujolais, dont le marché a une importance économique notable.

Mais, au total et malgré la fertilité du terroir dans la vallée de la Saône et dans les cantons du Sud, les ressources agricoles du département sont relativement modestes et il se classerait, sous ce rapport, dans un rang médiocre parmi les départements français.

Ce n'est pas non plus dans la constitution de son sous-sol que le département du Rhône a pu trouver un élément de prospérité économique. A la différence de la plupart des grands départements industriels de la France (Nord, Pas-de-Calais, Meurthe-et-Moselle, Saône-et-Loire, Loire, etc...), dont le développement économique a subi une impulsion déterminante du fait de la présence de gisements houillers et métallifères, le Rhône est fort mal doté de ce côté :

à peine peut-on signaler l'exploitation des pyrites de Saint-Bel, des traces de houille à Sainte-Foy-Largentière. Du moins le département renferme-t-il de belles carrières de pierre à bâtir (Couzon, Saint-Fortunat, Mont-d'Or), et de marbres (Thizy, porphyres des montagnes de Tarare).

II. — La ville de Lyon

Peu favorisée, somme toute, quant aux richesses naturelles de son sol, notre région a reçu de la nature une large compensation qui consiste dans la situation géographique de sa capitale.

Le confluent du Rhône et de la Saône est un de ces lieux prédestinés par la nature pour devenir des centres d'échanges et de civilisation, véritable plaque tournante orientée à la fois vers les régions les plus diverses, assise entre le Massif Central et les Alpes, commandant les communications entre le Midi méditerranéen, d'une part, et, d'autre part, les plaines du Nord de la France et la vallée du Rhin à travers la Bourgogne et la Franche-Comté.

« Par vocation, par tradition, a écrit Vidal de La Blache, Lyon est un grand marché, un centre de négoce et de capitaux. Son originalité est dans les multiples attaches qui lient son développement à celui des contrées voisines. Les racines de sa prospérité sont complexes ; elles tiennent avec d'autant plus de solidité. C'est une cité régionale qui, pour la contrée qui gravite autour d'elle, est la ville par

excellence ; mais c'est aussi une cité européenne. La Méditerranée eut sa part dans la précoce fortune de cet emporium, mais la principale part en revint aux Alpes.

« Sur la périphérie extérieure des Alpes, des bords de la Seine à ceux du Danube, s'étend une bande de contrées vers lesquelles affluent les routes d'Europe. A distance encore, mais à portée des passages, combinant les avantages de la plaine avec la surveillance des cols internationaux, une brillante ceinture de villes a grandi : villes de commerce, de relations lointaines, d'entreprises, sur lesquelles l'art a souvent jeté son auréole. »

Fondée l'an 711 de Rome pour servir de retraite aux habitants de Vienne chassés par les Allobroges, Lyon devint dès son origine le principal quartier des légions, le marché de soixante nations commerçantes et le point de départ des quatre grandes voies ouvertes par Agrippa d'après les ordres d'Auguste, dont l'une allait aux Pyrénées par les Cévennes, l'Auvergne et l'Aquitaine, l'autre au Rhin, une troisième à la Manche par le Beauvaisis et la Picardie ; une quatrième à la Méditerranée par la Gaule Narbonnaise.

Au Moyen-Age, Lyon attire par ses foires les marchands de Suisse, d'Allemagne et d'Italie : « C'est un lieu de rencontre de peuples, une de ces villes que la chrétienté du Moyen-Age aimait à choisir pour ses assises œcuméniques » (Vidal de la Blache). Des familles opulentes et industrieuses, fuyant au ^{xii}^e et au ^{xv}^e siècle les troubles qui désolaient l'Italie lui apportèrent des capitaux et des arts. Au ^{xv}^e siècle,

Lyon était ainsi devenu un important entrepôt de soieries étrangères dont la vente provoquait un exode de capitaux français. Les Rois de France, hostiles à ces sorties de numéraires, voulurent remédier à cet état de choses en établissant une industrie de la soie sur le sol national ; les Lyonnais s'y refusèrent d'abord et c'est à Tours que s'établit la première fabrique française de soieries ; ce n'est qu'après de longues hésitations et voyant le succès de la fabrique de Tours, que les Consuls lyonnais se rendirent à la raison. Ils obtinrent de François I^{er} la charte de fondation de la Fabrique lyonnaise le 2 septembre 1536.

Intimement liée aux fastes de l'Ancien Régime, la Fabrique lyonnaise vit sa prospérité s'accroître d'année en année ; en même temps la ville de Lyon s'agrandissait et se développait. Au xviii^e siècle, Perache « porte le confluent du Rhône et de la Saône à douze cents toises plus loin que ne l'avait mis la nature ». Morand, au nord, lie la ville aux Brotteaux par un pont. La population de la ville dépassait à la fin de l'Ancien Régime le chiffre de cent vingt mille habitants, quand la Révolution vint porter un coup très dur à son développement. Il n'est pas dans nos plans d'examiner la vie de Lyon et de la Région avant et pendant la Révolution de 1789 ; aussi bien allons-nous passer dès maintenant à l'examen de l'état du Département au lendemain de la Révolution.

III. — L'état du département au lendemain de la Révolution

Au lendemain de la Révolution, le Premier Consul chargea le Ministre de l'Intérieur Chaptal de réclamer aux Préfets un inventaire exact de la situation de leurs départements.

Le Préfet du Rhône, le citoyen Verninac, qui devait peu de temps après être nommé ambassadeur à Berne, dressa un tableau qui nous fournit les meilleurs renseignements sur l'état économique et la population du Département à cette époque. Il ressort de ce document que l'activité du département se partageait à peu près également entre l'agriculture, d'une part, l'industrie et le commerce, d'autre part.

Ressources agricoles. — Les ressources agricoles du département sont déjà insuffisantes pour sa consommation. La récolte en grains fournit aux besoins d'un tiers de l'année ; le peuple des campagnes fait alors sa principale nourriture de la pomme de terre ou « truffe », dont la culture, introduite depuis peu, s'est très rapidement développée. Une des principales ressources du Département est l'exportation des vins : les vins rouges (Côtes Rôties, Lachassagne, Juliéna, Blacé, Millery, Sainte-Foy) vont à Paris ; les vins blancs de Condrieu vont à l'étranger.

Quoique le développement des prairies artificielles, depuis le milieu du XVIII^e siècle, ait fait quadrupler le nombre des bestiaux, le fourrage produit dans le Département est insuffisant pour la consommation

de Lyon, qui importe foin et paille de la Côte-d'Or. Le bois ne suffit pas non plus aux besoins de Lyon, qui y supplée par l'emploi du « charbon fossile », et par l'utilisation des bois en provenance de l'Ain et de la Côte-d'Or qui sont acheminés par la Saône.

« Il est peu de départements, note le Préfet, où le cultivateur achète par autant de soins et de peines les produits de la nature que dans celui du Rhône, sa constance et son activité semblent s'être accrues à proportion de l'ingratitude presque générale du sol sur lequel elles s'exercent ».

Commerce et Industrie. — L'industrie a beaucoup souffert des troubles de la Révolution, surtout à Lyon. Il n'y a pas plus de 7.000 métiers environ en activité dans cette ville en 1800, alors qu'en 1780 on en comptait de 15 à 16.000 faisant vivre plus de 50.000 ouvriers. Les causes de cette décadence ne sont pas uniquement dues à la Révolution et à l'état de guerre : en 1788 déjà une statistique évaluait à plus de 5.000 le nombre des métiers vacants ; la mode féminine se détournait des tissus de soie pour rechercher les mousselines et linons ; tandis que pour les hommes la mode anglaise remplaçait les velours, satin et taffetas par le drap et le basin. L'introduction des cretonnes dans l'ameublement et des papiers peints se faisait aussi au préjudice de l'emploi des tapisseries de soie. Le citoyen Verninac propose, pour remédier à cette situation, la création de riches uniformes pour tous les fonctionnaires d'un certain rang, en même temps qu'un retour au luxe des modes féminines.

Le chiffre d'affaires des autres industries se rattachant à la soierie est tombé très bas en 1800 par suite de l'impossibilité de vendre à l'étranger. Sur 2.000 métiers travaillant en gazes et crêpes en 1788 et faisant un chiffre d'affaires de 5 millions, il n'y en a plus en 1800 que 400 qui travaillent, presque uniquement pour la France. En passementerie le nombre des métiers en activité est tombé de 2.700 à 300, la concurrence de Saint-Chamond et de Saint-Etienne étant pour beaucoup dans ce déclin. Pour les galons, au lieu de 30 maisons faisant 10 millions d'affaires en 1780, il n'en subsiste plus que 10 faisant 2 millions. La broderie, qui occupait 6.000 individus avant la Révolution, n'en emploie plus que 600 ; elle a particulièrement souffert de la disparition « du luxe religieux et des fastes de la cour ». Sur 20 maisons de tirage d'or faisant un chiffre de 10 millions, il n'en reste plus que 5 ou 6 faisant à peine 1 million.

Les fabriques de chapeaux n'occupent plus que 1.500 ouvriers à peine au lieu de 8.000 vingt ans auparavant ; elles souffrent notamment de l'arrêt des exportations vers l'Italie, l'Espagne et l'Amérique du Nord. Une industrie particulièrement touchée est l'imprimerie, car on n'achète plus de livres de théologie ou de jurisprudence.

Dans la plus grande partie de l'arrondissement de Villefranche, la terre est si infertile qu'elle nourrirait difficilement le sixième des habitants. Le tissage de la toile de coton ou de fil apporte aux habitants un moyen d'existence ; mais là encore, la fabrication a diminué d'un tiers environ depuis 1789.

Les manufactures nouvelles. — Quelques manufactures nouvelles sont signalées par le Préfet Verninac ; elles méritent de retenir l'attention car, fait notable, elles ont un caractère nouveau, celui de la concentration. Telle est la manufacture d'indiennes de Vernaison : cette manufacture traite l'impression à façon des étoffes de coton. Elle emploie 144 ouvriers. Le chiffre d'affaires s'élève à 200.000 francs, dont 100.000 francs vont en salaires aux ouvriers, 50.000 francs servent à payer les couleurs et matières premières ; tout le reste, soit 50.000 francs, est bénéfice net pour le propriétaire qui est le bienfaiteur de sa commune. A Lyon et à Saint-Genis-Laval, cinq manufactures de papiers peints font ensemble 250.000 francs d'affaires et laissent 40 % de bénéfice net au manufacturier. A Neuville, le sieur Baroud a une filature de coton qui occupe 800 femmes et enfants dont les salaires atteignent de 15.000 à 20.000 francs par mois. Il traite un chiffre d'affaires de 800.000 francs ; quand il a déduit 400.000 francs pour les achats de matières premières et 200.000 francs pour les salaires, il lui reste 200.000 francs pour l'amortissement de son matériel et son profit personnel. Deux autres manufactures similaires à Lyon et Neuville fournissent du travail à 370 femmes et enfants et à 220 prisonniers.

Enfin, le Préfet signale deux verreries, à Givors et à Pierre-Bénite, dont l'exploitation est en veilleuse, mais qui « pourraient être relevées par la paix et la baisse de l'intérêt de l'argent ». A la Vitriolerie, une manufacture de vitriol fabrique chaque jour trois

quintaux de ce produit. D'autres manufactures de produits chimiques ou pharmaceutiques avaient été établies dans le même quartier avant la Révolution et leur installation avait coûté 800.000 francs, mais leur exploitation est arrêtée.

La population. — Nous voyons donc, par ce tableau, qu'au début du xix^e siècle, le Département du Rhône était loin de présenter un caractère industriel nettement marqué. La population compte au recensement de l'an VIII (1801) 299.656 âmes qui se répartissent ainsi :

Hommes mariés ou veufs	63.862
Femmes mariées ou veuves	71.460
Garçons de tous âges	72.701
Filles de tous âges	87.935
Défenseurs de la Patrie	3.698

Il faut attribuer en grande partie à la conscription la disproportion entre les populations masculine et féminine au profit de cette dernière.

La ville de Lyon compte alors 109.500 habitants et ses faubourgs ne sont encore que peu peuplés : la Guillotière compte 5.972 âmes, la Croix-Rousse 4.530, Vaise 2.012. L'arrondissement de Lyon contient 199.000 habitants, environ les 2/3 de la population du Département, celui de Villefranche 100.000.

En résumé, le Département est encore bien loin de présenter alors le caractère très net de concentration urbaine qu'il devait acquérir par la suite. Lyon ne représente encore guère plus du tiers de sa population totale.

Au lendemain de la Révolution politique de 1789, la Révolution industrielle ne fait encore que s'annoncer, et est bien loin d'avoir fait encore sentir ses manifestations et ses effets.

CHAPITRE II

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE DU DEPARTEMENT PENDANT LA PREMIERE MOITIE DU XIX^e SIECLE

I. — L'accroissement global de la population de 1801 à 1851

Au cours des cinquante premières années du XIX^e siècle, la population du département va s'accroître de 275.000 unités, passant de 299.000 habitants en 1801 à plus de 574.000 en 1851.

Pendant la même période, les statistiques de l'état civil font apparaître un excédent global des naissances par rapport aux décès de 136.000 unités. Nous aurons à revenir dans la deuxième partie de cette étude sur cet accroissement naturel de la population dû à une natalité qui ne devait malheureusement pas se maintenir par la suite.

Si nous faisons la différence entre l'accroissement total de la population de 1801 à 1851 et l'accroissement naturel dû aux excédents de naissances sur les décès, nous constatons que pendant le même temps le département a reçu un excédent d'immigration de

139.000 unités, sensiblement égal à l'excédent des naissances sur les décès.

On peut donc dire que pendant cette période l'accroissement de la population est dû autant à une fécondité très supérieure à celle de l'époque actuelle qu'au développement économique qui a attiré vers la région lyonnaise des éléments venus de départements voisins.

Le recensement de 1806 fait apparaître, par rapport à celui de 1801, un accroissement de 41.000 habitants, alors que l'excédent de naissances par rapport aux décès pour la période 1801-1806 n'a pas dépassé le chiffre de 8.000. Ce solde d'immigration de 33.000 âmes est dû au retour de la paix intérieure et de l'ordre amené par l'Empire. Le recensement de 1801 était trop proche de la période révolutionnaire qui avait bouleversé tout particulièrement la région lyonnaise, pour donner des résultats dégagés de cette influence et on doit donc considérer le recensement de 1806 comme le premier établi dans une période tranquille, alors que le département avait déjà eu le temps de réparer les ruines de 1793 et de 1794 et avait repris son aspect normal. Il marque le retour des émigrés et de tous ceux qui avaient fui la ville pour gagner des régions plus reculées et plus sûres.

Les guerres qui durèrent jusqu'en 1815 ne permirent pas d'établir des recensements en 1811 ni en 1816 et l'Administration se borna, pour ces années, à des évaluations à partir du mouvement des naissances et des décès dans l'intervalle. Il faut donc aller jusqu'en 1821 pour avoir un nouveau dénombre-

ment. Il fait apparaître cette fois un accroissement de 50.500 habitants par rapport à celui de 1806 (391.469 habitants contre 340.980). Tous les recensements quinquennaux qui vont suivre feront apparaître pendant la première moitié du xix^e siècle les accroissements importants de la population. Ces accroissements seront dus à la forte fécondité d'alors autant qu'au développement économique qui va attirer vers les régions d'industrie les éléments venant des départements voisins. Nous aurons à examiner à loisir le premier facteur d'accroissement dans la deuxième partie de cette étude (la Révolution Démographique). Considérons pour le moment comment l'évolution économique a réagi sur le peuplement, selon la loi mise en évidence par les économistes de l'époque d'après laquelle la population a tendance à se régler sur les subsistances.

II. — Les facteurs de développement économique dans la première moitié du XIX^e siècle

L'évolution économique du département du Rhône n'aura pas tout de suite un caractère très marqué de révolution industrielle. Le développement des manufactures ne fera tout d'abord que se poursuivre suivant le rythme déjà commencé au xviii^e siècle, sans présenter un caractère général de concentration technique ou financière accentuée. Mais diverses causes agissent pour rendre ce rythme plus intense

et plus rapide. Les principales de ces causes sont les suivantes :

1° La stabilité des institutions politiques, qui a toujours été favorable à la bonne marche des affaires, se continuera malgré les changements de régime en 1814, 1815 et 1830. Si la France, sous la Restauration, peut sembler retourner en apparence aux institutions politiques et sociales de l'Ancien Régime, l'émancipation juridique et sociale des catégories d'habitants producteurs de richesse n'en reste pas moins intégralement maintenue.

2° Les conditions de la vie sociale sont très favorables alors à l'esprit d'entreprise. L'exemple des quelques manufactures existant dans le département en 1801 nous montre que presque rien ne venait s'ajouter aux frais de fabrication pour limiter davantage la marge de profit des industriels. La fiscalité est extrêmement légère, les charges de personnel sont d'une modicité qui nous étonne quand nous considérons rétrospectivement les salaires alors en vigueur : ils varient de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 pour les ouvriers dans la force de l'âge, et sont inférieurs à 1 franc par jour pour les femmes et les enfants. Aucune loi sociale ne s'occupe encore de limiter les heures de travail ou de protéger d'une manière quelconque les salariés contre les exigences de leurs employeurs ou contre les risques inhérents à leur profession. La Loi, qui ne prévoit aucune mesure de protection en faveur des ouvriers, leur interdit en même temps d'organiser eux-mêmes leur propre défense et punit de peines très sévères les grèves et coalitions.

Qu'un particulier disposant de capitaux décide de monter une manufacture ou d'établir un commerce quelconque, il est certain d'avoir une main-d'œuvre docile et à bon marché ; il est certain également de la bienveillance des pouvoirs publics. Un ministre des Finances de la Restauration, le Baron Louis, ne propose-t-il pas ce nouveau précepte moral à ses contemporains : « Enrichissez-vous ».

3° Des facteurs spéciaux à l'industrie de la soierie vont contribuer à la prospérité de la région lyonnaise. Jacquard, fils de tisseur, et lui-même « tireur de lacs » dans son enfance, trouve, après de nombreuses recherches, sa fameuse mécanique, simplifiant et facilitant le travail et réduisant le prix de revient. C'est une révolution dans la fabrication des étoffes façonnées ; ses avantages donnent à la fabrique lyonnaise une avance considérable sur ses concurrents étrangers.

Napoléon avait contribué à la renaissance de la Fabrique lyonnaise en obligeant l'Europe à lui donner des débouchés et en favorisant le luxe dans les uniformes de son armée et les toilettes de sa cour. La Restauration n'entravera pas ce mouvement. Les années 1820 voient, au contraire, une activité remarquable de la Fabrique. De nouveaux tissus sont introduits dans la production : crêpes de Chine, popelines, châles d'indienne, foulards, tulles façonnés. Le nombre des métiers en activité à Lyon et dans les environs passe de 7.000 en 1801 à 27.000 en 1820 et à 60.000 en 1847. Parallèlement, la production des tissus de soierie que l'intendant général Tolozan éva-

luait en 1788 à 130.800.000 livres, et qui était tombé bien au-dessous de 40 millions pendant la Révolution, remonte à 51 millions de francs en 1802 ; à 107.560.000 (dont 30 millions exportés) en 1819, et à 253 millions en 1840. En 1855, cinq ans avant le traité de commerce avec la Grande-Bretagne, les seules exportations de soierie atteignent 200 millions pour Lyon et Saint-Etienne réunis.

III. — Influence des facteurs économiques sur l'évolution du peuplement des villes

La ville de Lyon (à laquelle ne sont pas encore rattachées les communes suburbaines de la Croix-Rousse, Vaise et la Guillotière), va passer de 110.000 habitants environ vers 1810 à 177.000 en 1851. Cet accroissement s'opérera surtout dans les quartiers nouveaux de Perrache et des Brotteaux. Mais l'accroissement des faubourgs sera encore bien plus important relativement.

Avant 1789, la colline de la Croix-Rousse appartenait presque entièrement à des couvents qui furent dépossédés par la Révolution. C'est peu après le siège de Lyon que les canuts vont commencer à s'établir sur les pentes de la colline. L'invention du métier de Jacquard, qui exige des pièces hautes de plafond, va amener la construction de ces immeubles massifs et géométriques, percés d'ouvertures à la régularité monotone, qui vont faire de ce quartier une des curiosités de Lyon. Au début du XIX^e siècle, la

Croix-Rousse ne compte pas 6.000 âmes ; en 1829, sa population atteint déjà 12.000 âmes. Le peuplement va s'accélérer à la suite des inondations de la Saône qui chassent, en 1825 et en 1840, les ouvriers en soie de Vaise et des Brotteaux. En 1836, la population atteint déjà 17.934 habitants, elle va passer à 18.790 en 1841, 19.587 en 1846, 28.711 en 1851. Cette population est presque entièrement composée d'ouvriers en soie ; sur 40.000 métiers à Lyon et dans les faubourgs en 1847, on en compte 13.000 à la Croix-Rousse, occupant plus de 20.000 individus.

Le développement de Vaise est plus lent et sera contrarié par les inondations de 1840. La population, qui est de 2.231 habitants en 1806 et de 2.476 en 1821, passe à 4.737 en 1831, 6.110 en 1836, 5.603 en 1841, 7.822 en 1846, 8.806 en 1851. Si l'inondation a chassé de ce quartier les canuts, d'autres industries viennent peu à peu s'y installer. On y remarque, en 1851, des chantiers de construction de bateaux à vapeur, une fonderie, une scierie à vapeur, des fabriques de chaudières et machines à vapeur, une tréfilerie, des tanneries, teintureries, blanchisseries, quatre brasseries, fabriques de couvertures, de bougies, de porcelaines, poteries et faïences, et quelques manufactures nouvelles de produits chimiques (allumettes, colles et gélatines).

La commune suburbaine de la Guillotière connaîtra un développement plus rapide. De 6.000 habitants à peine au début du siècle, et de 10.000 en 1821, elle passe à plus de 18.000 en 1831, 22.890 en 1836, 25.730 en 1841, 35.500 en 1846 ; en 1851, elle

compte 41.528 habitants, c'est-à-dire sept fois plus que cinquante ans auparavant. C'est surtout dans ce quartier que sont venues se fixer nombre d'industries nouvelles. En 1851, on y remarque des fabriques de verrerie, de vitriol, de colle forte, de phosphore, des indiennes et fabrique de toiles cirées, de nombreuses teintureries, des manufactures de papiers peints, des brasseries, distilleries, vinaigreries. En même temps que ces quartiers s'industrialisaient, ils devenaient peu à peu également des quartiers d'habitation pour les ouvriers et employés de la ville.

D'autres villes devaient encore profiter du développement du commerce. Villefranche, qui comptait 5.000 habitants en 1806, a vu sa population faire plus que doubler en 30 années ; elle compte, en 1820, vingt maisons de tissages de coton (fabrication des doublures). Tarare va avoir une carrière encore plus brillante et rapide : riche de 2.400 habitants seulement au début du siècle, elle en compte plus de 6.000 en 1821, et en 1856 plus de 13.000 ; c'est la mousseline qui a fait la fortune de la ville. De 1802 à 1807, le nombre des métiers est passé dans cette ville de 300 à 2.000, occupant 3.500 ouvriers. En 1832, J.-B. Martin y fonde une manufacture de velours et peluche pour la chapellerie.

Si les villes ont vu leur population croître dans de très fortes proportions, en partie en raison de l'immigration pendant cette période, on n'a pas à déplorer, en contre-partie, une dépopulation dans les campagnes. Au contraire, grâce au grand nombre des naissances, les campagnes peuvent, tout en envoyant

de forts contingents de travailleurs aux villes, voir leur population augmenter en nombre. C'est ce que nous constatons dans le département du Rhône. Si l'arrondissement de Lyon a prédominance urbaine, en raison de la prépondérance de cette ville, passe de 225.000 habitants en 1806 à 410.000 en 1851 (accroissement de 82 %), l'arrondissement de Villefranche, à prédominance très nettement agricole, passe dans le même temps de 115.000 à 164.000 habitants (accroissement de 42 %).

IV. — Etat physique et moral des ouvriers du textile en 1835-1836

Un document extrêmement précieux nous fournit, avec de très grandes garanties de sincérité et d'exactitude, des précisions sur l'état de la classe ouvrière à Lyon et à Tarare à cette époque. Nous voulons parler du rapport adressé à l'Académie des Sciences Morales et Politiques par M. Villermé, membre de cette Académie, et qui avait été chargé par elle d'entreprendre une enquête à travers toute la France (1). C'est un modèle d'enquête accomplie avec soin et conscience, au cours de laquelle l'auteur, non seulement interroge les préfets et maires, fabricants, ouvriers, médecins, etc..., mais encore fait une très large part à l'observation directe : « Tel est le soin

(1) Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie, par M. Villermé. Paris, 1840.

que je desirais mettre à cette espèce d'enquête, que j'ai suivi l'ouvrier depuis son atelier jusqu'à sa demeure. J'y suis entré avec lui, je l'ai étudié au sein de sa famille ; j'ai assisté à ses repas. J'ai fait plus : je l'avais vu dans ses travaux et dans son ménage, j'ai voulu le voir dans ses plaisirs, l'observer dans les lieux de ses réunions. Là, écoutant ses conversations, m'y mêlant parfois, j'ai été, à son insu, le confident de ses joies et de ses plaintes, de ses regrets et de ses espérances, le témoin de ses vices et de ses vertus ».

LA FABRIQUE DE LYON

Ce qui frappe tout d'abord M. Villermé, c'est l'organisation de la Fabrique de Lyon.

Son organisation. — « Cette organisation ne ressemble point à celle des autres fabriques. C'est par familles isolées que l'on confectionne dans cette ville, comme dans le midi de la France, presque toutes les étoffes de soie.

« Le marchand-fabricant, qui vend ces étoffes en gros, n'est à bien dire que négociant ; car il n'a pas d'ateliers à lui et il ne possède aucun établissement où des ouvriers travaillent sous ses yeux ou sous ceux de ses contremaîtres. Il achète les soies, les fait préparer et les confie à un tisserand appelé chef d'atelier, qui les tisse ou les fait tisser.

« Ce chef d'atelier est le propriétaire des métiers ; il en a ordinairement depuis deux jusqu'à six ou huit, qui sont établis dans son logement. Lui et sa famille »

travaillent sur tous ceux qu'ils peuvent faire marcher, et les autres sont occupés par de simples ouvriers appelés compagnons si ce sont des hommes et compagnones si ce sont des femmes. Il leur fournit les instruments de travail, et pour salaire il leur donne presque toujours la moitié du prix de tissage ou de façon payé par le fabricant.

« Le compagnon couche et prend le plus souvent ses repas chez son chef d'atelier, qui lui retient alors sur son salaire le prix du logement et de la nourriture.

« Enfin, il y a encore parmi les ouvriers tisseurs, les apprentis et les lanceurs. L'apprentissage dure communément trois années, et commence à l'âge de 15 à 18 ans. Les lanceurs sont des enfants de 9 à 14 ans, dont l'occupation consiste à lancer la navette pour la confection de certaines étoffes brochées et très larges.

« On voit que les tisseurs se divisent en deux classes : ceux qui possèdent des métiers et ceux qui n'en ont pas. Ceux-là, les plus habiles, sont des chefs de famille, des habitants de Lyon, particulièrement intéressés à la prospérité de sa fabrique, et les seuls à qui les marchands livrent la soie et commandent le travail. Quant aux compagnons, ils n'ont de relation qu'avec les chefs d'atelier, et ne sont ni mariés ni domiciliés dans la ville. Il faut les regarder comme des ouvriers nomades ; ils affluent à Lyon lorsque la fabrique prospère et ils en partent (avec difficulté pourtant) lorsqu'elle languit ; tandis que les chefs d'atelier et leurs familles sont des ouvriers permanents.

« La conséquence de cet état de choses est qu'il n'existe entre le marchand-fabricant et les ouvriers qu'il emploie, presque aucun lien réel de clientèle et de patronage ; ils peuvent même ne pas se connaître. Aussi cette absence de tout lien entre eux a-t-elle été, avec l'influence de la Révolution de 1830, ce qui a le plus contribué aux funestes insurrections de novembre 1831 et d'avril 1834. »

Dans la classe entière des ouvriers en soierie, il y a plus de femmes que d'hommes, mais parmi les tisseurs, et surtout parmi les compagnons, plus d'hommes que de femmes.

Logement des ouvriers en soierie. — Villermé note que les ouvriers en soierie sont logés, comme partout ailleurs le sont les classes ouvrières, dans les plus mauvais quartiers et les maisons les moins belles et les moins commodes : telles les rues en pente qui conduisent à la Croix-Rousse et le quartier Saint-Georges, particulièrement sale et misérable. Dans les deux faubourgs de la Croix-Rousse et des Brotteaux, au contraire, on a construit des maisons très hautes, dans de larges rues. Le logement consiste, pour la plupart des chefs d'atelier, du moins pour ceux qui ont quelque aisance, en deux pièces, fréquemment précédées d'un petit couloir ou d'une sorte de tambour. L'une, plus petite, ayant sa fenêtre à part, est la chambre à coucher de la famille. L'autre, plus grande, sert d'atelier : les métiers y sont établis, et, de plus, l'on y fait la cuisine et l'on y mange. Enfin, dans cette grande pièce, à côté des métiers, ou entre eux, très souvent au-dessus de la table à manger, il

y a une soupenle aussi aérée qu'il est possible, dans laquelle couchent le compaignon et l'apprenti.

Quant au logement des ouvriers qui habitent les villages environnants, ils n'offrent rien à noter.

Bien peu, au reste, soit à la campagne, soit à la ville, se distinguent par la propreté.

Chauffage. — Pendant l'hiver, les ouvriers de la Fabrique de Lyon se chauffrent ordinairement très bien. En ville, leur combustible est la houille : ils la brûlent dans des poêles de fonte disposés de manière à y faire facilement et économiquement la cuisine.

Leur habillement. — Leurs habits sont de coton en été, de drap en hiver, et ils portent très généralement des souliers pendant toute l'année. On voit d'ailleurs beaucoup de jeunes hommes chaussés de bottes. « J'ajoute ce détail, qui paraîtra peut-être bien minutieux, parce que j'ai entendu plusieurs fois des ouvriers en parler comme d'un signe certain d'aisance ».

Villermé reproche aux ouvriers en soierie de Lyon le luxe de leurs habits les dimanches et jours de fête, leur passion pour les plaisirs coûteux, leur manque fréquent d'économies et leurs mœurs trop libres, souvent dissolues, surtout chez les compaignons.

Leur portrait moral et physique. — Par ailleurs il note que leur état physique, moral et intellectuel, s'améliore progressivement. Ces ouvriers seraient aujourd'hui partout, dans nos grandes villes manufacturières, plus laborieux, plus sobres, plus intelligents, et, à certains égards, non moins moraux que

les autres ouvriers pris en masse. Enfin, ils sont moins turbulents, moins ivrognes que les chapeliers et les teinturiers de la ville.

Ils sont plus laborieux. En effet, levés ordinairement à la pointe du jour en été et plus tôt en hiver, ils travaillent très souvent jusqu'à dix et onze heures du soir. Déduction faite des trois repas, beaucoup travaillent quinze heures chaque jour, et quelquefois davantage. Le repos du dimanche est d'ailleurs constamment observé par eux ; mais, en général, ils n'en ont pas d'autre.

Afin de les bien faire connaître, je vais dire les résultats de mes observations dans les rues, sur la place publique et dans les cafés et cabarets de la Croix-Rousse, pendant l'après-midi, et toute la soirée, jusqu'à onze heures, du dimanche 15 mars 1835.

Je n'ai vu qu'un seul homme ivre. Ceux qui buvaient du vin étaient en très petit nombre, excepté pourtant dans un cabaret fréquenté par des compagnons. Dans chacun de ces lieux, il y avait un billard sur lequel ils jouaient, sans bruit, la bière qu'ils buvaient. Là, aucune vocifération, aucune chanson, aucun mot grossier n'est venu frapper mon oreille. Dans un café où l'on ne voyait que des chefs d'atelier, on aurait dit, et pour la mise, et pour la décence, sous tous les rapports, des bourgeois aisés. Il y avait à peine quelques femmes parmi eux.

Beaucoup parlaient de la fabrique des soieries de Lyon, de ses embarras, de son avenir et de la concurrence des fabriques étrangères. Ils émettaient sur ces choses si importantes pour eux, des opinions fort

différentes, et cela sans trop élever la voix et presque comme l'auraient pu faire des gens désintéressés et de bonne société.

J'ai recueilli dans leurs discours des plaintes contre plusieurs marchands ou négociants fabricants, mais surtout contre les commis de ceux-ci. J'ai pu faire aussi la remarque que plusieurs avaient été travaillés, si je puis dire ainsi, par des idées saint-simoniennes ; car ils s'entretenaient, à une table, de la nécessité qu'une portion de l'héritage des riches tombât dans le trésor public, pour diminuer les impôts et doter les établissements utiles. Ils soutenaient d'ailleurs que l'homme qui a su se créer des richesses par son industrie, doit en avoir la jouissance entière pendant toute sa vie. Au reste, j'avais déjà entendu émettre les mêmes idées, dans mes conversations avec plusieurs, et je suis bien porté à croire que le saint-simonisme a, sans le vouloir, préparé en partie les malheureux événements de Lyon en 1831 et 1834.

Mes autres observations sur les ouvriers en soieries de cette grande ville m'ont confirmé dans l'opinion qu'avait fait naître en moi ma visite des cafés et des cabarets de la Croix-Rousse. On en conclura que, loin d'être dégradés au moral, comme on l'a dit, et d'une intelligence si bornée, ce sont au contraire des hommes plus avancés dans la véritable civilisation, que ne le sont la plupart des ouvriers à Paris, et même, j'ose le dire, que ne le sont beaucoup d'hommes élevés par leur fortune ou leur position sociale, au-dessus du rang d'ouvrier.

Ils ne sont point habituellement mal portants,

comme on le soutient, ni plus pâles que les habitants des autres grandes villes qui travaillent renfermés ; leurs chairs ne sont pas plus molles, leurs membres plus souvent grêles, bouffis, ni leurs corps plus souvent déformés. Je ne nie pas cependant qu'il n'en fût ainsi autrefois, à une époque où les canuts étaient bien plus mal logés et plus mal nourris qu'ils ne le sont actuellement. Mais en 1835 et jusque dans l'été de 1836 (je ne les ai pas vus dans le fort de la crise commerciale qui commençait alors), malgré toutes les assertions contraires, leur santé laissait peu à désirer, surtout si l'on a égard à ce que leur profession n'exigeant point des individus robustes, beaucoup d'hommes, qui ne peuvent être forgerons, charpentiers, ouvriers des ports, etc..., se font tisseurs de soie.

Leurs salaires. — Il est peu de sujets, remarque Villermé, sur lesquels il soit aussi difficile de se faire une opinion que sur les salaires payés par la fabrique de Lyon et sur leurs rapports avec le prix des choses nécessaires à la vie. Un ouvrier compagnon gagne en moyenne 2 francs par jour ; un chef d'atelier, suivant le nombre de métiers qu'il possède, de 5 à 8 fr., frais déduits.

Beaucoup d'habitants de Lyon, et parmi eux des mères de famille, m'ont affirmé, écrit-il, qu'un homme seul peut vivre très aisément dans cette ville, s'il a de l'ordre et ne fait aucune dépense inutile, avec un revenu de 40 sous par jour.

De tous mes renseignements, il résulte que dans les temps ordinaires, les ouvriers-maîtres ou chefs

d'atelier de la fabrique de Lyon et les compagnons, qui gagnent le plus, peuvent seuls faire des épargnes, et que les compagnons qui fabriquent les étoffes unies légères, vivent à grand'peine. Mais la confection de ces dernières étoffes n'exigeant pas l'emploi d'une certaine force physique, elles sont presque toujours fabriquées par des femmes, dont les besoins, et par conséquent les dépenses, sont moindres que ceux des hommes. D'un autre côté, la plus grande partie de ces ouvrières étant filles ou épouses des chefs d'atelier, elles ajoutent leurs gains à ceux plus ou moins forts de leurs parents ou de leurs maris.

Leur nourriture. — En allant chez les ouvriers en soierie aux heures des repas, j'ai pu voir de quoi ils se composaient. C'était :

Au déjeuner : de pain assez blanc et généralement de très bonne qualité, seul pour le compagnon, et souvent assaisonné d'un morceau de fromage pour le chef d'atelier et sa femme. Celle-ci déjeunait quelquefois avec du café au lait.

Au dîner : de la soupe, tantôt grasse, tantôt maigre ; presque tous les jours de la viande de boucherie, avec des légumes et des pommes de terre, ou bien une salade ; le tout paraissant bien préparé, d'un aspect, d'une odeur à réveiller l'appétit, et servi dans une vaisselle de faïence ou de terre peu recherchée, mais porpre, et sur une table ordinairement nue, mais qui quelquefois était aussi couverte d'une nappe. Enfin, il y avait du vin pour toute la famille, moins les compagnons ; le maître en boit régulièrement

chaque jour depuis un demi-litre jusqu'à un litre entier ; mais quand il est cher ou quand la fabrique est en souffrance, on en consomme moins. — J'ai vu chez plusieurs chefs d'atelier des dîners comme celui dont je viens de donner le détail. Chez l'un d'eux qui m'était signalé comme très pauvre, le dîner consistait seulement en un reste de légumes et un peu de fromage, mangés, il est vrai, avec un pain excellent.

Je n'ai jamais assisté à un souper, mais je sais que de la viande rôtie, ordinairement reste du dîner, et une salade, le composent très souvent.

Ainsi, les ouvriers tisseurs de la fabrique de Lyon sont ordinairement bien mieux nourris que la plupart des autres ouvriers en France. Combien peu, en effet, ont régulièrement du pain blanc, du vin et de la viande avec des légumes !

Il n'est pas possible de croire à la misère d'ouvriers qui se nourrissent habituellement aussi bien. Et d'ailleurs, la vue de leurs ménages, leur ameublement et leurs habits de travail, étaient loin, sans être brillants, de rendre vraisemblable la misère dont ils se plaignaient. Mais dans le fort ou à la fin de la crise de 1837, il n'en devait plus être de même.

Je n'insiste pas ici sur l'opinion générale qui règne à Lyon, que les compagnons économes, rangés, intelligents, deviennent facilement chefs d'atelier, que le sort de ces derniers est presque toujours assez bon ; je dirai seulement que les uns et les autres n'ont d'autres ressources pour vivre que leurs salaires, auxquels les chefs d'atelier ajoutent leurs profits sur les compagnons.

En terminant ces observations sur les ouvriers en soierie de Lyon, Villermé note les prix très élevés des loyers à Lyon ; les droits d'octroi causent d'autre part un renchérissement des denrées d'alimentation, « ce qui détermine beaucoup d'ouvriers à quitter la ville de Lyon pour aller s'établir dans les villages voisins et surtout à se concentrer dans les faubourgs ou communes suburbaines, principalement à la Croix-Rousse et au quartier des Brotteaux ».

LA FABRIQUE DE TARARE

Aux mêmes époques (mai et juin 1836), Villermé séjourna également longuement à Tarare pour enquêter sur la situation des ouvriers de la fabrique de mousseline.

Le chiffre des ouvriers, hommes et femmes, employés dans cette industrie était de 50.000, mais un grand nombre d'entre eux s'employaient également aux travaux agricoles. Très peu d'ouvriers, 400 au plus, travaillent hors de leur domicile et l'on en compte rarement plus de quelques-uns chez le même fabricant. Le seul établissement qui en réunisse un grand nombre est la manufacture d'apprêts de MM. Macculloch qui en compte ordinairement 160 à 200.

La journée est de 13 à 14 heures et la durée du travail de 10 à 12 pour les ouvriers qui travaillent en atelier (dans l'établissement de MM. Macculloch, la journée commence en hiver avec le jour, en été à 6 heures ; elle est interrompue de 9 à 10 heures du matin et de 2 à 3 heures de l'après-midi pour les re-

pas ; elle finit à 8 heures du soir en hiver, et la nuit en été).

Les logements sont assez bons ; l'ameublement, fort modeste, se compose ordinairement, dans les villages de montagne, « d'un coffre, d'une armoire, de quelques poteries, d'une ou deux chaises, de bancs, d'une table et, suivant le nombre des membres de la famille, de deux ou trois mauvais lits, souvent sans matelas, mais toujours avec des draps et au moins une couverture ». Le bois étant à bon marché, les ouvriers sont bien chauffés pendant l'hiver ; leur habillement ne laisse pas non plus à désirer et fait connaître un état préférable à celui dans lequel on voit ailleurs tant de tisserands en coton. »

A Tarare, la nourriture habituelle des travailleurs se compose d'un pain qui n'est pas ordinairement de très bonne qualité, de deux soupes par jour, de pommes de terre, de légumes et de fromage. Ils y joignent quelquefois un peu de petit-salé, une fois par semaine de la soupe grasse ou de la viande de boucherie, et les plus aisés deux ou trois fois, avec, de temps à autre, des œufs, etc., et un peu de vin. Dans les villages, surtout dans ceux de la montagne, le pain, fait de seigle pur, est généralement mauvais ; ils se nourrissent aussi de pommes de terre, de légumes ; de soupes maigres et de laitages. Quant à la viande de boucherie, ils en mangent rarement ; le petit-salé la remplace les dimanches. Ils ne l'achètent point : ils élèvent un ou deux cochons, qu'ils tuent et dont ils salent la chair. Leur boisson commune est de l'eau, mais beaucoup se font une sorte

de cidre ou de piquette avec des pommes et d'autres fruits. Pour tous, les denrées sont à bas prix.

On accuse les ouvriers de la fabrique de Tarare de manquer de prévoyance, d'économie, mais ceux qui leur font ces reproches rendent en même temps une pleine justice à leur exacte probité. Quant à moi, je ne connais aucune fabrique en France où les tisseurs m'aient paru avoir des mœurs et des habitudes meilleures, aucune ville manufacturière qui m'ait offert moins d'ivrognes et moins de libertins que Tarare. J'en ai visité les cabarets et les cafés dans le mois de juin pendant tout un dimanche et tout un lundi ; c'était un jour de foire, et, à mon grand étonnement, je n'ai pas vu dans un seul de ces lieux, qui sont d'ailleurs moins nombreux là que dans beaucoup d'autres villes, plus de huit ou neuf buveurs à la fois, et, dans d'autres, il n'y avait personne, même aux heures où les cabarets sont le plus fréquentés. Je n'ai pas non plus entendu de ces chants qui accompagnent si fréquemment l'ivresse, ni rencontré dans les rues un seul homme à marche chancelante. Enfin, il m'a été affirmé que les gens ivres que l'on y voit quelquefois, sont presque tous des compagnons étrangers au pays, où ils ne restent pas ordinairement longtemps. Il est vrai, d'un autre côté, que Tarare est presque une ville du Midi, où l'ivrognerie s'observe bien moins souvent que dans celles du nord ; qu'elle n'a pas tout à fait 8.000 habitants, et que, comme on l'a déjà dit, ses divers établissements, à l'exception d'un seul renferment chacun très peu d'ouvriers.

Salaires. — En supposant 300 jours de travail dans l'année, Villermé établit ainsi la moyenne des salaires dans la Fabrique de Tarare :

De 420 à 480 francs pour un simple tisserand ;

De 300 à 375 francs pour une femme travaillant chez les fabricants ;

De 225 à 240 francs pour une femme travaillant chez elle ;

De 180 à 225 francs pour un enfant de 12 à 15 ans ;

De 120 à 150 francs pour un enfant plus jeune ;

Et de 120 à 150 francs pour une brodeuse.

Dans les établissements de grillage et d'apprêts, qui sont tous situés en ville, le salaire est plus fort. Dans le plus considérable, qui occupe seul plus d'ouvriers que tous les autres ensemble, les hommes recevaient pour la plupart depuis 40 jusqu'à 50 sous par jour, les femmes depuis 28 jusqu'à 38, et les enfants, dont les plus jeunes étaient âgés de 12 ans, 18 ou 20 sous. Mais ces ouvriers sont en général des individus d'élite ; beaucoup travaillent habituellement dans une température de 32 à 38° du thermomètre centigrade. Les femmes employées dans des ateliers si chauds sont presque toutes âgées de 16 à 26 ans, l'expérience ayant appris que les jeunes supportent mieux que les autres une pareille chaleur et conviennent mieux d'ailleurs au travail qu'on exige. D'un autre côté, les travaux d'apprêts des mousselines s'interrompent périodiquement chaque année près de deux mois, pendant lesquels, afin de ne pas laisser chômer ces ouvrières, les maîtres du grand établissement s'arrangent pour leur donner un autre travail, mais avec des salaires moins avantageux.

Il résulte de ces détails qu'en ville une famille d'ouvriers dépensait en général, en 1836, les trois quarts ou environ, de son salaire pour sa nourriture et son logement, tandis qu'un seul homme pouvait n'y pas employer plus de la moitié du sien. On en conclura, si l'on compare cette position à celle des tisserands d'autres fabriques, et si l'on a égard à la fréquence plus grande de l'inconduite chez ces derniers, que ceux de Tarare ne sont pas les plus misérables ; et cependant ils ont assez rarement pour vivre d'autres ressources que leurs salaires.

Mais les tisserands des villages, surtout ceux de la montagne, travaillent tous à l'agriculture, au moins pendant les récoltes ; et un très grand nombre, qu'ils soient ou non propriétaires de la maison qu'ils habitent, d'un jardin ou d'un peu de terre, ne tissent que pour occuper les moments que leur laissent libres les travaux des champs.

Si l'on résume l'impression qui se dégage des observations de Villermé, et les conclusions que lui-même tire de la comparaison entre les ouvriers de Tarare et de Lyon et ceux qu'il a vus dans les autres régions de la France, on voit que cette comparaison est à l'avantage du département du Rhône.

« Les tisserands de la Fabrique de Tarare m'ont paru plus laborieux, plus sobres, plus économes, de meilleures mœurs et de meilleure santé que ceux des autres fabriques. »

Quant aux ouvriers en soieries de Lyon, leur position est la meilleure. « Ils sont mieux vêtus, mieux logés, mieux nourris qu'un très grand nombre d'au-

tres ouvriers, et communément encore ils sont plus rangés, plus sobres, de meilleures mœurs et de meilleure santé qu'eux. Ils doivent ces avantages, en partie du moins, à la nature des matières qu'ils mettent en œuvre, au climat qu'ils habitent, et au travail qu'ils font en famille.

Lorsqu'il n'y a point de crise, les ouvriers en soieries de Lyon sont les plus favorisés par l'élévation de leurs salaires. En outre, leur sobriété, leur intelligence surtout, les rendent de beaucoup supérieurs à la plupart des autres. Sans la fièvre d'ambition qui les tourmentait quand je les observais, et qui changeait pour eux une assez bonne position matérielle en un malaise moral, ils m'auraient paru devoir être contents de leur sort ».

CHAPITRE III

LA SUPREMATIE DE LYON DANS L'INDUSTRIE DE LA SOIE

Les années du Second Empire et du début de la troisième République sont marquées par certains faits dont l'influence sera considérable sur l'évolution de la population du département du Rhône.

Des remaniements administratifs vont tout d'abord, en corrigeant certaines anomalies choquantes, donner au département les limites locales qu'il a conservées depuis lors. Le décret du 24 mars 1852 réunit les trois communes suburbaines de la Guillotière, la Croix-Rousse et Vaise à la ville de Lyon qui sera divisée en cinq arrondissements municipaux (1^{er} et 2^e arrond. : Presqu'île ; 3^e arrond. : Guillotière et Brotteaux ; 4^e arrond. : Croix-Rousse ; 5^e arrond. : Rive droite de la Saône, y compris Vaise). Le même décret distrait du département de l'Isère, pour les réunir au département du Rhône, les communes de Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Bron et Vénissieux. Le Rhône s'accroît de ce fait de près de 20.000 habitants ; cette réorganisation administrative ne fait que sanctionner les rapports étroits entre ces communes de la rive

gauche du Rhône et l'agglomération lyonnaise dont elles vont devenir les éléments d'avant-garde.

Autre fait moins apparent mais qui marque un tournant décisif dans l'histoire démographique du département : par suite de la baisse de la natalité les excédents de naissance, qui avaient largement contribué jusqu'alors à l'accroissement de la population vont s'amenuiser peu à peu pour bientôt faire place à des excédents de décès qui deviendront la règle à partir des années 80. Dorénavant la population du Département ne s'accroîtra plus que grâce aux apports extérieurs. Ces apports ne sont heureusement pas prêts à se tarir, car c'est au cours de ces années du deuxième Empire que Lyon va s'affirmer définitivement dans son rôle de métropole commerciale et industrielle.

I. — Le développement économique de la Région Lyonnaise sous le Deuxième Empire

Deux grands événements économiques vont faire de Lyon à cette époque la capitale du commerce mondial de la soie et de la fabrication des soieries.

1° LYON DEVIENT LE PRINCIPAL MARCHÉ DES SOIES D'EXTRÊME-ORIENT.

Depuis que la sériciculture s'était développée en France sous la Restauration, Lyon était devenu le grand emporium des soies d'Europe et du Levant.

Cependant l'Angleterre, servie par ses relations maritimes avec l'Extrême-Orient, avait monopolisé peu à peu, au profit de Londres, l'importation des soies des Indes, de la Chine et du Japon, dont le marché fut ouvert aux négociants européens à partir de 1859. C'est de Londres que Lyon était tributaire pendant toute la première moitié du xix^e siècle pour toutes les soies asiatiques dont l'emploi se généralise de plus en plus et qui entrent d'autant plus largement dans la consommation que, à partir de 1854, les récoltes européennes, décimées par les maladies des vers à soie, vont s'amenuiser de plus en plus. C'est devant ce danger que les marchands de soie lyonnais réagirent rapidement en organisant des relations directes entre la France et l'Extrême-Orient par la création des services réguliers des Messageries Maritimes entre Marseille et la Chine et le Japon. Ce service fut créé en 1864 et très rapidement la primauté du marché de Londres dut le céder à celui de Lyon favorisé encore par l'ouverture du canal de Suez. Les livraisons effectuées par les Docks de Londres n'atteignent plus, au début du xx^e siècle, que 6 à 7.000 balles annuellement, alors qu'elles avaient dépassé 90.000 balles en 1864. Lyon devint pour de nombreuses années la métropole mondiale du commerce de la soie.

2° LA POLITIQUE DE LIBRE ÉCHANGE INAUGURÉE EN 1860
CONSACRE LA PROSPÉRITÉ DE LA FABRIQUE LYONNAISE.

Le traité de commerce de 1860, avec l'Angleterre, est une date capitale pour l'histoire de la soierie lyon-

naise, puisqu'il ouvre en franchise aux exportations françaises de soieries le marché britannique. Ce traité, qui devait amener la ruine de l'industrie anglaise naissante de la soierie, fut pour la soierie lyonnaise le signal d'une prospérité jusque-là inconnue ; il marquait la fin d'une crise très dure, résultant de la fermeture du marché américain par suite de la guerre de Sécession. L'excédent des exportations sur les importations pour les tissus de soie passe en France de 270 millions en 1852 à 420 millions en 1869, dont 300 millions pour la région de Lyon. De 40 millions en 1855, les exportations lyonnaises de soieries à destination du Royaume-Uni passent à 130 millions en 1865, aussi le nombre des métiers de la région lyonnaise s'élève-t-il à 120.000 en 1866, ayant presque doublé en moins de 20 années.

Lyon va devenir un très important centre de capitaux et l'emploi de ces capitaux va tout d'abord aller à l'industrialisation de la région. Le deuxième Empire est une période de large expansion financière et industrielle et l'essor des industries autres que la soierie se poursuivra activement pendant cette période. Il en résultera une accentuation du mouvement de concentration dans les villes ou leur banlieue.

II. — L'accroissement de la population du Rhône de 1856 à 1876

Malgré les pertes en vies humaines dues à la guerre de 1870-1871, le Département du Rhône s'accroîtra largement au cours des vingt années qui séparent le

recensement de 1856 de celui de 1876, passant de 626.000 à 705.000 habitants. L'accroissement se fera surtout au profit de l'arrondissement de Lyon qui passera de 460.000 à 530.000 habitants (Ville de Lyon : 292.000 habitants en 1856, 342.000 en 1876). L'arrondissement de Villefranche ne gagne que 4.000 âmes (166.000 en 1856, 175.000 en 1876) ; il atteint son maximum et décroîtra à partir de 1876 sous l'influence des mêmes facteurs qui ont causé l'exode rural dans la France entière. La dépopulation de l'arrondissement de Villefranche aurait commencé plus tôt, n'eût été l'élément ralentisseur de l'exode rural que constitue, à partir de 1840, l'émigration des métiers dans les campagnes. Commencée sous la Restauration, accélérée après les émeutes de 1831 et de 1834, cette émigration prit des proportions très considérables sous le Second Empire, à la suite de la crise amenée par les maladies du ver à soie et la fermeture du marché américain.

III. — La situation de la classe ouvrière à Lyon sous le Second Empire

L'organisation du travail demeure encore, en soierie, assez semblable à ce qu'elle était sous l'Ancien Régime : le marchand-fabricant fait tisser à façon par des maîtres tisseurs chefs d'ateliers qui travaillent dans de petits ateliers sur des métiers leur appartenant, aidés de membres de leur famille et de compagnons ou apprentis. Il faut de 2 à 3 personnes

pour assurer la marche d'un métier à bras (les métiers mécaniques n'étaient encore que fort peu répandus). Les maîtres tisseurs gagnent, selon l'importance de leurs affaires, entre 314.000 pour les plus gros et 1.000 à 1.100 par an pour les plus modestes. La situation des compagnons est beaucoup plus modeste ; leur salaire varie de 1 à 2 francs pour ceux qui travaillent en uni, jusqu'à 4 et 4 fr. 50 pour les tullistes. La plupart ne gagnent pas plus de 450 francs par an en moyenne. Ce sont en général des célibataires vivant en garni et travaillant jusqu'à 13 heures par jour.

Quant aux ouvriers des corporations autres que la soierie, leur nombre croît chaque jour et ils constituent déjà en 1860 la majeure partie du prolétariat urbain. Ils bénéficient de salaires allant de 3,50 à 5 francs pour les ouvriers qualifiés et de 2 à 3 francs pour les manœuvres, salaires toujours supérieurs à ceux de la soierie. Ils ont un travail presque toujours assuré et le chômage est très rare en dehors de la fabrique. Ils habitent surtout les nouveaux quartiers de l'Est. La population de la Guillotière augmente de 28.000 âmes de 1851 à 1856.

En 1861, Lyon est déjà une ville de plus de 318.000 habitants, dont chaque quartier affecte une physiologie originale. Les quartiers qui s'étendent de la place des Terreaux au cours du Midi et qui constituent les 1^{er} et 2^e arrondissements urbains sont occupés par la « classe nombreuse des fabricants et des marchands en gros et en détail » ; c'est là qu'est le centre de la vie élégante et que se trouvent les cafés

et les grands magasins. La rive droite de la Saône groupe autour du Palais de Justice les gens de loi, avocats, avoués, etc... La Croix-Rousse est habitée presque exclusivement par les canuts dont nous avons noté plus haut le genre de vie.

L'un des aspects les plus intéressants de l'œuvre du Second Empire, est le plan d'urbanisme du Préfet Vaïsse qui va transformer complètement la ville et l'embellir par le percement des rues de la République et de l'Hôtel-de-Ville, là où il n'y avait auparavant qu'un entassement désordonné de vieilles bâtisses du *xvi^e* siècle ; des quais seront construits sur les bords du Rhône et de la Saône et dorénavant les quartiers de Vaise et de la rive gauche du Rhône seront défendus contre le retour de ces inondations qui avaient été si désastreuses en 1825 et en 1840. Enfin, la construction de la gare de Perrache va être entreprise après de longues discussions relatives à son emplacement. On peut reprocher à celui qui fut choisi d'avoir séparé du reste de la ville l'extrémité de la presqu'île où furent du reste relégués les prisons et les industries bruyantes ou insalubres.

Parmi les autres villes du Département, Tarare bénéficiera d'une prospérité tout à fait remarquable à cette époque, par suite de la grande vogue des tulles et mousselines ; la population de la ville dépassera en 1866 le chiffre de 15.000 âmes, ce qui devait constituer l'apogée de son développement.

CHAPITRE IV

LE DEVELOPPEMENT DE LA GRANDE INDUSTRIE ET SON INFLUENCE SUR LE PEUPLEMENT DU DEPARTEMENT DE 1876 A LA GUERRE

Certains caractères de l'évolution économique et démographique, qui apparaissaient déjà depuis plusieurs années, vont se préciser très nettement à partir de 1876-1880 et donner à cette évolution les caractéristiques qu'elle conservera jusqu'à nos jours.

Au point de vue économique, la grande industrie va se développer, dans des proportions tout à fait inconnues jusqu'alors, tandis que l'industrie de la soierie perdra quelque peu en importance relative ; au point de vue démographique, l'évolution se fera de plus en plus sous la forme de la concentration urbaine et au détriment des campagnes dont la dépopulation se poursuivra lentement et inexorablement à partir de ces années.

I. — Les transformations de l'industrie soyeuse à partir de 1876

A la période de libre échange généralisé qui s'ouvrait avec le traité d'Eden en 1860, va succéder, fort

peu d'années après la guerre de 1870, une contraction des échanges internationaux due en partie à un retour offensif très marqué du protectionnisme, dans la plupart des nations anciennes ou nouvelles dont les nationalismes s'exacerbent de plus en plus. On conçoit comme les contre-coups de ce mouvement devaient être sensibles pour l'industrie lyonnaise de la soierie dont plus des deux tiers du chiffre d'affaires était traité à l'exportation. Sous l'influence de la baisse générale des prix et de la lutte économique internationale qui va devenir particulièrement âpre à partir de 1881, la vieille fabrique lyonnaise dont les années 1872 et 1873 avaient marqué l'apogée va se trouver durement secouée. De 429 millions de francs en moyenne pour la période décennale 1867-1876, les exportations françaises de tissus de soie tombent à 251 millions pour la période 1877-1886 et à 234 millions pour 1887-1896. D'autre part les demandes de la consommation, aiguillées par la mode, vont de plus en plus vers les tissus légers, au détriment des lourdes étoffes façonnées et brochées qui avaient été la gloire de la fabrique lyonnaise. Il s'agit maintenant de produire beaucoup et meilleur marché.

Cette recherche d'un rendement meilleur devait amener l'emploi des moyens les plus perfectionnés pour économiser les frais de production et la généralisation des métiers mécaniques mus par la force hydraulique, thermique ou électrique. Ces métiers seront réunis en nombre dans les usines de tissage qui émigreront de plus en plus vers les campagnes, tandis

que le nombre des métiers à bras ira en diminuant peu à peu en même temps que l'organisation ancienne du travail des « canuts » tendra à disparaître. On trouve l'origine des premiers métiers mécaniques à Lyon dès 1840, mais en 1866, sur 120.000 métiers dans la région lyonnaise, on n'en compte encore que 5 à 6.000 qui soient mus mécaniquement. Le mouvement de mécanisation se développera donc surtout à partir de 1880. Le nombre des métiers à bras dans la région lyonnaise (Rhône et autres Départements), vers 1900, reste encore de 60.000 environ (dont 10/12.000 à Lyon) ; mais sur ce nombre le tiers est inoccupé et le nombre de ceux qui travaillent d'une manière plus ou moins intermittente ne dépasse pas 40 ou 45.000 (dont 6 ou 7.000 à Lyon). En 1914, pour la région lyonnaise tout entière, le nombre de métiers à bras ne dépasse guère 17.000. En contre-partie le nombre des métiers mécaniques accuse une progression rapide : 5/6.000 en 1866, 18.900 en 1880, 24.000 en 1894, 30.000 en 1900, 41.000 en 1914. Presque tous ces métiers mécaniques sont occupés ; un tiers environ est situé dans le département du Rhône.

Grâce à cette réorganisation, à la productivité plus grande des métiers mécaniques, grâce aussi au perfectionnement des industries accessoires (teintures, apprêts, etc...), les soieries jusque-là article de luxe et de haute qualité prennent des aspects très variés par suite de la création des tissus peints en pièce qui permettent de démocratiser et vulgariser par leurs prix les tissus de soie. Vers 1910, le chiffre d'affaires de la soierie lyonnaise est remonté à 450.000.000 par

an en moyenne, chiffre à peu près égal à celui de 1875, mais qui correspond à une surface de tissu 4 ou 5 fois plus étendue qu'alors. Les exportations (300 millions par an en moyenne), représentent 8 % du commerce français d'exportation.

On peut donc dire que, après avoir traversé une grave crise de 1880 à 1890, l'industrie lyonnaise de la soierie se maintient, à la veille de la guerre, au niveau d'une prospérité égale à celle des belles années du Second Empire. Mais relativement aux autres nations concurrentes, elle a perdu cette prééminence indiscutée qu'elle avait conservée jusqu'aux années 1880. Comme marché de soies, Milan est devenu plus important que Lyon ; et pour la fabrication des tissus, Lyon doit compter en Europe avec la concurrence des fabriques italienne et allemande ; par delà l'Atlantique, les Etats-Unis, où les progrès de la fabrication, à l'abri de tarifs douaniers draconiens, ont été depuis 1890 exceptionnellement rapides, arrivent à fabriquer les 4/5 des tissus de soie de l'univers.

En même temps qu'elle a perdu la prééminence sur ses concurrents étrangers, la Fabrique lyonnaise a vu diminuer, au cours des quarante années d'avant-guerre, son importance relative par rapport aux autres activités de notre région, en raison du développement beaucoup plus marqué de certaines de ces activités.

II. — Développement de la grande industrie

Nous ne voulons pas examiner ici les causes générales sous l'influence desquelles la France a vu se développer, à partir du milieu du ^{xix}^e siècle, à un rythme beaucoup plus rapide qu'auparavant, l'industrialisation de sa production et la concentration de son industrie (révolution dans les transports, substitution de la force motrice thermique aux anciennes sources d'énergies, progrès des diverses techniques, élargissement du marché des capitaux et extension du crédit). En retard d'un demi-siècle environ sur l'Angleterre, la France verra le développement de ses industries nouvelles s'affirmer, surtout à partir de 1875-1880. Nous voulons examiner rapidement comment la région lyonnaise a eu une part spécialement intéressante dans ce mouvement et comment s'est produit, surtout à partir de 1875-1880, l'essor des industries autres que la soierie.

Handicapée par son manque de ressources minières et par son éloignement de la mer, la région lyonnaise a eu d'autres chances : sa position comme centre de distribution, l'esprit d'entreprise et de labeur de ses habitants, l'abondance des capitaux accumulés par les Lyonnais, grâce aux bénéfices procurés par la longue prospérité de l'industrie soyeuse. Ne trouvant plus dans la soierie un champ suffisamment étendu d'expansion, ces capitaux étaient avides de découvrir des emplois nouveaux. Il faut insister sur ce facteur financier : Lyon est un centre très

important de capitaux et de relations internationales. Une bonne partie de ces capitaux s'employèrent à la constitution sur place d'une importante et variée industrie de transformation.

a) *La métallurgie.*

L'industrie métallurgique est celle qui devait bénéficier du développement le plus rapide, surtout à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Si l'éloignement relatif des mines devait écarter de Lyon toute industrie primaire de métallurgie (les hauts-fourneaux de Givors, quoique dans le département du Rhône, se rattachant plutôt à l'économie de la région de Saint-Etienne), la ville devait par contre se tailler une place de premier rang dans le domaine des constructions mécaniques et métallurgiques. La concentration industrielle du XIX^e siècle, le développement formidable de la force motrice créent aux industries naissantes des besoins considérables de machines à vapeur ; des ateliers de constructions de machines et de chaudières surgissent de toute part à Lyon et dans la banlieue (Vaise, Saint-Fons, Oullins). L'industrie de la teinture et les industries chimiques amènent par le même phénomène le développement de la chaudronnerie en fer et en cuivre. D'autre part, « de tous temps tournée vers l'exportation par les traditions de l'industrie soyeuse, l'activité lyonnaise a pris une large part à l'aménagement économique des pays d'outre-mer. Ce sont les usines lyonnaises qui ont livré les premières dragues et les premiers excavateurs utilisés pour le creusement du

canal de Suez (1869), de l'isthme de Corinthe (1893), du canal de Panama (1880-1902-1914), des grands ports de l'Amérique du Sud. De nombreux ateliers de constructions (charpentes, ponts, machines à vapeur, bateaux, machines agricoles, matériel de chemin de fer, balances, câbles, aiguilles et épingles, etc...), occupent, vers 1895-1900, plus de 12.000 ouvriers distribuant 15 millions de salaires annuels et faisant un chiffre de production de plus de 75 millions. A partir de 1900, naissent de nouvelles branches de la métallurgie, telles que l'industrie électrique (Etablissements Visseaux) ; l'industrie automobile lyonnaise jouit à la veille de la guerre d'une large réputation (Berliet, La Buire, Cottin-Desgouttes, Vermorel, Pilain, Rochet-Schneider, Carburateur Zénith). Disposant, en raison de l'industrie de la soierie, d'une clientèle riche et étendue, la place de Lyon développe largement une autre industrie de luxe : celle de la bijouterie et de l'orfèvrerie ; elle fait vers 1895, avec ces articles, un chiffre de 35 millions et se vante de posséder la première maison d'orfèvrerie religieuse du monde. En 1911, les industries métallurgiques ordinaires emploient 24.000 individus, et les industries de la bijouterie, orfèvrerie, gravure, en emploient 2.500.

b) *L'industrie chimique.*

L'industrie chimique fut sollicitée de bonne heure à Lyon par le voisinage de pyrites de Saint-Bel, ainsi que par la nécessité d'approvisionner en colorants les ateliers de teinture. Lyon fut toujours en tête du

progrès scientifique et technique dans ce domaine. En 1831, Guimet avait découvert l'outremer artificiel, ce qui devait être une véritable révolution et l'origine de l'industrie des colorants chimiques ; en 1836, Michel Perret avait inventé son nouveau four à griller les pyrites, qui permettra d'obtenir l'acide sulfurique à partir du minerai de Saint-Bel. En 1818, Jean-François Coignet avait fondé, à Saint-Rambert-l'Île-Barbe la première usine de traitement des os par l'acide chlorhydrique, usine qui devait par la suite être transportée à Saint-Fons ; et l'on a pu dire que, depuis lors, « la chronologie des fabrications inaugurées dans les usines Coignet est aussi le calendrier des découvertes dans l'industrie de la gélatine et du phosphore (1818 : invention de la colle d'os par acidulation ; 1822 : colle à l'autoclave ; 1837 : colles de peaux ; 1838 : phosphore blanc ; 1848 : phosphore amorphe ; 1858 : allumettes au phosphore amorphe ; 1869 : allumettes au phosphore blanc ; 1872 : superphosphate d'os et engrais composés ; 1879 : phosphure de calcium ; 1900 : acide phosphorique pur ; 1904 : phosphate de soude ; 1905 : biphosphate de chaux) ». Les répercussions de ces découvertes devaient être considérables dans le domaine de la fabrication des colles, des engrais, des produits pharmaceutiques. C'est surtout à partir de 1875-1880 que le développement de l'industrie chimique devient particulièrement intense dans la région lyonnaise. Vers la fin du XIX^e siècle, elle traite déjà tous les genres et sa production est évaluée à 80 millions de francs. Dix usines traitent les os et les débris de peaux ; les

seules stéarineries et savonneries font un chiffre de 10 millions. Divers établissements produisent l'acide pierique (5 millions de francs par an) et l'acide tartrique (2 millions). L'usine de la Compagnie de Saint-Gobain, à Saint-Fons (suite de l'ancienne affaire de Michel Perret), fabrique pour 17 millions de francs d'acide sulfurique, acide chlorhydrique, sulfates de fer et de cuivre, sels de soude, engrais. La production lyonnaise des produits pharmaceutiques est alors évaluée à 6 millions, dont 4 à 5 millions sont exportés. Vers la fin de 1870, Antoine Lumière quitte Besançon pour Lyon où il créera en 1880, à Monplaisir, l'usine qui devait acquérir une telle renommée dans la fabrication des produits photographiques.

Le développement s'accélère à partir de 1901 ; en 1903, la Compagnie de Saint-Gobain crée à Pierre-Bénite la première fabrique française d'anhydride sulfurique (matière utilisée pour beaucoup de colorants). Une importante usine appartenant à la firme allemande Badische Anilin et Soda Fabrik de Ludwigshafen s'établit à Saint-Fons à la même époque. A la veille de la guerre, les industries chimiques faisaient vivre dans Lyon et sa banlieue plus de 8.000 individus.

c) Les diverses industries urbaines.

Le développement de la grande industrie est accompagné d'une floraison de ces nombreux arts annexes qui suivent la croissance des grandes villes ; ces industries occupent une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse : bâtiment, alimentation, confec-

tion des vêtements, fabriques de chapeaux, ateliers d'imprimerie, travail des cuirs et peaux, menuiserie, etc... Les activités n'offrent pas un caractère général de concentration, mais elles suscitent cependant la naissance de quelques établissements pouvant rivaliser quant au nombre des ouvriers employés et au développement de la technique avec la métallurgie ou l'industrie chimique (brasseries, fabriques de pâtes alimentaires, tanneries).

III. — L'accroissement de la population du département

Alimenté par la seule immigration, qui doit aussi combler les vides dus aux déficits de naissances, le mouvement d'accroissement de la population est, à partir de la fin du deuxième Empire, en étroite corrélation avec le développement économique dont nous venons de remarquer les principales caractéristiques.

Années	Population au recensement	Accroissement par rapport au recensement précédent
1872	670.000	
1876	705.000	5,2 %
1881	741.000	5,1
1886	773.000	4,3
1891	807.000	4,3
1896	839.000	3,9
1901	843.000	0,4
1906	859.000	1,8
1911	916.000	6,6

Jusqu'en 1896, cet accroissement est régulier et de l'ordre de 4 à 5 % de la population totale d'un recensement au suivant. Entre les recensements de 1896 et de 1906, le rythme se ralentit sensiblement, symptôme du changement de front d'activité économique. Il reprend ensuite plus fort de 1906 à 1911.

Comme on peut le penser, l'accroissement se fait presque entièrement au profit de Lyon et sa banlieue et dans une très faible mesure au profit des autres centres manufacturiers.

L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE.

Le fait le plus marquant de cette période quant au peuplement de Lyon, c'est que la ville voit changer peu à peu et en même temps l'objet et le cadre de son activité. Deux faits sont connexes : essor des industries urbaines, d'une part ; migration de la ville dans la plaine dauphinoise, d'autre part. Le centre de l'activité urbaine, qui avait été au temps des Romains sur les pentes de la colline de Fourvière, puis au Moyen-Age dans les quartiers Saint-Georges et Saint-Jean (toujours sur la rive droite de la Saône), s'était transféré peu à peu dans la Presqu'Île. A partir du Second Empire, tout le développement de la cité se fait dans les quartiers de la rive gauche du Rhône, prolongés par les communes du canton de Villeurbanne. C'est ce que met bien en évidence le tableau suivant qui résume le développement de la population du vieux Lyon (1^{er}, 2^e, 4^e et 5^e arrondis-

sements, c'est-à-dire tous les quartiers de la rive droite du Rhône) et du nouveau Lyon (Brotteaux, Guillotière, canton de Villeurbanne).

Années	Vieux Lyon	Nouveau Lyon
1856	221.000	83.000
1876	218.000	143.000
1886	236.000	190.000
1896	242.000	257.000
1911	248.000	335.000

Le 1^{er} et le 2^e arrondissement urbain (Presqu'île), qui comptaient respectivement 60.000 et 75.000 âmes en 1856, se retrouvent à des chiffres sensiblement voisins en 1911 (59.400 et 78.000), après être passés par un maximum en 1891 (67.600 et 82.500). La saturation de peuplement de ces quartiers peut donc être considérée comme complète et même une certaine tendance au dégoisement se manifeste.

Le 4^e arrondissement (Croix-Rousse), dont le développement avait été si rapide pendant la première moitié du xix^e siècle, voit également le chiffre de sa population se stabiliser (33.000 habitants en 1856, 35.000 en 1901). Cette stagnation est due à l'arrêt progressif de l'activité des métiers sur le « plateau » dont la population industrielle ne se renouvelle plus. Elle sera remplacée surtout, à partir de 1880, par une population d'employés ayant leurs occupations dans le centre de la ville, que l'on peut voir chaque jour descendre ou monter les pentes de la colline aux heures d'ouverture ou de fermeture des bureaux. En

1911, grâce à cette population nouvelle, le chiffre de la population du 4^e arrondissement est remonté à 41.300 habitants.

Le 5^e arrondissement comprend les quartiers très différents, quant à l'ancienneté et à la nature du peuplement, de Saint-Georges, Saint-Jean, Saint-Just, Saint-Paul et Vaise. C'est ce dernier quartier, récent et industriel, qui se développe, mais sur un rythme ralenti (Etablissements Visseaux, Cirages Français), tandis que les vieux quartiers, bien déchus de leur prospérité du Moyen-Age, voient leur densité de population diminuer peu à peu, au grand bénéfice de l'hygiène et de la salubrité. Au total, la population de cet arrondissement, qui était de 53.000 âmes en 1856 et de 52.000 en 1876, remonte à 59.000 en 1901, puis à 69.000 en 1911.

Limitée au nord et à l'ouest par les barrières des collines aux pentes abruptes, l'expansion de Lyon va donc se faire dans la plaine de l'Est. Nulle limite de ce côté à l'expansion progressive de la cité.

« Au delà du Rhône, retenu captif entre les solides murailles de ses quais, Lyon s'achemine du côté de l'Est à travers la plaine que limite seule à l'horizon la silhouette lointaine des montagnes dauphinoises. Et de même que sous l'ancien Régime son avenir fut assuré par des facteurs économiques importants, l'imprimerie, les foires, la soierie, c'est encore un facteur économique puissant, la grande industrie, qui commande actuellement ses destinées. Grâce à elle, les communes limitrophes, Villeurbanne, Saint-Fons, Vénissieux, dominées par les hautes cheminées de leurs usines, se soudent peu à peu à la grande cité

dont elles sont les satellites, bien que, comme jadis la Guillotière et les Brotteaux, elles soient administrativement séparées. »

La croissance des divers quartiers en communes ne se fit pas sur le même rythme, comme le montre le tableau suivant :

Années	1856	1876	1886	1896	1911
3 ^e arrondiss. ...	72	78	104	145	182
6 ^e arrondiss. ...	72	46	62	78	93
Villeurbanne ...	5,3	9	14,7	21,7	42,5
Vénissieux	3,7	5,2	5,9	3,4	4,9
Saint-Fons				4,2	6
Bron	1	2,2	2,7	2,7	4,2
Vaulx-en-Velin .	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3
Total du nouveau					
Lyon	83	143	190	257	335

Le 6^e arrondissement (Brotteaux), créé par dédoublement du 3^e, se développe surtout comme quartier de peuplement « bourgeois », très proche du centre, jouissant du voisinage du Parc de la Tête-d'Or. Peu à peu il voit s'élever de vastes et beaux immeubles qui remplacent progressivement les misérables habitations en pisé élevées en maints endroits au début du XIX^e siècle. L'activité économique est représentée par de petits ateliers travaillant surtout pour satisfaire les besoins locaux (industries polygraphiques, serrurerie, menuiserie, etc.). Les grosses maisons de

commerce elles-mêmes s'y installent de plus en plus à partir de 1900.

L'influence de l'industrialisation se fait sentir beaucoup plus dans le 3^e arrondissement (Guillotière). Alors que les parties les plus proches du Rhône de cet arrondissement évoluent dans le même sens que les Brotteaux et deviennent des quartiers d'habitation, les usines vont se multiplier, entraînant un accroissement rapide de la population sur le territoire de la Mouche, Gerland, Monplaisir (métallurgie, industries des cuirs et peaux, grosse industrie d'alimentation). Le développement de cette périphérie est largement facilité par les nouvelles voies ouvertes (pont de l'Université, prolongement du cours Gambetta et de l'avenue de Saxe, actuelle avenue Jean-Jaurès), qui deviennent les cadres des nouveaux quartiers (Kleinclausz).

Saint-Fons et Vénissieux sont les prolongements de ces quartiers. Disposant encore de vastes espaces libres et à bas prix au début du siècle, bien desservies par la voie ferrée, ces communes vont abriter la grosse industrie. Saint-Fons sera spécialement adoptée par l'industrie chimique, tandis que Vénissieux abritera surtout la grosse métallurgie.

Villeurbanne présente comme un raccourci de la région lyonnaise et une synthèse de sa production industrielle. Ne comptant pas plus de 5.000 habitants vers 1851, elle a vu le chiffre de sa population doubler en moyenne tous les 20 ans depuis lors, sous la poussée des industries nouvelles qui se pressent

en grand nombre sur son territoire. Les principales industries villeurbannaises, en 1911, sont les auxiliaires de la soierie : teinture, apprêts, gaufrages. Mais cette spécialité n'exclut pas les activités textiles (tulles) ou des autres ordres (pâtes alimentaires, métallurgie, cuirs et peaux).

Vaulx-en-Velin est encore une commune essentiellement agricole et sa population ne marque à la veille de la guerre qu'un accroissement insignifiant par rapport aux chiffres du milieu du xix^e siècle.

D'autres communes de l'agglomération lyonnaise se sont aussi industrialisées et ont vu le chiffre de leur population s'accroître dans de notables proportions : ce sont Pierre-Bénite, La Mulatière, Oullins. Cette dernière ville, qui ne comptait que 5.674 âmes en 1876, en compte 9.085 en 1896 et 12.243 en 1911 (ateliers de constructions de matériel du P.-L.-M.). Quant aux communes qui n'ont pas participé au développement industriel, leur population n'a augmenté que dans des proportions beaucoup plus modestes : de 1886 à 1911, Caluire-et-Cuire passe de 9.854 à 10.877 habitants ; Tassin-la-Demi-Lune de 3.529 à 4.688.

L'IMMIGRATION DANS LE RHÔNE DE 1872 A 1911.

De 1872 à 1911, nous l'avons vu, l'accroissement global de la population du Département est de 246.000 habitants ; dans le même temps le déficit des naissances par rapport aux décès est de l'ordre de

41.000. On peut donc évaluer l'excédent de l'immigration sur l'émigration à 287.000 pour cette période. Les excédents varièrent entre 6 à 8.000 par an de 1872 à 1896, puis ils se ralentirent entre 1896 et 1906 (4.000 par an en moyenne) ; de 1906 à 1911, ils reprennent vivement et atteignent pour cette période quinquennale 69.000, ce qui donne une moyenne annuelle de près de 14.000.

Cette immigration n'est pas de provenance étrangère mais vient surtout des départements agricoles voisins. Au recensement de 1911, la population présente dans le Département se répartit ainsi :

Français nés dans le Département du Rhône	532.258
Français nés en France dans un autre département	342.973
Français nés hors de France	3.439
Naturalisés	4.232
Etrangers	20.962
Total	903.864

L'élément étranger est donc peu nombreux ; par contre l'élément originaire des autres départements français est très important ; sur 1.000 Français nés en France, recensés dans le Département, il y en a 392 qui sont nés hors du Département (la proportion était déjà de 350 0/00 en 1891). Le tableau suivant permet de mesurer les principaux échanges migratoires entre le Rhône et les autres Départements en 1911 :

Départements	Originaires de ces départements recensés dans le Rhône en 1911	Originaires du Rhône recensés dans ces départements en 1911	Excédent des immigrés par rapport aux émigrés
Isère	51.900	14.800	37.100
Loire	49.600	19.600	30.000
Ain	41.200	12.700	28.500
Saône-et-Loire ..	29.200	8.600	29.600
Ardèche	22.000	4.900	17.100
Savoie	16.000	2.800	13.200
Drôme	13.900	4.400	9.500
Haute-Savoie ...	9.000	1.500	7.500
Haute-Loire	7.900	1.200	6.700
Jura	8.000	2.000	6.000
Seine	7.600	24.700	17.100

CHAPITRE V

LA GUERRE DE 1914-1918 ET LES ANNEES D'APRES-GUERRE

Bien loin de marquer un tournant dans l'évolution de l'économie et du peuplement du département, la guerre de 1914-1918 ne fit qu'accentuer les caractéristiques de l'évolution commencée depuis une quarantaine d'années déjà. Les années d'euphorie qui suivirent, de 1921 à 1930, portèrent à son apogée l'activité industrielle et commerciale de Lyon et la richesse du Département ; la population, se réglant sur les subsistances, continue à affluer et atteint, au recensement de 1931, le maximum de 1.046.028 habitants. Ce chiffre devait rester un maximum, car dans les années qui suivirent, la crise économique, commencée en 1930, s'intensifia et fit sentir très durement ses effets ; elle se traduisit par un abaissement du chiffre de la population qui n'atteint plus que 1.028.000 âmes au recensement de 1936.

I. — Les répercussions de la guerre mondiale sur l'activité de Lyon et du Rhône

Nous avons vu que l'activité économique, qui se divisait par moitié vers 1880 encore entre l'industrie

journalière de 20 à 25 camions et 10 chars d'assaut. Citons parmi les autres usines métallurgiques nouvelles, celle du carburateur Zénith, les usines Hotchkiss, Gnome et Rhône, Paris-Rhône.

L'industrie chimique suit un développement parallèle et subit une active impulsion du fait des fabrications de guerre (Usines du Rhône, Etablissements Gillet et Fils, Société de Stéarinerie et Savonnerie).

Quant à la fabrique de soierie, malgré les perturbations apportées par les hostilités aux relations commerciales internationales, elle s'adapte aux circonstances et améliore même largement sa position, une fois la guerre terminée, comme le montre le tableau ci-après :

TOTAL DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE SOIERIES
DE 1913 A 1919

(d'après les tableaux de l'Administration des Douanes)

Années	Tonnages (en 1.000 kgs)	Valeur (en 1.000 francs)
1913	6.735	451.861
1914	5.363	349.209
1915	5.996	377.875
1916	6.031	561.344
1917	4.467	554.905
1918	4.173	577.410
1919	6.511	1.874.194

LES ANNÉES DE PROSPÉRITÉ DE L'APRÈS-GUERRE 1922-1930.

Après une crise de réadaptation qui se traduit par une baisse des prix sérieuse mais de courte durée en

1921, l'industrie française va connaître pendant huit années l'apogée de sa prospérité.

Parmi les principales causes de cette prospérité, il faut noter l'abaissement progressif de la valeur de la monnaie nationale de 1920 à juillet 1926, phénomène qui, coïncidant avec une période d'euphorie généralisée dans le monde entier, va constituer un stimulant puissant pour nos industries d'exportation.

Au premier rang d'entre elles, la soierie va reprendre d'une manière bien plus marquée encore qu'avant-guerre son rôle de leader. Le chiffre d'affaires de cette industrie à l'exportation marque une progression croissante de 1921 à 1926, année exceptionnellement brillante ; il se maintient ensuite à un niveau très élevé jusqu'en 1930.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DES TISSUS DE SOIE

(d'après les tableaux de l'Administration des Douanes)

Années	Quantités (en 1.000 kgs)	Valeur (en 1.000 francs)
1920	7.961	2.408.500
1921	5.898	1.471.467
1922	6.944	1.930.549
1923	8.532	2.592.271
1924	9.861	3.742.178
1925	10.462	4.449.684
1926	10.560	5.448.704
1927	9.673	4.200.177
1928	10.538	4.394.034
1929	10.715	4.088.049
1930	9.943	3.694.904

En faisant abstraction de l'année 1926 qui vit des perturbations monétaires, on remarque que la moyenne des exportations des années 1927 à 1929 s'établit à plus de 4.200.000.000 de francs, ce qui représentait 805.000.000 de francs or, soit le double environ des années d'avant-guerre.

Il en résulte pour la ville de Lyon et la région tout entière une richesse en capitaux bien supérieure à tout ce qu'elles avaient connu autrefois, stimulant très vif pour l'esprit d'entreprise.

L'exportation n'est pas le seul fait de la Fabrique ; l'industrie métallurgique exporte en 1927, particulièrement vers l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Allemagne, les pays de l'Europe centrale et orientale, l'Angleterre, l'Amérique centrale et du Sud, le Canada, l'Afrique du Sud, l'Extrême-Orient, l'Australie. Ces exportations consistent en automobiles, matériel de travaux publics, matériel électrique, outillage pour les industries diverses ; elles comprennent aussi, présage inquiétant, une part importante de machines textiles destinées aux pays qui ont toujours importé jusqu'alors et qui sont désireux dorénavant, dans toute la mesure du possible, de se suffire à eux-mêmes.

LA CRISE ÉCONOMIQUE DES ANNÉES 1930.

La crise économique, dont le premier symptôme était apparu avec la dépression de Wall Street en octobre 1929 et qui devait ébranler le Monde entier, fut particulièrement dure pour l'économie du Dépar-

tement, largement basée sur les industries exportatrices, alors que la plupart des pays fermaient de plus en plus hermétiquement leurs barrières douanières.

Le chiffre d'affaires de la Soierie baissa de plus de 75 % en cinq ans ; en 1936, les exportations françaises de soieries sont tombées à 545 millions de francs, c'est-à-dire exactement au dixième du chiffre de 1926 (5.448 millions). On peut évaluer pour la même année le chiffre d'affaires total de la soierie lyonnaise à un milliard de francs environ, soit moins de deux fois le chiffre moyen d'avant-guerre, alors que la monnaie a été dépréciée de 75 %. Les métiers arrêtés, soit par fermeture d'usine, soit par chômage partiel, représentent la moitié du matériel existant chez les fabricants et les tisseurs. Les industries vivant de la soierie sont touchées à des degrés plus ou moins violents. L'industrie de teintures et apprêts voit son chiffre d'affaires passer de 486 millions en 1929-1930 à 169 millions en 1936-1937 ; sur 119 établissements occupant 16.785 ouvriers en 1929, il n'en reste plus en 1937 que 69, occupant 6.450 ouvriers ⁽¹⁾.

Toutes les autres activités économiques sont également touchées. La Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques accuse de 1930 à 1935 des diminutions importantes tant dans le chiffre du personnel occupé (44.466 en 1930 ; 26.432 en 1935) que dans le montant global des salaires payés annuellement (557 millions de francs en 1930, 281 millions en 1935).

(1) Compte-rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Lyon pour 1937. Chambre Syndicale de la Teinture et Apprêts.

LE MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION DU DÉPARTEMENT DANS LES ANNÉES DE LA GUERRE ET DE L'APRÈS-GUERRE.

1° *Jusqu'à 1931.*

Nous venons de voir comment la nouvelle poussée d'industrialisation qui avait accompagné les années de la guerre et de l'après-guerre s'était traduite par un accroissement important de la population du Département ; au total cet accroissement ressort des chiffres suivants :

Population du Département :

En 1911	916.000
En 1921	957.000
En 1926	994.000
En 1931	1.046.000

Il nous reste à voir comment a été alimenté cet accroissement.

Pour les dix années 1911 à 1920, les Statistiques départementales de l'état civil font ressortir un excédent des décès par rapport aux naissances de 48.000 ; pour évaluer les pertes en vies humaines du Département pendant cette période, il faut ajouter à ce chiffre le nombre des soldats habitant le Département en 1914 et tombés sur le théâtre des hostilités, dont les décès ne sont pas mentionnés dans la statistique de l'état civil du Département ; cela porte au chiffre global approximatif de 70.000 le solde déficitaire de la balance des naissances et des décès entre 1911 et 1920. Or, entre les mêmes années, la popula-

tion du Département s'est accrue de 41.000 unités, ce qui porte à 110.000 environ l'excédent de l'immigration sur l'émigration pendant cette période.

De 1921 à 1930, les naissances et décès se balanceront à peu près, avec une légère prédominance des décès (+3.000) et entre les recensements de 1921 et de 1931, la population aura encore augmenté de 89.000 âmes, soit un excédent de l'immigration, par rapport à l'émigration, de 92.000.

On peut donc affirmer que de 1911 à 1930 l'excédent des entrées par rapport aux sorties est, pour le Département, de l'ordre global de 200.000 individus.

Comme précédemment, ce mouvement a été alimenté en grande partie par les migrations en provenance des régions agricoles. On compte, en 1921, sur 100 Français nés en France, recensés dans le département du Rhône, 41,8 nés dans un autre département ; en 1926, on en compte 38,6 et, en 1931, 36,2. Mais le phénomène nouveau par rapport aux années d'avant-guerre, c'est l'afflux des étrangers.

L'IMMIGRATION ÉTRANGÈRE DANS LE DÉPARTEMENT.

En 1855, le Rhône comptait 14.855 étrangers, soit 2,58 % de la population totale. En 1911, la population étrangère avait fort peu augmenté en nombre absolu et avait même diminué relativement au reste de la population. Elle atteignait 19.988 individus, soit 2,17 % de la population totale. Elle n'avait augmenté en nombre absolu que de 25 % à peine, tandis que la population totale du Département augmentait de

60 %. Avant la guerre, les étrangers étaient représentés dans le Département, par des Italiens (50 % de la population étrangère totale), des Suisses (30 %), des Espagnols.

Nous avons vu quelle avait été l'activité industrielle du Département pendant et après la guerre. Il eût été impossible de faire face à une telle activité avec les seules ressources de la main-d'œuvre nationale, dont une bonne partie se trouvait mobilisée pendant la guerre sur le théâtre des hostilités. L'immigration étrangère fut donc, pendant ces années, encouragée et même sollicitée. C'est ainsi qu'au recensement de 1921, on compte dans le Département 35.000 étrangers, et à celui de 1931, 73.000, soit plus de 7,2 % de la population présente totale.

RÉPARTITION LOCALE DES ÉTRANGERS.

Cette population étrangère est presque exclusivement concentrée dans les centres industriels, et tout spécialement dans l'agglomération lyonnaise. L'arrondissement de Lyon comptait à lui seul, en 1931, 70.270 étrangers, soit plus de 96 % des étrangers du Département, tandis que l'arrondissement de Villefranche, d'activité surtout agricole, n'en comptait que 2.973. A Lyon, la population étrangère s'élevait à 34.000 âmes environ en 1931 ; certains quartiers de la ville contiennent de véritables îlots d'étrangers (Arméniens de la rue Rabelais, Italiens et Espagnols à Gerland) ; dans les quartiers du Centre, une proportion croissante du commerce de détail est aux mains d'étrangers : Levantins, Espagnols, Israélites

de toutes provenances. A Villeurbanne, les étrangers étaient, en 1931, au nombre de 13.769 ; dans plusieurs autres villes de la banlieue lyonnaise, ils constituent une fraction importante de la population ; à Saint-Fons, dans les usines de verrerie et l'industrie chimique (plus de 2.500 Italiens, Espagnols, Marocains, non compris 800 Algériens) ; à Vénissieux (18 % de la population totale) ; à Vaulx-en-Velin enfin, commune dans laquelle la proportion des étrangers bat les records du Département : 3.450 sur 8.124 habitants, au total soit 42 %. Dans cette dernière commune ils travaillaient surtout à l'usine de textiles artificiels. En dehors de la région lyonnaise proprement dite, on retrouve des étrangers dans le Département à Neuville-sur-Saône (215), Villefranche (1.227), Givors (3.800 employés dans les usines métallurgiques et la verrerie), dans les mines de Saint-Bel et de Saint-Pierre-la-Palud (640 et 217), à Cours, dans les usines de couverture, à Tarare, enfin à Saint-Symphorien-sur-Coise, où d'assez nombreux Italiens sont occupés dans la chapellerie.

Les Italiens, au nombre de 29.000, forment environ 40 % de la population étrangère du Département ; ils sont employés dans de multiples industries, mais principalement dans le bâtiment et l'industrie du chapeau. Beaucoup plus frustes, les Espagnols (18.000) se rencontrent surtout dans les occupations plus rudes : industrie chimique, verrerie, grosse métallurgie, teinture. Les principales nationalités représentées sont ensuite, par ordre d'importance numérique : les Suisses (4.500), qu'on rencontre sur-

tout dans les professions commerciales ou parmi les techniciens ; les Polonais (4.300), qui sont nombreux dans les mines de Saint-Pierre-la-Palud ; les Nord-Africains, les Russes.

En 1931, le Rhône est le neuvième département français quant à l'importance de la population étrangère (après la Seine, les Bouches-du-Rhône, le Nord, le Pas-de-Calais, les Alpes-Maritimes, la Moselle, la Seine-et-Oise, la Meurthe-et-Moselle).

2° Depuis 1931.

Les conséquences de la crise économique (marasme industriel, débauchage de la main-d'œuvre, chômage) devaient avoir une répercussion très marquée sur le mouvement de la population du Département. Pour la première fois depuis les troubles de la Révolution, de 1790 à 1800, le mouvement des entrées et des sorties se révèle largement déficitaire entre deux recensements. En 1936, la population du Département est de 1.028.000 âmes, soit une diminution de 18.000 âmes par rapport à 1931, diminution imputable, à concurrence de 5.250, à l'excédent des décès sur les naissances, et pour le reste, soit 12.750, à l'excédent des sorties sur les entrées. Ce sont surtout les éléments les moins stables de la population étrangère qui furent chassés par la crise économique ; aussi le recensement de 1936 accuse-t-il une diminution sensible du nombre des étrangers dans le Département : 63.141 au lieu de 73.243 en 1931 (63.152 en 1926).

L'ÉVOLUTION DU PEUPLEMENT A L'INTÉRIEUR DU DÉ-
PARTEMENT.

La guerre n'a fait qu'accentuer à l'intérieur du Département le phénomène que l'on pouvait déjà constater à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle : l'accroissement de la population se fait entièrement au profit de Lyon et des centres urbains.

Le peuplement de l'agglomération lyonnaise. — Comme de 1856 à 1911, l'accroissement de la population de l'agglomération lyonnaise a continué de se faire au profit des plus jeunes éléments du « nouveau Lyon », ainsi que le montre le tableau suivant :

Années	1911	1921	1926	1931	Accroiss. de 1911 à 1931
3 ^e Arrond.	182,5	111,7	112,9	116,3	} 16,4 %
7 ^e Arrond.		97,3	101	106,2	
6 ^e Arrond.	93,4	97,5	97,3	98	4,9
Villeurbanne ..	42,5	56,1	63,8	82	93
Vénissieux	4,9	8	11,5	16,2	230
Saint-Fons . . .	6	7,2	9,4	10,7	78,3
Bron	4,2	6,4	8,8	12,4	195
Vaulx-en-Velin .	1,3	1,6	3,7	8,1	523
Total ...	334,8	385,8	408,4	449,9	34,3

Le plus faible pourcentage d'accroissement du nouveau Lyon est celui du 6^e arrondissement qui devient de plus en plus un quartier d'habitation ne possédant aucune grosse industrie.

Le 3^e et le 7^e arrondissement s'accroissent davantage, possédant beaucoup plus de terrains libres où s'établissent soit les industries nouvelles, soit les vastes immeubles d'habitation.

Mais ce sont surtout les communes du canton de Villeurbanne qui connaissent la croissance la plus rapide et bénéficient le plus largement de l'essor des industries nouvelles (produits chimiques à Saint-Fons, métallurgie et produits chimiques à Vénissieux, usine de rayonne de Vaulx-en-Velin qui, de bourg exclusivement rural avant la guerre, passe subitement au rang de cité industrielle).

Les quartiers du vieux Lyon s'accroissent d'une manière beaucoup plus modérée ; le 1^{er} arrondissement passe de 59.400 habitants en 1911 à 63.000 en 1931 ; le 2^e, de 78.000 à 80.000 ; le 4^e, de 41.300 à 45.800 ; le 5^e, de 69.100 à 70.400.

En dehors du canton de Villeurbanne, la plupart des communes de la banlieue de Lyon s'accroissent assez sensiblement de 1911 à 1931. Pour les unes, c'est dû à l'installation de nouvelles usines ou au développement d'industries anciennes. Oullins passe ainsi de 12.800 habitants en 1911 à 14.700 en 1931 (accroissement de 15 %), Pierre-Bénite de 3.500 à 5.300 (+51 %). Pour la plupart, l'accroissement est dû au décongestionnement de la ville ; grâce à l'amélioration des moyens de communication (généralisation de l'automobile), un nombre de plus en plus grand de personnes ayant leurs occupations à la ville viennent habiter la banlieue. C'est ainsi que du Nord-Ouest au Sud-Ouest, Caluire-et-Cuire gagne en 20

ans, entre 1911 et 1931, plus de 5.000 habitants (passant de 10.900 en 1911 à 16.100 en 1931 ; accroissement 48 %) ; Tassin-la-Demi-Lune passe de 4.700 à 6.500 (+38 %) ; Sainte-Foy-lès-Lyon de 3.600 à 5.100 (+42 %).

La crise des années 30 se traduit par une régression marquée de la population de Lyon entre 1931 et 1936. Tous les arrondissements de la ville, sauf le 7^e, participent à cette régression et la population globale de la ville revient de 579.763 habitants en 1931 à 570.622. Villeurbanne se maintient à 81.322 contre 82.038, tandis que les autres communes suburbaines enregistrent des variations d'une faible amplitude (Vaulx-en-Velin perd 750 habitants).

LES PETITS CENTRES INDUSTRIELS.

Les autres centres industriels du Département n'ont pas suivi, de 1911 à 1931, une progression aussi nette que celle de la métropole. Villefranche et Givors, qui ont vu prospérer leurs industries nouvelles (métallurgie, verrerie pour Givors, produits chimiques et constructions mécaniques pour Villefranche), sont en léger accroissement. De 1911 à 1931, Villefranche s'accroît de 1.800 âmes (16.400 en 1911, 18.200 en 1931 : +11 %, 18.871 en 1936) ; Givors, qui gagne 1.900 habitants de 1911 à 1931, passant du chiffre de 12.800 à celui de 14.700, revient à 13.378 en 1936. Quant aux petits centres, dont le textile est resté presque l'unique ressource, ils sont en voie de lente décadence :

Tarare : 12.532 habitants en 1911 ; 11.500 en 1931 ; 10.395 en 1936.

Amplepuis : 6.600 en 1911 ; 5.800 en 1931 ; 5.472 en 1936.

Cours : 6.013 en 1911 ; 5.962 en 1931 ; 5.706 en 1936.

LA DÉPOPULATION DES RÉGIONS RURALES.

La dépopulation des régions rurales du Département est mise en évidence par trois constatations :

1° La comparaison de la population des divers cantons du département en 1856 et en 1931 (*tableau A*).

Les seuls cantons dont la population a augmenté sont ceux participant d'une manière immédiate à la vie de l'agglomération lyonnaise (Lyon-Villeurbanne, Saint-Genis-Laval, Neuville-sur-Saône, Vaugneray, Limonest) ou ceux qui ont des ressources industrielles propres (Givors, Villefranche, Thizy). Tous les autres cantons dont l'économie est à prédominance agricole ont vu leur population diminuer dans des proportions allant de 3 et 4 % (L'Arbresle et Condrieu) à 44 et 48 % (Lamure et Monsols). Les régions les plus touchées par l'exode sont les plus montagneuses et celles dont le sol est le plus difficile à cultiver (la plus grande partie de l'arrondissement de Villefranche).

2° Le classement des communes d'après le chiffre de leur population (*tableau B*).

TABLEAU A

POPULATION DES CANTONS DU RHÔNE EN 1856 ET EN 1931 (en milliers d'habitants)

Cantons	Population en 1856	Population en 1931	Accroisse- ment
L'Arbresle	16,7	15,9	— 4 %
Condrieu	9,7	9,4	— 3 %
Givors	16,6	23,1	+ 39 %
Limonest	14	21,4	+ 33 %
Mornant	11,3	9,2	— 19 %
Neuville-sur-Saône	18,3	30,2	+ 65 %
Saint-Genis-Laval	22,9	45,2	+ 98 %
St-Laurent-de-Chamousset	15,8	12,2	— 23 %
St-Symphorien-sur-Coise	13,1	11,6	— 11 %
Vaugneray	17,7	23,3	+ 32 %
Villeurbanne	18,2	129,4	+611 %
Lyon	292,7	579,8	+100 %
Arrondissement de Lyon	460	910,7	+ 97 %
Amplepuis	12,3	9,6	— 22 %
Anse	10	8,2	— 18 %
Beaujeu	20,8	13,3	— 36 %
Belleville	15,1	12,3	— 18 %
Bois-d'Oingt	14,3	10,2	— 28 %
Lamure	14,4	8	— 44 %
Monsols	12,2	6,4	— 48 %
Tarare	27,6	20,2	— 27 %
Thizy	16	18,2	+ 14 %
Villefranche-sur-Saône	23,3	29,1	+ 25 %
Arrond. de Villefranche	166	135,3	— 18 %
Département du Rhône	626	1.046	+ 67 %

TABLEAU B

CLASSEMENT DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE
(D'après le chiffre de leur population)

Communes de :		1876	1931	
51 à	100 habitants	0	4	+ 4
101 à	200 —	7	14	+ 7
201 à	300 —	10	21	+11
301 à	400 —	13	23	+10
401 à	500 —	21	17	— 4
501 à	1.000 —	88	98	+10
1.001 à	1.500 —	60	39	—21
1.501 à	2.000 —	28	13	—15
2.001 à	2.500 —	14	13	— 1
2.501 à	3.000 —	6	3	— 3
3.001 à	3.500 —	5	1	— 4
3.501 à	4.000 —	1	2	+ 1
4.001 à	5.000 —		5	+ 5
5.001 à	10.000 —	7	6	— 1
10.001 à	15.000 —	3	3	
15.001 à	20.000 —		5	+ 5
plus de	20.000 —	1	2	+ 1
		264	269	

Le nombre total des communes dans l'ensemble du département pouvant être considéré comme constant (264 en 1876, 269 en 1931), il est facile de se rendre compte à la fois de l'accroissement du nombre des très petites communes (celles de moins de 1.000 habitants) et du nombre des communes de 4.000 habitants et au-dessus, tandis que le nombre des communes

moyennes (de 1.000 à 3.500 habitants) correspondant aux gros bourgs ruraux a notablement diminué.

3° La distinction de la population en catégories urbaine et rurale. On est convenu, en France, de désigner sous le nom de rurale toute commune qui comporte une population agglomérée au chef-lieu, supérieure à 2.000 habitants. Une commune urbaine est celle dont la population agglomérée dépasse 2.000 habitants. Tout arbitraire qu'elle puisse paraître, cette distinction établie depuis plus de cent années par la Statistique générale de la France, a au moins l'avantage de donner des résultats parfaitement comparables entre eux.

Nous voyons (*tableau C*) que la population rurale qui, de 1856 à 1911, avait passé de 41,5 % à 23,2 % de la population totale, n'atteint plus, en 1931, que 17,6 % de la population totale du département.

TABLEAU C

POPULATIONS URBAINE ET RURALE DU RHÔNE

Années	Population urbaine	Population rurale	Population totale	Proportion de la population rurale
1856 ..	366.498	259.493	625.991	41,5 %
1872 ..	420.166	250.081	670.247	36,3 %
1911 ..	693.045	222.536	915.581	23,2 %
1931 ..	841.598	204.430	1.046.028	19,5 %
1936 ..	847.362	181.017	1.028.379	17,6 %

Mieux que la distinction entre populations urbaine et rurale, les statistiques agricoles permettent aussi de constater le phénomène de décuplement des campagnes. Le nombre des exploitations agricoles

dans le département est tombé de 53.346 en 1892 à 41.280 en 1929, tandis que le chiffre de la population active agricole baissait dans des proportions encore plus considérables. Et le classement du territoire agricole d'après la nature du sol est également très suggestif.

RÉPARTITION DU TERRITOIRE AGRICOLE (hectares)

	En 1892	En 1929
Terres labourables	135.391	81.789
Prairies naturelles	47.351	76.641
Vignes	31.092	26.265
Jardins potagers et maraîchers ..	1.170	2.930
Vergers	1.294	3.827
Territoire cultivé	216.298	191.452
Bois	31.638	34.500
Friches	» »	5.895
Landes, bruyères	7.825	20.541
Marécages, tourbières	156	439
Terrains rocheux et montagneux.	2.862	6.595
Territoire inculte	10.843	33.470
Superficie totale du territoire agricole	258.779	259.422

En l'espace de moins de quarante ans, la superficie du territoire inculte a fait plus que tripler, tandis que celle des terres labourables diminuait de près de 40 %. La dépopulation des campagnes se traduit

même par des conséquences que l'on serait tenté, à première vue et à tort, d'attribuer à des bouleversements géologiques, comme par exemple l'accroissement inquiétant de la surface des terrains rocheux et montagneux.

La crise économique des années 30 et le débouchage de nombreux ouvriers qui en fut la conséquence, n'ont pas eu pour conséquence le retour à la terre de ceux qui ne trouvaient plus d'emploi à la ville. Le recensement de 1936 accuse, par rapport à celui de 1931, une nouvelle diminution de la population des régions rurales du département. Et depuis lors, la loi de quarante heures a encore largement contribué à accélérer le mouvement d'exode rural qui n'est pas le moins inquiétant parmi les problèmes démographiques français de l'heure actuelle.

DEUXIEME PARTIE

**LA REVOLUTION DEMOGRAPHIQUE
ET LE PERIL
DE LA DEPOPULATION**

La première partie de cette étude nous a montré l'accroissement continu de la population du Département depuis le début du xix^e siècle jusqu'à 1931. Parallèle au développement économique de cette époque qui se manifeste singulièrement sous la forme de la concentration industrielle et urbaine, cet accroissement a été tel que la population du Département, qui s'élevait à moins de 300.000 âmes en 1801, en comptait 1.048.000 en 1931, tandis que l'agglomération lyonnaise passait dans le même temps de 120.000 âmes à 750.000 environ.

Nous nous sommes borné à constater dans cette première partie le fait que l'accroissement s'est produit, à partir de la deuxième moitié du xix^e siècle, uniquement grâce aux apports de l'immigration (en provenance des régions agricoles du Centre et du Sud-Est, puis, à partir de la guerre, dans une large mesure, en provenance de l'étranger). Nous avons simplement constaté le fait que, à partir de 1875-1880, la balance des naissances et des décès a été régulièrement et largement déficitaire. En fait, la population du Département, privée des apports extérieurs, non seulement ne se serait pas accrue, mais encore aurait diminué dans de larges proportions. A quoi attribuer cette tendance à la disparition, cette incapacité de se renouveler de la population, alors qu'au début du xix^e siècle, au contraire, on assistait

à de substantiels excédents de naissances dans le département du Rhône ? C'est qu'une véritable « Révolution démographique » s'est produite, selon l'expression de M. Landry, bouleversant complètement les anciennes données du problème de la transmission de la vie. Cette Révolution démographique, on peut la constater dans tout le monde civilisé, à un degré plus ou moins accentué. Seuls les groupements humains qui n'ont pas encore été pénétrés par la civilisation occidentale, ne l'ont pas encore subie.

Elle se caractérise ainsi dans le domaine des faits : d'une part la durée moyenne de la vie humaine s'est considérablement accrue depuis cent cinquante ans (par suite de la baisse de la mortalité) ; d'autre part, la fécondité a considérablement diminué. De ces deux faits, qui ont des influences contraires sur l'évolution numérique des populations, c'est le second qui est de beaucoup le plus accusé dans les régions à peuplement urbain accentué.

Nous nous proposons d'étudier (d'abord dans une première section) comment s'est manifestée et se manifeste dans le département du Rhône la Révolution démographique ; quelle est, à l'heure actuelle, la situation et quelles sont les perspectives d'avenir. Allant ensuite (dans une deuxième section) au delà des faits, nous rechercherons les causes du déclin et examinerons si certaines mesures peuvent être utilement prises.

CHAPITRE PREMIER

MESURE DES PHENOMENES DEMOGRAPHIQUES

I. — L'influence du facteur âge

Composition par âges de la population du département

Avant d'examiner les faits démographiques qui constituent le mouvement naturel de la population (décès, naissances), il importe de s'arrêter un instant sur la question de leur mesure. Nous verrons ainsi l'influence du facteur âge sur ces phénomènes et nous nous arrêterons à examiner la composition par âge du département.

Taux bruts de natalité et de mortalité.

Mesurer c'est comparer. Il est certain qu'on ne peut se borner à un simple comptage des naissances ou des décès annuels d'un pays pour se faire une idée de sa situation démographique. Si l'on veut établir des comparaisons dans un même pays, à diverses époques ou à la même époque entre collectivités différentes, le procédé le plus simple et le plus généralement employé consiste à établir le rapport entre le

nombre de naissances ou de décès et le chiffre de la population du pays. On multiplie en général ce rapport par 1.000 ou 10.000, et on obtient ainsi un taux brut de natalité ou de mortalité pour 1.000 ou 10.000 habitants.

Insuffisance des taux bruts.

L'inconvénient des taux bruts de natalité, mortalité, etc., c'est qu'ils rapportent le chiffre des décès et des naissances au nombre total d'habitants d'un pays, alors que suivant leur âge ces individus sont atteints d'une manière très différente par ces phénomènes. Deux communes peuvent avoir des taux de natalité très différents sans que la fécondité de leurs habitants en âge de procréer soit différente. C'est le cas si l'une de ces communes est une cité ouvrière construite à proximité d'une usine et qui ne compte que des jeunes ménages en âge de proliférer, alors qu'au contraire l'autre est un « bourg pourri » habité surtout par une population de retraités et renfermant, en outre, un important hospice de vieillards.

Il est beaucoup plus exact, pour connaître la situation démographique d'une collectivité, de considérer quelle est la proportion d'individus de chaque groupe d'âge affectés annuellement par les divers phénomènes démographiques.

Taux de mortalité par groupe d'âge.

Pour connaître comment la mortalité affecte une collectivité, après l'avoir répartie par groupe d'âges,

on établira pour chaque groupe d'âge un taux de mortalité : rapport entre le nombre annuel de décès observé dans ce groupe d'âge et l'effectif moyen du groupe considéré au cours de l'année envisagée. On divise en général la population en groupes de cinq années, en mettant toujours à part les enfants de moins d'un an, dont la mortalité très élevée mérite une attention particulière.

Fécondité.

De même, pour connaître la fécondité d'une collectivité, au lieu de comparer le chiffre des naissances avec l'effectif total de la collectivité dont un grand nombre de membres ne peuvent avoir aucune influence en cette matière (enfants, vieillards, etc.). il sera beaucoup plus instructif d'établir le rapport entre le chiffre annuel des naissances et l'effectif des femmes en âge de fécondité (c'est-à-dire âgées de 15 à 49 ans).

Fécondité suivant l'âge.

D'une manière encore plus précise, mais moins résumée, on établira le rapport entre le nombre annuel d'enfants mis au monde par les femmes de chacun de ces groupes d'âge féminin (de 15 à 19, de 20 à 24, de 25 à 29 ans, etc.) et l'effectif total de chacun de ces groupes d'âge.

Beaucoup plus précis et plus instructifs que les taux bruts de natalité et de mortalité, les taux de fécondité féminine et de mortalité par groupes d'âges offrent l'inconvénient d'une complexité bien plus

grande. Alors que le taux de mortalité générale d'une population se définit par un seul nombre, la mortalité par groupes d'âges se définit par 18 nombres ; alors que le taux de natalité générale se définit également par un seul nombre (200 naissances annuelles pour 10.000 habitants ou 200 pour 10.000), les taux de fécondité féminine par groupes d'âges nécessitent 7 nombres, ce qui enlève aux chiffres beaucoup de leur éloquence pour le grand public qui mérite pourtant d'être instruit de cette grave question.

Les statisticiens ont donc défini des taux rectifiés de natalité et de mortalité dans le but de parer à ce double inconvénient.

Le taux brut de mortalité d'une population P étant défini par la formule :

$$tm = \frac{D \times 1.000}{E}$$

D étant le nombre annuel de décès, E l'effectif de la population P envisagée, le taux rectifié sera :

$$t'm = \frac{D' \times 1.000}{E}$$

L'un des termes du rapport restera l'effectif E de la population envisagée. Mais comme autre terme, on prendra non plus le nombre annuel réel des décès D, mais le nombre de décès D' calculé fictivement pour cet effectif E en prenant comme bases de calculs, d'une part, les lois de mortalité selon l'âge de la population P, et, d'autre part, la composition par âge d'une population-type P'.

Le taux brut de natalité de la même population P étant défini par la formule :

$$tn = \frac{N \times 1.000}{E}$$

(N=nombre annuel de naissance, E=effectif de la population P)

le taux rectifié sera :

$$t'n = \frac{N' \times 1.000}{E}$$

L'un des termes du rapport reste toujours l'effectif E de la population P envisagée ; mais comme autre terme on prendra non plus le nombre réel des naissances N, mais le nombre de naissances N' calculé fictivement pour cet effectif E, en prenant comme bases de calcul, d'une part, les lois de fécondité féminine aux divers âges de la population P, et, d'autre part, la composition par âges (et notamment la proportion des femmes aux divers âges de fécondité) d'une population type P'.

On voit que les taux rectifiés ne sont nullement des taux réels, mais des taux fictifs, puisque l'un des termes du rapport qu'ils expriment (le nombre de naissances ou de décès) est lui-même fictif ; on substitue au nombre réel de naissances ou de décès constatés dans un pays, un nombre arbitraire, obtenu non plus par l'observation mais par le calcul, en appliquant les règles de la mortalité ou de la fécondité réellement observées dans la population envisagée à une « population type » dont la composition par âge est considérée comme « normale ». Or, étant donné la diversité des régimes démographiques suivant les

temps et les lieux, on ne peut considérer comme « normale » la composition par âge de tel pays, à telle époque plutôt que celle de tel autre pays à telle autre époque. Et singulièrement, la population type que l'on prend depuis 25 ans environ comme base des calculs des taux rectifiés (total des populations recensées en France, Allemagne, Angleterre, Italie et Suède vers 1910) mérite moins qu'aucune autre le qualificatif de « normale », étant donné la prédominance anormale dans cette population des éléments jeunes.

La seule utilité des taux rectifiés est donc de permettre une comparaison entre natalité et mortalité de populations différentes, comparaison dégagée de l'influence des différences de composition par âge et par sexe de ces populations. Aussi abandonne-t-on actuellement de plus en plus l'expression de taux rectifié pour lui substituer celle plus modeste, mais beaucoup plus exacte, de taux comparatifs.

Nous verrons plus loin comment on détermine beaucoup plus simplement et plus exactement le dynamisme démographique d'une population et sa rapidité de renouvellement par l'emploi du taux de reproduction féminine.

II. — Composition par âges de la population du département du Rhône

Nous voyons combien l'âge est un facteur démographique essentiel. Il est indispensable, pour faire le point de la situation démographique d'un pays, >

d'établir au préalable la composition par âges de sa population.

Au recensement, les habitants de chaque sexe sont classés d'après leur âge, ou mieux d'après leur année de naissance, soit année par année, soit par groupes de 5 ou 10 ans. Les séries de chiffres ainsi obtenues sont traduites par une construction graphique très simple et très expressive, connue sous le nom de pyramide des âges.

Pyramide des âges.

Un axe vertical étant gradué en années d'âge, on porte sur des perpendiculaires à cet axe des longueurs proportionnelles aux nombres d'habitants de chaque âge : à gauche pour les hommes, à droite pour les femmes. En traçant les gradins correspondant aux extrémités de ces longueurs ou en réunissant ces points par une ligne continue, on obtient une figure ressemblant plus ou moins à une pyramide. La base correspond aux nombres d'enfants de 0 à 1 an, le sommet aux survivants les plus vieux, d'un âge peu supérieur à 100 ans.

Les deux profils de la pyramide des âges ne sont pas symétriques, le nombre des hommes et leur distribution aux divers âges étant différents des données correspondantes pour les femmes.

Les formes que la pyramide peut affecter sont très diverses et caractéristiques de l'état d'une population et de ses possibilités de développement. Elles dépendent à la fois de la natalité, de la mortalité et des échanges migratoires avec l'étranger ; elles rensei-

gnent aussi sur les possibilités d'avenir, par la proportion des femmes en âge de fécondité.

On peut distinguer trois types principaux de pyramides des âges, toutes les formes intermédiaires pouvant se présenter.

ETAT DE LA POPULATION PRÉSENTE DANS LE DÉPARTEMENT
EN 1856 PAR SEXE ET PAR AGE

(En milliers d'individus de chaque âge.)

Ans	Mâles	Femmes
0 à 4	5,3	5,1
5 à 9	5,4	5
10 à 14	5,4	5
15 à 19	5,7	5,6
20 à 24	5,4	6,5
25 à 29	6	5,9
30 à 34	5,4	5,4
35 à 39	5,1	4,5
40 à 44	4,8	3,9
45 à 49	3,9	3,7
50 à 54	3,7	2,8
55 à 59	2,9	2,6
60 à 64	1,9	1,9
65 à 69	1,4	1,4
70 à 74	0,8	0,8
75 à 79	0,5	0,5
80 à 84	0,2	0,2
85 et plus	0,05	0,05

ETAT DE LA POPULATION PRÉSENTE DANS LE DÉPARTEMENT
EN 1931 PAR SEXE ET PAR AGE

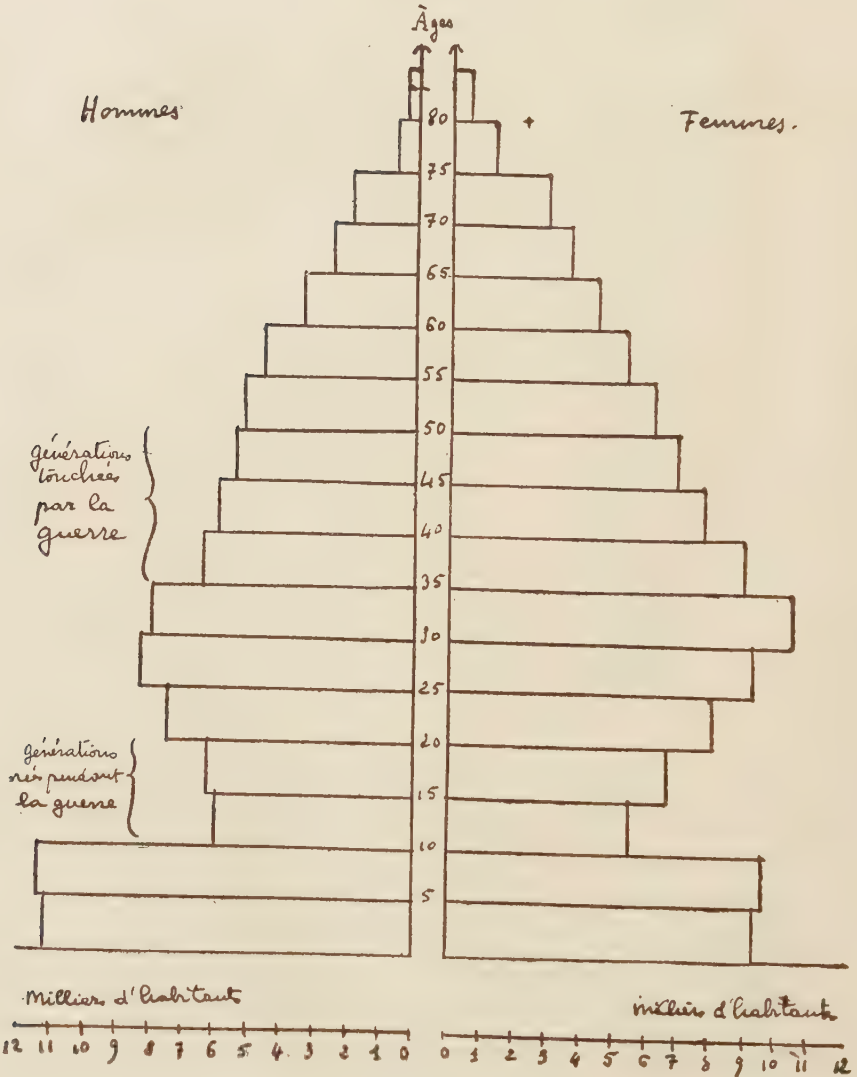
(En milliers d'individus de chaque âge)

Ans	Mâles	Femmes
0 à 4	11,2	9,2
5 à 9	11,4	9,4
10 à 14	6	5,4
15 à 19	6,3	6,5
20 à 24	7,5	7,8
25 à 29	8,3	9,1
30 à 34	8	10,3
35 à 39	6,5	8,9
40 à 44	6	7,6
45 à 49	5,5	6,8
50 à 54	5,2	6,1
55 à 59	4,6	5,2
60 à 64	3,4	4,3
65 à 69	2,6	3,5
70 à 74	2	2,8
75 à 79	0,6	1,2
80 et plus	0,4	0,5

Dans un pays à forte natalité, à mortalité plutôt faible, les générations jeunes dominent fortement, la population est en voie d'accroissement, la pyramide est assise sur une base solide. Avec une natalité en décroissance, le profil affecte la forme d'une urne ; la population a tendance à diminuer, les éléments jeunes étant moins nombreux que les adultes. La figure en ogive ou en cloche, intermédiaire entre les

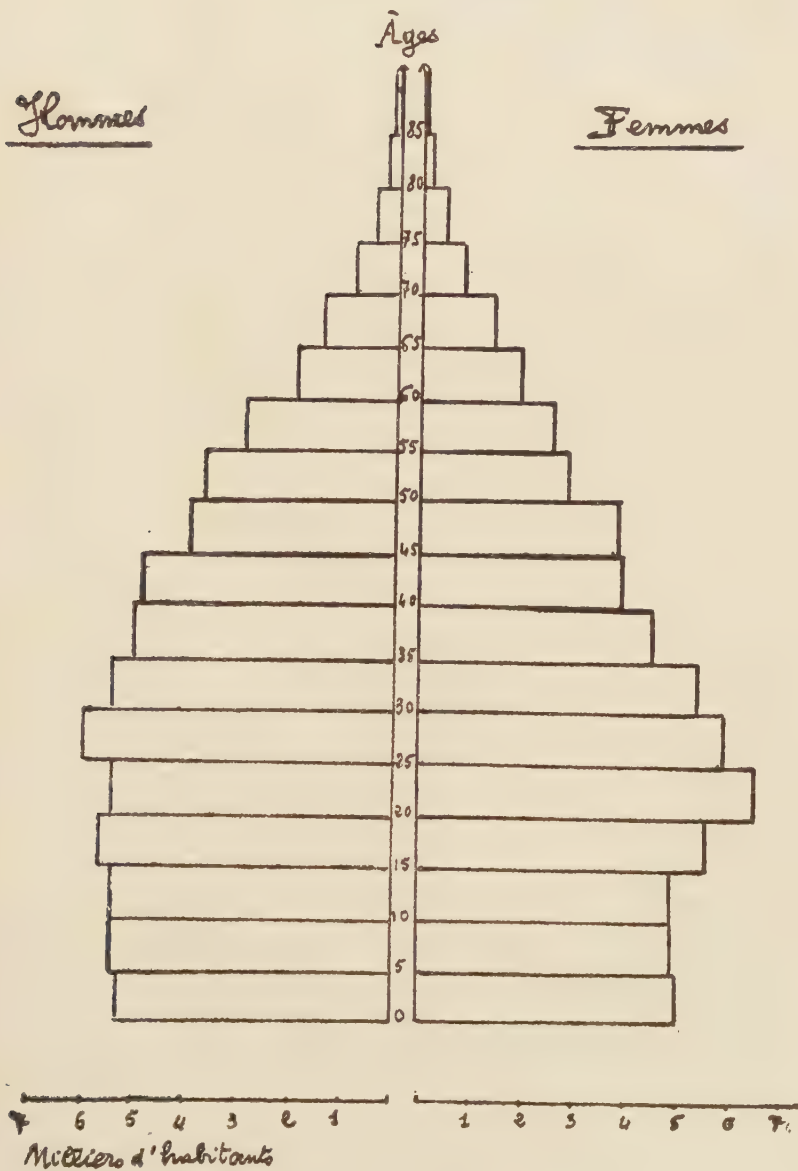
PYRAMIDE DES AGES

Rhône 1931



PYRAMIDE DES AGES

Rhône 1856



deux précédentes, est caractéristique d'une population stationnaire ou vieillie, les éléments jeunes pouvant tout juste remplacer les adultes.

Nous avons établi, d'après les données des recensements de 1856 et 1931, les pyramides des âges de la population du Département à ces diverses époques.

La pyramide des âges de 1856 nous paraît anormale au prime abord ; en effet, les gradins les plus larges ne sont pas ceux de la base, mais ceux du milieu correspondant aux âges adultes, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Cette anomalie s'explique par le fait que la population est composée pour une bonne partie d'immigrés venus des départements voisins et qui sont dans la force de l'âge, ce qui explique le gonflement des gradins représentatifs des générations adultes.

Quant à la pyramide des âges représentant la population du Rhône en 1931, elle appelle de plus nombreuses observations. L'influence de la guerre de 1914-1918 se marque principalement par l'effectif peu important des générations nées de 1914 à 1919 qui forment une échancrure marquée ; on remarque de même, du côté des hommes, que les générations nées de 1881 à 1895 sont moins nombreuses que du côté des femmes, en raison des décès dus à la guerre. Les bases de la pyramide représentées par les générations âgées de 0 à 10 ans sont très larges. La natalité fut assez forte dans les années qui suivirent la guerre ; mais si l'on compare l'effectif des enfants, de 0 à 10 ans représentés sur la pyramide (200.000 environ) au total des naissances enregistrées dans

le département pendant les 10 années précédant le recensement (158.500) et si l'on tient compte de la mortalité infantile, on doit constater que plus du quart de la population de 10 ans et au-dessous, dans notre Département, est née en dehors du Département, ce qui défend de tirer des conclusions trop optimistes du fait constaté que les bases de la pyramide sont très larges. En réalité, il y eut dans les années d'après-guerre une très forte immigration dans le département et la plupart des immigrés étaient des hommes dans la force de l'âge, venant s'établir avec leur famille.

On remarquera également que, dans la population de 1 à 10 ans, l'effectif des garçons est très supérieur à celui des filles : 11.300 garçons de chaque âge en moyenne contre 9.300 filles, ces dernières n'étant donc qu'au nombre de 821 pour 1.000 garçons. Cela ne peut pas s'expliquer par les naissances, car les deux sexes se balancent à peu près. La seule explication est que de nombreuses familles venues s'installer dans le département, après la guerre, venant de l'étranger ou des départements voisins, ont amené avec elles leurs enfants mâles, laissant les filles dans leur pays d'origine, à la garde des membres de la famille qui y demeuraient.

Cette proportion importante des jeunes garçons dans la population ressort encore si l'on calcule le pourcentage des grandes catégories d'âge dans la population totale de chaque sexe. Sur une population mâle de 100 individus, le département du Rhône en compte 36,5 âgés de 0 à 20 ans, 54 de 20 à 59 ans,

9,5 de plus de 60 ans ; tandis que pour la France entière les proportions respectives sont 31,8, 55,45 et 12,75 %. Pour la population féminine, le Département compte, pour 100 personnes du sexe féminin : 29,10 âgées de moins de 20 ans, 58,76 âgées de 20 à 59 ans ; 12,14 de plus de 60 ans (France 29,03, 55,83 et 15,14 %).

CHAPITRE II

L'ABAISSEMENT DE LA MORTALITE DEPUIS CENT ANS

L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE LA MORTALITÉ DE 1801 A NOS JOURS

Nous avons vu qu'il était inexact de comparer les chiffres des décès à diverses époques dans une population, sans tenir compte des variations numériques de cette population. Cela est d'autant plus inexact que la population a vu ses effectifs varier dans des proportions plus considérables ; et c'est précisément le cas du Département du Rhône.

Nous avons établi des taux moyens de mortalité par période quinquennale, en établissant le rapport entre le nombre annuel moyen des décès pour chaque période comprise entre deux recensements, d'une part, et, d'autre part, le chiffre moyen de la population pour chacune de ces périodes envisagées. Nous avons pris pour chiffre moyen de la population pour chaque période la moyenne entre les chiffres des deux recensements encadrant cette période.

L'examen des taux quinquennaux de mortalité ainsi obtenus nous montre une baisse quasi continue de la mortalité depuis le début du XIX^e siècle, jusqu'à notre époque.

Pendant le premier tiers du XIX^e siècle, les taux moyens de mortalité sont compris entre 270 et 300 pour 10.000 habitants, correspondant à une mortalité extrêmement élevée ; ils ont été de 151 pour la période 1931-1935 et de 144 pour les deux années 1936-1937. La baisse peut donc être évaluée à 50 %. Cette diminution de la mortalité a été progressive comme le montre la courbe des moyennes quinquennales de la figure.

Parmi les années exceptionnelles marquées par une mortalité spécialement élevée, il faut citer 1834 (14.250 décès, soit 300 pour 10.000, épidémie de choléra), 1843, 1854, 1859. Depuis lors les années les plus meurtrières furent 1870 et 1871 (21.450 et 20.140 décès, soit 320 pour 10.000 habitants) et 1918 (22.522 décès dus en grande partie à l'épidémie de grippe espagnole).

LA MORTALITÉ PENDANT LES DEUX PREMIERS TIERS DU XIX^e SIÈCLE.

Pendant cette période, les taux bruts de mortalité dans le Département du Rhône sont presque constamment supérieurs à ceux de la France entière.

Périodes	Taux bruts de mortalité	
	Rhône	France entière
1806-1810	272	263
1811-1815	270	269
1816-1820	288	253
1821-1825	283	247
1826-1830	292	255
1831-1835	274	260
1836-1840	263	237
1841-1845	243	227
1846-1850	232	239
1851-1855	247	241
1856-1860	251	238
1861-1865	231	229
1866-1870	253	244

Si l'on tient compte du fait que le Rhône est alors en pleine période d'essor économique et industriel, bénéficiant d'apports incessants d'éléments de population jeune, et par conséquent d'une composition par âge dans laquelle prédominent les éléments jeunes et surtout adultes, on est étonné de cette mortalité si élevée et dépassant nettement celle de la France entière, dont pourtant la composition par âge était beaucoup moins favorable. A cette mortalité générale doivent correspondre certainement des taux de mortalité par groupe d'âges extrêmement élevés. Ils n'ont pas été calculés par département au cours du siècle dernier et nous manquons sur ce point de précisions qui seraient intéressantes.

Ce qui est certain et que vient confirmer cette statistique générale des décès, c'est que, au siècle der-

nier, si la mortalité générale était très élevée en France, elle l'était tout spécialement dans le Département du Rhône. La population ouvrière y vivait comme du reste dans tous les grands centres industriels à cette époque, dans des conditions d'hygiène déplorables : entassement dans des locaux malsains, durée excessive du travail, sous-alimentation. La mortalité infantile exerçait spécialement des ravages considérables.

LA MORTALITÉ DE 1870/1880 A 1920.

A partir de 1870/1880, les taux bruts de mortalité continuent à baisser nettement et vont devenir, en général, inférieurs à ceux de la France entière :

Périodes	Taux bruts de mortalité	
	Rhône	France entière
1871-1875	240	250
1876-1880	239	226
1881-1885	226	223
1886-1890	216	221
1891-1895	213	223
1896-1900	206	206
1901-1905	200	196
1906-1910	192	191
1911-1915	177	215
1916-1920	195	221

Il faut principalement attribuer cette baisse de la mortalité aux progrès de la médecine et de l'hygiène.

Au cours du XIX^e siècle, « le mode de vie des hommes modernes a reçu l'empreinte de l'hygiène et

de la médecine et des principes résultant des découvertes de Pasteur. La promulgation des doctrines pastoriennes a été pour l'humanité entière un événement d'une haute importance. Grâce à ces doctrines, les maladies infectieuses, qui ravageaient périodiquement les pays civilisés, ont été supprimées. La nécessité de la propreté a été démontrée. Il en est résulté une grande diminution dans la mortalité des enfants. La durée moyenne de la vie a augmenté de façon étonnante. Elle atteint aujourd'hui 59 ans aux Etats-Unis et 65 ans en Nouvelle-Zélande. Les gens ne vivent pas plus vieux, mais plus de gens deviennent vieux. L'hygiène a donc accru beaucoup la quantité des êtres humains. En même temps la médecine, par une meilleure conception de la nature des maladies et par l'application judicieuse de la technique chirurgicale, a étendu sa bienfaisante influence sur les faibles, les incomplets, les prédisposés aux maladies microbiennes, sur ceux qui jadis n'étaient pas capables de supporter les conditions d'une existence plus rude. C'est un gain énorme en capital humain que la civilisation a réalisé par elle. Et chaque individu lui est redevable aussi d'une sécurité plus grande devant la maladie et la douleur » (1).

L'amélioration de l'hygiène et des conditions de vie est due aussi pour une bonne part au développement de la législation ouvrière : loi du 18 mai 1874, assu-

(1) Dr Alexis Carrel. *L'homme cet inconnu*, p. 16 et 17, Paris, 1935.

rant aux enfants employés dans l'industrie une protection efficace, et organisant un corps de contrôle, l'inspection du travail ; lois des 2 novembre 1892 et 30 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants ; lois du 12 juin 1893 et 11 juillet 1903, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et commerciaux ; lois du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ; loi du 22 décembre 1911 sur le repos de nuit des femmes et des enfants employés dans l'industrie ; loi du 10 juillet 1915 sur le salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement.

Quoique les taux bruts de mortalité aient baissé très sensiblement dans le Rhône et y soient devenus inférieurs à partir des années 1880 aux taux bruts de la France entière, la mortalité comparée y est cependant plus grande en réalité, comme le montre l'examen des taux comparatifs, pour les trois années 1910, 1911, 1912 (sur la base de la population type communément adoptée).

	Taux bruts de mortalité	Taux comparatifs
Rhône	178	178
France entière .	190	165

Possédant une composition par âge semblable à celle de la population type, le Rhône a des taux de mortalité bruts et rectifiés identiques ; la France au contraire ayant une composition par âge plus défavorable a un taux brut supérieur, mais sa mortalité réelle étant en fait moins grande, le taux rectifié est inférieur à celui du Département du Rhône.

La guerre de 1914-1918 ne se traduit pas dans le Rhône par une recrudescence de mortalité, le Département étant éloigné du théâtre des hostilités ; l'année 1918 est marquée par plus de 22.000 décès en raison de l'épidémie de grippe espagnole.

ETAT DE LA MORTALITÉ AU COURS DE CES DERNIÈRES ANNÉES.

Depuis lors, la mortalité a encore largement diminué, si bien que le nombre annuel moyen des décès n'excède pas actuellement celui qui était enregistré vers 1850, alors que la population du Département n'atteignait pas 600.000 âmes.

Années	Taux bruts de mortalité (moyenne quinquennale)	
	Rhône	France entière
1920-1925	163	172
1926-1930	162	168
1931-1935	151	157
1936-1937 (2 ans)	144	154

MORTALITÉ SELON LES AGES.

En réalité cette statistique aussi est faussée quelque peu par la composition par âges favorable du Rhône et la mortalité par âges y est plus élevée que dans la France entière, comme le montre le tableau suivant :

Nombre annuel moyen de décès pour 10.000 habitants de chaque groupe d'âges (1930-1932) :

	Sexe masculin		Sexe féminin	
	Rhône	France ent.	Rhône	France ent.
0 à 1	891	857	737	679
1 à 4	54	70	63	64
5 à 9	16	23	19	22
10 à 14	15	19	20	20
15 à 19	34	31	34	32
20 à 24	57	51	49	48
25 à 29	59	53	42	47
30 à 34	73	64	45	48
35 à 39	94	78	56	54
40 à 44	121	95	75	64
45 à 49	169	125	107	81
50 à 54	231	165	141	106
55 à 59	337	237	209	152
60 à 64	426	329	276	216
65 à 69	681	501	441	352
70 à 79	1.162	969	885	732
80 et plus	2.765	2.508	2.511	2.088

A presque tous les âges, le nombre annuel des décédés est nettement plus grand dans le Rhône que dans la France entière.

MORTALITÉ INFANTILE.

La mortalité au cours de la première année d'âge, qui atteignait, dans le Département du Rhône, il y a cent ans, le taux de 2.000 décès pour 10.000 naissances (moyenne des deux sexes) a notablement diminué puisqu'elle n'atteint plus en 1930/1932, dans le Département, que 891 et 737 pour 10.000 selon les sexes. Les taux sont cependant sensiblement plus

élevés que ceux de la France entière. Il faut noter, d'autre part, que le rapport du nombre des décès de 0 à 1 an déclarés dans un département, à celui des naissances vivantes enregistrées dans le même département, ne permet pas une bonne appréciation de la mortalité infantile, par suite principalement des déplacements d'enfants d'un département à l'autre (mise en nourrice). Pour tenir compte de ces derniers, on rapporte au nombre de naissances déclarées dans un département le total des décès d'enfants de moins d'un an originaires de ce département et décédés dans un point quelconque du territoire. Le taux rectifié ainsi obtenu pour le département du Rhône en 1930/1932 était de 950 pour 10.000 (moyenne des deux sexes), l'un des plus élevés de la France.

TAUX COMPARATIFS DE MORTALITÉ.

Les taux comparatifs de mortalité sont plus élevés pour le Rhône que pour la France entière.

	Rhône	France entière
1920-1922	154	149
1925-1927	160	143
1930-1932	153	130

En 1930-1932, le Rhône venait septième parmi les départements français classés d'après l'importance du taux rectifié de mortalité (après Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Manche, Calvados, Morbihan, Seine-Inférieure) et avant la Seine (148). Cela prouve qu'il reste encore beaucoup à faire dans le Département sous le rapport de l'hygiène.

		Moyenne de décès pour 10.000 habitants	
Cantons		des années 1935-36-37	des années 1930-31-32
ARRONDISSEMENT DE LYON	L'Arbresle	151	153
	Condrieu	190	189
	Givors	131	187
	Limonest	130	137
	Lyon	134	147
	Mornant	170	178
	Neuville-sur-Saône	168	187
	Saint-Genis-Laval	210	199
	St-Laurent-de-Chamousset	160	154
	St-Symphorien-s.-Coise ..	259	297
	Vaugneray	144	150
	Villeurbanne	121	117
	<i>Moyenne générale de l'Arrondissement ..</i>	141	152
VILLEFRANCHE	Amplepuis	190	169
	Anse	246	268
	Beaujeu	166	195
	Belleville	176	179
	Bois-d'Oingt	184	176
	Lamure-s.-Azergues	183	217
	Monsols	176	158
	Tarare	189	184
	Thizy	167	167
	Villefranche	162	167
	<i>Moyenne générale de l'Arrondissement ..</i>	179	183
MOYENNE GÉNÉRALE DU DÉPARTEMENT		145	156

MORTALITÉ SUIVANT LES CANTONS.

Il nous a paru intéressant d'établir des taux de mortalité par canton et nous l'avons fait pour les périodes 1930-1932 et 1935-1937 qui encadrent les recensements de 1931 et 1933.

En réalité, cette statistique, pour être interprétée, demanderait la connaissance de la composition par âge des divers cantons, renseignements que les statistiques officielles ne sont pas à même de fournir. Il est certain que ce facteur, de même que la répartition suivant les cantons des hôpitaux et asiles de vieillards, influe sur le pourcentage des décès beaucoup plus encore que l'hygiène et le genre de vie des populations. On peut tenir comme certain que les cantons de l'agglomération lyonnaise ont une composition par âge beaucoup plus favorable que les cantons ruraux, ce qui explique la diversité des taux selon les cantons. On remarquera que les cantons où la mortalité est la plus grande sont les cantons agricoles (Saint-Symphorien-sur-Coise, Condrieu, Mornant, Saint-Laurent-de-Chamousset, cantons de l'arrondissement de Villefranche). On note cependant aussi une mortalité des plus élevées dans le canton de Saint-Genis-Laval et dans celui de Neuville-sur-Saône (ce dernier il est vrai est influé par les décès de l'asile de vieillards d'Albigny).

COMMUNES A SURMORTALITÉ.

La loi du 15 février 1902 prescrit que le Conseil Départemental d'Hygiène soit saisi chaque année par le Préfet de la liste des communes ayant présenté

pendant les trois années précédentes, une mortalité supérieure à celle de la France. C'est, dans le Rhône, l'Inspecteur d'Hygiène qui rédige ce rapport depuis 1931. Le rapport de 1937 sur les deux périodes triennales 1933/1935, 1934/1936, nous fournit d'intéressantes observations. On relève 26 communes à surmortalité pour la période 1933/1935 et 24 pour la période 1934/1936 (sur ce nombre 15 étaient déjà relevées en 1933/1935). Ce sont, d'une part, des communes rurales peu importantes et dont le chiffre de population ne cesse de baisser du fait de l'exode vers la ville ; même, dans certaines communes à natalité élevée, le départ des adolescents cause des vides dans les classes jeunes et la population, défavorablement composée d'après les âges, semble atteinte d'une surmortalité qui n'est qu'apparente. A ces communes en voie de dépeuplement s'opposent quelques communes, notamment dans l'arrondissement de Lyon, où le chiffre de la population, malgré la surmortalité, augmente chaque année. Il s'agit alors de communes où les retraités des villes et les petits rentiers établissent leur résidence en fin de carrière et dont la mortalité grève le taux de la commune.

Après avoir remarqué que la mortalité par maladie contagieuse, dans ces communes, n'est pas particulièrement élevée, le rapporteur conclut en attribuant la surmortalité de ces communes à des causes sociales (exode rural, etc...), bien plus qu'à des causes sanitaires.

On peut dire, en résumé, que la mortalité du Rhône, quoique l'une des plus élevées encore parmi

celles des départements français, est très faible comparativement à ce qu'elle était autrefois. La moyenne de la vie humaine dans le Département a doublé en cent ans. Ces résultats peuvent être encore améliorés, dans une certaine mesure, notamment par la lutte contre la tuberculose et en faveur de la protection du premier âge. C'est à cette lutte que s'emploient avec dévouement et succès de nombreuses œuvres tant officielles que privées.

CHAPITRE III

LA CHUTE DE LA NATALITE

I. — L'abaissement du taux de la natalité depuis le début du XIX^e siècle

Au recensement de 1821 (le premier dont les résultats offrent des garanties réelles d'exactitude), le Département du Rhône comptait 391.000 habitants. Il enregistrait la même année (qui n'était nullement exceptionnelle sous ce rapport), 13.988 naissances. Cent quinze ans après, en 1936, la population atteint le chiffre de 1.028.000 habitants ; le nombre de naissances enregistrées dans la même année (qui n'est pas non plus malheureusement une année exceptionnelle) est de 12.799. Le chiffre de la population a augmenté de 167 %, le chiffre annuel des naissances a diminué de 8,5 %. Le taux brut de natalité est descendu de 358 à 127 pour 10.000 habitants.

Le tableau indiquant les taux moyens de natalité pour chaque période quinquennale, depuis 1801, le graphique permettent de suivre le déclin progressif de la natalité à partir du deuxième tiers du XIX^e siècle.

Pendant tout le premier tiers de ce siècle, le nombre annuel des naissances est très élevé par rapport à la population et croît d'une année à l'autre à peu près au même rythme que la population elle-même. Les taux moyens calculés par périodes quinquennales se maintiennent très élevés : 360 naissances annuelles en moyenne pour la période 1821-1825 ; 364 pour la période 1826-1831. Ces taux sont nettement supérieurs à ceux de la France entière pour les mêmes périodes.

Périodes	Nombre annuel de naissances pour 10.000 habitants	
	Rhône	France
1806-1810	340	317
1811-1825	344	317
1816-1820	347	329
1821-1825	360	314
1826-1830	364	305

La période 1831-1836 marque une première baisse du taux moyen de natalité qui s'établit à 322. Dorénavant chaque période quinquennale sera marquée par un taux moyen inférieur à celui de la période précédente (à part une très légère reprise pour le taux de 1856-1860, qui s'établit à 278 contre 275 pour 1851-1855).

La population continue à augmenter, d'après le rythme que nous avons analysé au cours de la première partie de cette étude. Le nombre annuel moyen des naissances, qui était de 11.500 environ au début du siècle et qui, pour la période 1826-1830, s'établis-

sait à 15.500, continuera à croître pour atteindre le maximum de 17.927 pendant la période 1856-1860 (année maximum 1856=18.552 naissances) ; mais cet accroissement est beaucoup moins rapide que celui de la population ; à partir de l'époque du Second Empire, non seulement les taux de natalité continueront à diminuer, mais encore le nombre annuel des naissances ne pourra même plus se maintenir malgré l'accroissement incessant de la population. Signalons seulement quelques étapes dans l'histoire monotone de cette décadence démographique :

Périodes	Popul. moy. du départ.	Nombre annuel moy. de naiss. dans le départ.	Taux moyen de natalité du départ.	Taux moyen de natalité dans la France
1831-1835	458	15.836	332	296
1861-1865	670	17.777	265	267
1891-1895	823	15.568	189	226
1911-1913 (3 ans)	920	14.161	154	190

Remarquons que, à partir de 1861-1865, les taux moyens de natalité pour le Rhône seront toujours inférieurs à ceux de la France entière.

Les années de guerre sont marquées par une chute anormale du nombre annuel de naissances qui s'établit aux environs de 9.000 de 1915 à 1919.

En 1920, une reprise notable de la natalité se remarquait par rapport aux années de guerre et même à la période qui précéda immédiatement la guerre. Pour les périodes 1920-1925 et 1926-1930, on enregistre des nombres annuels moyens de naissances de 15.634 et de 16.324, correspondant à un taux de nata-

lité de 160 naissances pour 10.000 habitants. Cette légère amélioration relative ne devait pas être de longue durée. A partir de 1931, le nombre annuel des naissances va diminuer rapidement : de 16.000 il passe à 15.173 en 1932, 14.105 en 1934, 12.799 en 1936, 12.896 en 1937. Il faut remonter au delà de 100 années en arrière pour trouver des chiffres aussi bas dans l'histoire démographique du Département, alors que ce dernier ne comptait pas encore 400.000 habitants. Les chiffres des deux dernières années correspondent à des taux de natalité de 125 pour 10.000. En cent ans, le taux de natalité du Département a baissé de près des deux tiers. Il est nettement inférieur maintenant à celui de la France entière (150 en 1936, 147 en 1937).

II. — Caractères de la sous-natalité actuelle du département du Rhône

Nous nous proposons de démontrer, en nous appuyant sur les statistiques officielles, que la sous-natalité est due à l'infécondité générale de la population en âge de proliférer et que cette infécondité générale est due essentiellement à la très faible fécondité des ménages mariés.

1° L'INFÉCONDITÉ GÉNÉRALE DE LA POPULATION DANS LE DÉPARTEMENT

La natalité d'un groupement humain, nous l'avons dit, est le produit de deux facteurs : fécondité de la

DÉPARTEMENT DU RHÔNE MARIAGES, NAISSANCES, DÉCÈS, DE 1801 A 1855

Périodes	Population moyenne pendant la période (en milliers)	Nombre annuel moyen des			Proportion pour 10.000 habitants des				
		Mariages	Naissances	Décès	Excédents de naissances (+) ou de décès (—)	Mariages	Enfants déclarés vivants	Décès	Excédents de naissances ou de décès
ans IX-XIII	320	2.673	11.490	9.954	+1.536	83	359	311	+48
1806-1810	350	2.749	11.906	9.524	+2.382	78	340	272	+68
1811-1815	360	3.151	12.375	9.749	+2.626	87	344	270	+74
1816-1820	380	2.800	13.191	10.565	+2.626	73	347	288	+59
1821-1825	404	3.537	14.584	11.444	+3.140	87	360	283	+77
1826-1830	425	3.777	15.496	12.421	+3.075	88	364	292	+72
1831-1835	458	3.942	15.441	12.582	+2.859	85	332	274	+58
1836-1840	491	4.333	15.836	12.934	+2.902	88	322	263	+59
1841-1845	523	4.604	16.294	12.729	+3.565	88	311	243	+68
1846-1850	560	4.558	15.608	13.032	+2.576	81	278	232	+46
1851-1855	600	4.454	16.542	14.848	+1.694	75	275	247	+28

DÉPARTEMENT DU RHÔNE MARIAGES, NAISSANCES, DÉCÈS DE 1856 A 1913

Périodes	Population moyenne pendant la période (en milliers)	Nombre annuel moyen des			Proportion pour 10.000 habitants des				
		Mariages	Enfants déclarés vivants	Excédents de naissances (+) ou de décès (—)	Nouveaux mariés	Enfants déclarés vivants	Décédés	Excédents de naissances (+) ou de décès (—)	
1856-1860	644	5.683	17.927	16.192	+1.735	87	278	251	+27
1861-1865	670	5.531	17.777	15.482	+2.295	82	265	231	+34
1866-1870	674	5.248	16.924	17.055	— 131	77	251	253	— 2
1871-1875	687	6.326	16.636	16.477	+ 159	82	243	240	+ 3
1876-1880	723	5.707	16.932	17.275	— 343	78	234	239	— 5
1881-1885	757	5.855	16.760	17.121	— 361	77	221	226	— 5
1886-1890	790	5.677	15.573	17.096	—1.523	72	197	216	—19
1891-1895	823	5.924	15.568	17.565	—1.997	72	189	213	—24
1896-1900	841	6.236	15.832	17.315	—1.483	74	188	206	—18
1901-1905	851	6.416	15.751	16.933	—1.182	75	185	200	—15
1906-1910	887	6.638	14.722	17.041	—2.319	72	166	192	—26
1911-1915	915	5.424	13.106	16.236	—3.130	58	143	177	—34
1916-1920	900	7.730	11.065	17.534	—6.469	86	123	195	—72
1921-1925	975	8.383	15.364	15.856	— 492	86	157	163	— 6
1926-1930	1.020	7.827	16.324	16.500	— 176	76	160	162	— 2
1931-1935	1.037	6.750	14.624	15.679	—1.055	65	141	151	—10
1936-1937	1.028	6.181	12.848	14.816	—1.968	60	125	144	—19

population en âge de proliférer, d'une part ; proportion de cette population en âge de proliférer par rapport à la population totale, d'autre part. Cette dernière proportion a toujours été très satisfaisante dans le Département du Rhône qui bénéficie, depuis le début du xix^e siècle, des apports incessants de l'immigration. Ces apports ont toujours été formés pour la plus grande part d'individus jeunes et ont assuré un renouvellement constant aux couches les plus dynamiques de la population. D'autre part, la proportion des vieillards est moins forte dans le Rhône que dans la moyenne des autres départements car, quand vient l'âge de la retraite, beaucoup de citadins reviennent à leur pays d'origine. Ces divers facteurs font que la composition par âge du Département est très favorable à la natalité. Si cette dernière est si faible, la cause en est à l'infécondité générale de la population en âge de procréer et c'est ce que nous montrent bien les diverses statistiques relatives à la fécondité féminine dans le Département.

Fécondité des femmes suivant l'âge.

La statistique générale de la France a établi pour chaque département, en 1930/1932, des taux moyens de fécondité par âge de mère, en rapportant par groupes d'âge de cinq années le nombre annuel moyen des enfants déclarés vivants au nombre de femmes du même groupe d'âge recensées en 1931. Nous donnons ci-après le taux de fécondité des divers groupes d'âges féminins pour le Département du Rhône et, comparativement à la même époque, pour la France

entière, pour le Pas-de-Calais (département français où la fécondité est la plus grande) en 1930-1932 et pour l'Espagne (pays très prolifique).

Nombre annuel moyen d'enfants déclarés vivants pour 10.000 femmes de :

Départements ou pays	15 à 19 ans	20 24	Nombre moyen				45 49
			25 29	30 34	35 39	40 44	
Rhône	310	1.207	1.057	608	396	142	14
France	306	1.298	1.286	880	522	181	16
Pas-de-Calais .	440	1.777	1.652	1.205	793	309	28
Espagne	120	1.260	2.100	1.790	1.280	610	100

Aux âges les plus jeunes (de 15 à 24 ans) la fécondité féminine du Département se compare honorablement à celle de l'Espagne, mais tandis que pour ce pays ou pour le Pas-de-Calais, la fécondité reste élevée pour des groupes d'âge déjà avancé, elle se ralentit presque tout de suite dans le Rhône. De 20 à 24 ans, la fécondité est sensiblement égale à celle de l'Espagne ; de 25 à 29 ans, elle est moindre de moitié ; de 30 à 34 ans et de 35 à 39, de 40 à 44, celle du Rhône n'est pas le tiers de la fécondité espagnole. N'est-ce pas là un premier indice certain de la pratique générale du contrôle des naissances.

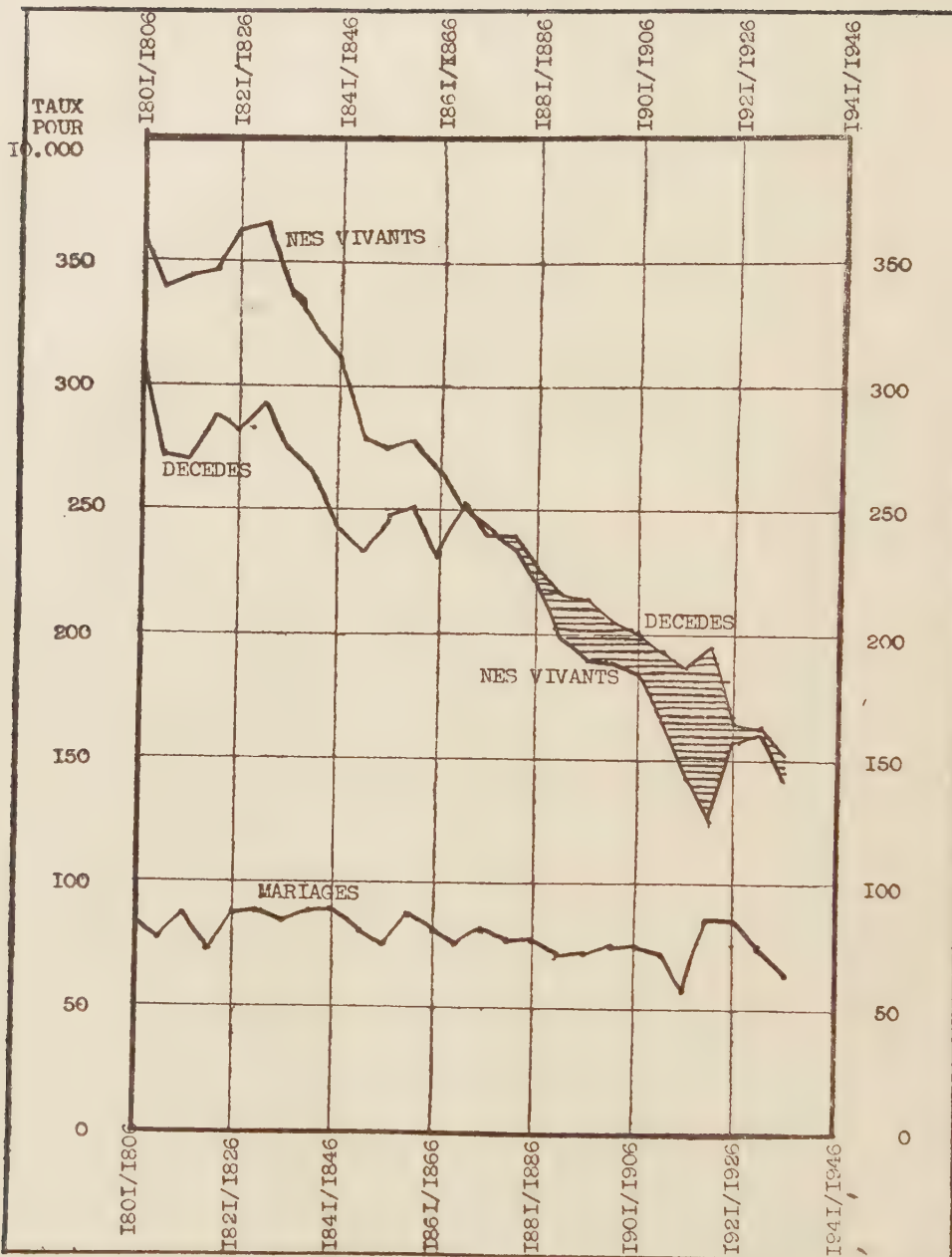
Rapport du nombre des naissances au nombre total des femmes de 15 à 49 ans.

La fécondité effective générale du Département du Rhône (rapport du nombre annuel des naissances au nombre total de femmes âgées de 15 à 49 ans) est

DÉPARTEMENT DU RHÔNE
MARIAGES, NAISSANCES, DÉCÈS DE 1919 A 1937

Années	Population	Mariages	Nombre annuel des		Excédents de naissances (+) ou de décès (—)
			Enfants déclarés vivants	Décès	
1919	915.581	11.526	10.409	16.934	—6.525
1920		13.162	16.988	16.120	+ 868
1921	956.566	9.731	16.098	15.991	+ 107
1922		8.237	14.812	15.611	— 799
1923		7.929	14.848	15.142	— 294
1924		7.770	15.076	15.918	— 842
1925		8.247	15.986	16.621	— 635
1926	993.915	8.031	16.518	16.893	— 375
1927		7.635	15.973	16.121	— 148
1928		7.578	16.188	16.195	— 7
1929		7.898	15.886	17.372	—1.486
1930		7.996	17.054	15.920	+1.134
1931	1.046.026	7.180	16.000	16.432	— 432
1932		6.882	15.173	16.484	—1.311
1933		6.854	14.529	15.266	— 737
1934		6.496	14.105	14.900	— 795
1935		6.337	13.314	15.312	—1.998
1936	1.028.379	6.322	12.799	15.085	—2.286
1937		6.041	12.896	14.548	—1.652

très faible ; elle a considérablement diminué depuis le siècle dernier, comme le montrent les taux ci-après que nous avons calculés en établissant le rapport entre le nombre moyen de naissances aux années encadrant les recensements de 1821, 1856, 1911, 1931, 1936 et le nombre de femmes de 15 à 49 ans que ré-



vèlent les recensements (nous avons également calculé ces taux pour la France entière).

	Nombre annuel moyen de naissances	Nombre de femmes de 15 à 49 ans	Fécondité effective générale Rhône	Fécondité effective générale France entière
1820/1822	14.077	111.000 (1)	1.268	1.200
1855/1857	17.750	177.500	989	1.001
1910/1912	14.254	265.800	536	735
1930/1932	16.087	285.300	564	675
1935/1937	13.003	280.000 (2)	493	

On voit combien est grande la diminution de la fécondité féminine depuis cent ans. Elle était déjà très basse dans les années qui précédèrent la guerre. Au cours de la décade 1920-1930, elle remonta sensiblement et se trouve supérieure en 1930-1932 à celle de 1910-1912. Mais depuis lors elle est bien retombée et n'a jamais été aussi basse. Quoique le taux de fécondité de 1930-1932 fut le plus haut atteint depuis plus de vingt ans dans le Département il classait cependant le Rhône parmi les départements les moins prolifiques (après les Alpes-Maritimes, la Seine, les Bouches-du-Rhône, les Pyrénées-Orientales, la Corse, la Seine-et-Oise et l'Hérault). Pour 1910-1912, le Rhône était avec la Gironde le Département dans lequel la fécondité était la moindre.

(1) La statistique ne donnait pas à cette époque la composition de la population par âge et sexe. Nous avons appliqué la même répartition par âge qu'en 1856, ce qui est vraisemblable.

(2) Dans l'ignorance encore des résultats du recensement de 1936, nous avons appliqué la même composition par âge qu'en 1931.

Taux comparatifs de natalité.

A l'aide des taux moyens de fécondité par groupe d'âge on a pu calculer pour chaque Département français, des taux rectifiés ou comparatifs de natalité pour 10.000 habitants de la population communément adoptée comme type. A l'effectif des divers groupes d'âge de cette population type on applique les taux de fécondité correspondants dans chaque département. On obtient ainsi des coefficients rectifiés de fécondité par Département qui, multipliés par le rapport de la population type féminine fécon-
dable à la population totale des deux sexes, donnent les taux rectifiés ou comparatifs de natalité.

Le classement des départements d'après les taux comparatifs de natalité est sensiblement le même que le classement d'après la fécondité. Le Rhône, avec un taux supérieur en 1930-1932 à celui de 1910-1912, est encore cependant parmi les départements aux taux les plus faibles (après Alpes-Maritimes, Seine, Bouches-du-Rhône, Corse, Pyrénées-Orientales, Seine-et-Oise).

Taux rectifiés de natalité pour 10.000 habitants d'une population type (1).

	1930 1932	1925 1927	1920 1922	1910 1912
Rhône	149	149	146	136
Seine	127	132	139	141
France	178	183	201	193
Pas-de-Calais	245	258	267	283

(1) Les taux comparatifs n'ont pas encore pu être calculés pour les années 1935-1937 encadrant le recensement de 1936, car les résultats de ce dernier recensement concernant la composition par âge de la population ne seront pas publiés avant un an ou deux. Mais on peut prévoir que pour le Rhône le taux comparatif pour cette période sera inférieur à 125 pour 10.000 habitants .

Les taux comparatifs sont inférieurs dans le Rhône aux taux bruts, ce qui prouve que la composition par âge du Département est plus favorable à la natalité que la composition de la population type. Ceci nous confirme dans la conclusion à laquelle nous conduisaient les dernières observations relatives à la fécondité féminine. Si la natalité du Rhône a tellement baissé, s'il occupe parmi les autres départements français (eux-mêmes de natalité excessivement basse) une des dernières places, cela n'est nullement dû à ce que la composition par âge soit défavorable et qu'il y ait une trop faible proportion de femmes en âge d'avoir des enfants, bien au contraire ; c'est dû uniquement au fait que les femmes en âge d'avoir des enfants en ont beaucoup moins que n'en avaient leurs grands'mères il y a cent ans, ou que n'en ont leurs contemporaines dans d'autres départements ou dans d'autres pays.

2° L'INFÉCONDITÉ GÉNÉRALE DE LA POPULATION EST DUE
A LA TRÈS FAIBLE FÉCONDITÉ DES MÉNAGES MARIÉS

Il nous reste à faire deux constatations d'importance capitale. Si les femmes ont très peu d'enfants maintenant dans le département du Rhône, cela ne tient nullement au fait que la proportion de celles qui sont mariées soit plus faible qu'ailleurs. Faisons encore intervenir les statistiques. Sur 285.300 femmes de 15 à 49 ans présentes dans le Département au recensement de 1931, on en comptait 183.539 mariées et 101.761 célibataires, veuves ou divorcées, ce qui fait des proportions respectives de 644 et 356 0/00,

tandis qu'à la même époque, les proportions étaient pour la France entière 382 et 618 0/00 (4.174.000 non mariées, 6.742.000 mariées ; au total : 10.916.000). La proportion des femmes mariées de 15 à 49 ans, par rapport au nombre total de femmes de 15 à 49 ans, était donc nettement supérieure en 1931 dans le Rhône à ce qu'elle était dans le reste de la France.

D'autre part, la fécondité illégitime a toujours été élevée dans le Département, comme du reste dans tous les départements à forte prédominance urbaine. La proportion de naissances illégitimes par rapport au nombre total des naissances s'est longtemps maintenue à 15 % environ ; elle a diminué depuis la guerre et est de 10 % environ vers 1930-1932, alors que pour la France entière, à la même époque, cette proportion n'était que de 8 %. Le taux de fécondité illégitime (nombre de naissances illégitimes annuelles pour 10.000 filles, veuves ou divorcées âgées de 15 à 49 ans), s'élevait pour 1930-1932 à 156 dans le Rhône (France 141).

Au contraire, le taux de fécondité légitime (nombre de naissances légitimes pour 10.000 femmes mariées de 15 à 49 ans) est extrêmement faible dans le Rhône et le classe parmi les derniers des départements français. Ce taux était de 790 naissances annuelles pour 10.000 femmes mariées en 1930/1932 (France entière 1.003). Les départements dont le taux de fécondité légitime est inférieur à celui du Rhône sont : la Seine (670), les Alpes-Maritimes (700), les Bouches-du-Rhône (710), la Seine-et-Oise (720), les Pyrénées-Orientales (780).

Une autre constatation, encore plus facile, nous amène aux mêmes conclusions : c'est la statistique comparée des mariages et des naissances (voir tableau page 139 et graphique page 140). Le taux de nuptialité a relativement peu varié depuis un siècle dans le Département : depuis plus de cinquante ans, il se maintient entre 70 et 75 mariages annuels pour 10.000 habitants ; il n'a fléchi au-dessous de 70 que pendant la guerre de 1914-1918 et ces toutes dernières années en raison de l'arrivée à l'âge du mariage des générations réduites des « années creuses » (1). Cette relative stabilité des taux de nuptialité est frappante en face de la chute des taux de natalité. Le rapport des naissances aux mariages, qui dépassait nettement 4 jusqu'aux années 1830 et qui s'établit à 3 environ vers 1880, n'atteint plus 2 actuellement.

On peut donc attribuer, d'une manière certaine, la dénatalité actuelle du Département à la stérilité partielle ou totale du plus grand nombre des ménages mariés.

III. — Essai de détermination de la fécondité des familles suivant les divers milieux sociaux

Le nombre moyen d'enfants d'un ménage marié s'établit à 2 environ dans le Département du Rhône.

(1) Si le taux de nuptialité s'est à peu près maintenu, il ne faut pas oublier que les unions tendent à devenir moins stables par suite du nombre croissant des divorces. Pour la période 1886-1890, qui a suivi l'introduction en France de la loi Naquet, le nombre annuel moyen des divorces était de 144, soit 25 pour 1.000 mariages ; en 1906-1910, la moyenne était de 420, soit 63 pour 1.000 mariages ; la moyenne des années 1936 et 1937, s'établit à 733, soit 118 pour 1.000 mariages.

Mais cela ne veut pas dire que le plus grand nombre des familles dans le département ait deux enfants ; le plus grand nombre est celui des familles qui n'ont qu'un enfant ou qui n'en ont pas du tout. Voici comment s'établissait le classement des naissances légitimes en 1933 d'après le nombre d'enfants déjà nés de la même mère.

Note. — Les observations de M. Villermé (*op. cit.*) font apparaître que, déjà en 1836, la fécondité n'était pas la même suivant les lieux et les milieux sociaux.

A Tarare, il est frappé de voir beaucoup d'enfants dans les familles et fait des recherches desquelles il résulte que, sur une période de 11 années consécutives, commencées le 1^{er} janvier 1825, les seules naissances légitimes ont été aux mariages totaux comme 4,63 est à 1. « Cette fécondité est assez remarquable ; mais l'âge moyen auquel se marient nos ouvriers ne le serait pas moins ». Il est, d'après ses observations et ses calculs, de 30 ans 9 mois pour les hommes et 27 ans 6 mois pour les femmes. Enfin, malgré cette tardivité des mariages, la même période de 11 ans n'a donné qu'une naissance de bâtards pour 18 légitimes, « preuve nouvelle qu'il y a très peu de libertinage à Tarare ».

Ses observations à Lyon sont toutes différentes. Les ouvriers de la fabrique ne se marient que pour s'établir comme chefs d'atelier ; l'âge moyen de leur mariage s'établit de 24 à 27 ans pour les hommes ; de 20 à 23 ans pour les femmes. Ils ont très peu d'enfants pour l'époque, et le rapport des naissances aux mariages est nettement plus faible à la Croix-Rousse chez les canuts que dans la population moins avancée de la Guillotière où l'on compte bien moins d'ouvriers en soie. Dans les deux communes, ce rapport va en s'abaissant, comme le montre une statistique comparée des mariages et naissances établie par Villermé.

..*Rapports du nombre des naissances (légitimes et illégitimes)*

au nombre des mariages

Périodes	Commune de la Croix-Rousse	Commune de la Guillotière
1805-1809	3,52	4,24
1810-1814	3,92	4,28
1815-1819	3,55	3,71
1820-1824	3,66	4,02
1825-1829	3,23	3,67
1830-1834	2,79	3,59

Villermé en tire la conviction que les canuts de la Croix-Rousse observent le « moral restraint » et mettent leur soin « bien différent en cela de la plupart des ouvriers, à ne pas accroître leur postérité plus rapidement que leur fortune ».

NAISSANCES LÉGITIMES EN 1933 D'APRÈS LE NOMBRE
D'ENFANTS DÉJÀ NÉS DE LA MÊME MÈRE.

	France entière (1)		Département du Rhône (1)	
Nombre total . . .	627.875		12.895	
0 enfant	192.954	327 %	3.236	373 %
1 enfant	153.960	261	2.299	257
2 enfants	95.035	161	1.371	154
3 enfants	57.041	97	814	91
4 enfants	35.321	60	468	52
5 enfants	22.298	38	303	34
6 enfants	13.771	23	172	19
7 enfants et plus.	18.773	32	226	25
Non déclarés . . .	38.722		4.096	

On voit que la catégorie la plus nombreuse est de beaucoup celle des premiers nés. Toutes les autres catégories sont relativement moins importantes dans le Rhône que dans la France entière. Cette statistique, qui ne mentionne que les naissances, ne permet pas de constater la proportion très élevée dans le Rhône des couples qui restent entièrement stériles.

Natalité dans les divers cantons du Département.

— Il n'est pas possible d'établir d'après les statistiques de l'état civil des conclusions rigoureuses sur la fécondité comparée des divers groupes sociaux. Le seul renseignement que nous fournissent ces sta-

(1) Nous avons indiqué, pour la France et pour le Rhône, la proportion des naissances de chaque catégorie par rapport à 1.000 naissances pour lesquelles l'indication de catégorie a été donnée. On remarquera pour le Rhône le grand nombre des naissances pour lesquelles la statistique ne donne pas d'indication.

		Moyenne des naissances pour 10.000 habitants	
Cantons		des années 1935-36-37	des années 1930-31-32
ARRONDISSEMENT DE LYON	St-Symphorien-sur-Coise .	244	222
	Condrieu	194	127
	St-Laurent-de-Chamousset	161	197
	Lyon	148	174
	Givors	113	153
	L'Arbresle	108	140
	St-Genis-Laval	83	113
	Vaugneray	65	83
	Villeurbanne	63	110
	Mornant	59	89
	Limonest	50	85
	Neuville-sur-Saône	49	76
	<i>Moyenne générale de l'Arrondissement . .</i>	125	154
VILLEFRANCHE	Tarare	182	140
	Belleville	171	170
	Thizy	159	170
	Villefranche	148	168
	Beaujeu	132	142
	Monsols	106	164
	Bois-d'Oingt	103	125
	Lamure-sur-Azergues	101	124
	Anse	66	117
	Amplepuis	48	119
	<i>Moyenne générale de l'Arrondissement . .</i>	137	150
MOYENNE GÉNÉRALE DU			
DÉPARTEMENT		126	153

tistiques est la répartition des naissances suivant les cantons et les communes. Nous avons établi un tableau donnant les taux moyens de natalité de la Ville de Lyon et des divers cantons du Département pour les périodes triennales 1931/1933 et 1935/1937 encadrant les recensements de 1931 et 1936.

Comme nous le montre le tableau, les taux de natalité varient considérablement suivant les cantons : ces variations tiennent à trois facteurs : *a)* fécondité réelle de la population dans chaque canton ; *b)* répartition des hôpitaux, maternités et maisons d'accouchement ; *c)* répartition des divers âges dans la population de chaque canton. Ce serait une erreur considérable d'interpréter la statistique comme si elle donnait la mesure réelle de la fécondité des habitants des divers cantons du Rhône.

Pour Lyon, tout au moins, il est facile de faire la correction que rend nécessaire la présence dans la ville de nombreux hôpitaux, maternités, cliniques d'accouchement ; avec beaucoup de sincérité l'état civil de la ville établit dans la statistique des naissances une distinction suivant le domicile des parents. Sur une moyenne annuelle de 10.203 naissances de 1930 à 1932, il n'y en avait que 7.134 dont la mère fut domiciliée à Lyon, 3.069 étaient de parents étrangers à la ville, habitant soit d'autres cantons du Département, soit même d'autres départements (Isère notamment). Si Lyon occupe donc une bonne place dans le classement sous le rapport de la natalité, ce n'est pas dû à la fécondité de ses habitants. Il en est de même dans l'arrondissement de Villefranche : les

cantons de Villefranche, Tarare, Thizy, bénéficient de la présence d'hospices d'accouchement, ce qui explique leur taux plus fort. En outre, il ne faut pas oublier que, à fécondité égale, les cantons à prédominance urbaine devraient avoir des taux de natalité bien supérieurs à ceux des cantons à prédominance rurale, en raison de la composition par âge très différente de leur population : éléments jeunes et adultes dominant dans les villes, gros pourcentage de vieillards dans les campagnes à cause de leur désertion par les jeunes.

Cette statistique ne peut nous donner une idée réelle de la fécondité effective selon les cantons, puisque l'on ne peut connaître exactement leur composition par âge. Cette classification n'existant que pour le Département tout entier, il n'y a que pour lui qu'on puisse calculer les taux de fécondité féminine.

La méthode monographique basée sur l'observation personnelle donnerait sans doute de meilleurs résultats pour déterminer l'influence du milieu social sur la natalité. M. Charvet, Président de la Ligue des Familles nombreuses de Lyon et du Rhône, a bien voulu nous faire part de son expérience en ce domaine : il a remarqué que les familles nombreuses se rencontraient en grand nombre dans les cantons de Saint-Symphorien-sur-Coise et de Saint-Laurent-de-Chamousset et en général dans les régions agricoles restées attachées aux traditions et à la foi religieuse. Dans les professions industrielles, il note que les ménages ont généralement plus d'enfants dans

l'industrie chimique et attribue ce fait à l'éloignement où se trouvent des agglomérations urbaines les principales usines chimiques ; dans les cités ouvrières, la femme peut se consacrer avec plus d'activité à ses fonctions familiales. Il est à noter que le record de la stérilité semble détenu par les employés de bureaux : les familles de deux enfants y font exception, la règle générale étant l'enfant unique ou même supprimé.

La natalité est plus élevée chez les étrangers vivant dans le Département que dans la population française. M. Baroin (1) a établi une statistique portant sur les quatre arrondissements de Lyon cités pour leur plus forte densité d'étrangers (3^e, 4^e, 5^e, 7^e). La population totale de ces arrondissements était, en 1931, de 351.697 habitants, dont 323.427 Français et 28.427 étrangers. L'enquête de M. Baroin a porté sur 5.086 naissances. Sur ce nombre on comptait :

Enfants nés de père français et de mère étrangère	132
Enfants illégitimes nés de mère étrangère	62
Enfants légitimes nés de père et mère étrangers	441
Total des enfants nés de mère étrangère ..	635
Enfants légitimes nés de père et mère français	3.903
Enfants légitimes nés de père étranger et de mère française	218
Enfants illégitimes nés de mère française ...	330
Total	4.451

(1) Les étrangers dans la région lyonnaise.

Cela donne des taux bruts de natalité de 22 0/00 pour la population étrangère et de 13 0/00 pour la population française.

Nous étudierons plus loin la cause de la dénatalité qui est la restriction volontaire des naissances. Les ménages encore féconds sont ceux où ne joue pas la restriction des naissances ; ils peuvent être classés en deux catégories bien distinctes : d'une part, les ménages, de moins en moins nombreux, qui ne pratiquent pas la restriction des naissances parce qu'ils en ignorent les moyens ou parce qu'ils négligent de les pratiquer ; d'autre part, les ménages qui, conscients des charges qu'ils encourent en ayant une famille, ne craignent pas de les assumer. Il y a encore un grand nombre de ces ménages dans toutes les classes sociales et notamment dans la bourgeoisie lyonnaise et il n'est pas sûr que leur nombre diminue. Il est certain qu'ils ne peuvent se rencontrer que dans des milieux où sont cultivées les « valeurs morales ». C'est à cause de ces familles-là qu'on ne doit pas désespérer de l'avenir démographique du pays.

CHAPITRE IV

LE PERIL DE DEPOPULATION

Les deux chapitres précédents nous ont fait apparaître comment la mortalité et la natalité avaient baissé ensemble depuis le début du XIX^e siècle. Ces mouvements concomitants et de même sens n'ont pas été cependant parallèles. La réduction de la natalité a été beaucoup plus importante que celle de la mortalité.

I. — L'évolution des excédents annuels de naissances ou de décès depuis le début du XIX^e siècle

Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, le bilan démographique de chaque année se solde par d'importants excédents de naissances. Les excédents moyens annuels sont de l'ordre de 2 à 3.000 jusqu'au Second Empire. L'excédent maximum est enregistré en 1845 avec une balance de 4.763 en faveur des naissances (16.549 naissances et 11.786 décès).

Le premier excédent de décès apparaît en 1855, année de la guerre de Crimée et qui fut marquée également par de graves épidémies (15.964 nais-

sances ; 16.602 décès ; déficit 638). Les excédents de décès reparaissent, légers il est vrai, en 1859 et 1868, puis importants en 1870 et 1871 du fait de la guerre. Pour la première fois, la moyenne quinquennale des naissances et des décès pour 1865/1870 laisse apparaître un déficit de naissances. Après quelques années où alterneront les excédents de naissances et de décès, ces derniers deviennent la règle générale à partir de 1882 et pendant près de quarante ans. La balance sera régulièrement déficitaire de 1886 à 1913 ; les excédents de décès oscilleront en moyenne entre 1.500 et 2.000.

Après les déficits exceptionnellement importants de 1914 à 1919, il y aura deux années d'excédents importants de naissances : 1920 et 1921, puis les déficits reprendront, avec une seule exception en 1930. Malgré ces exceptions, si nous faisons les moyennes par périodes quinquennales, de 1920 à 1935 et pour les deux dernières années, nous enregistrons des déficits annuels moyens qui vont en croissant : 492 en 1921-1925 ; 176 en 1926-1930 ; 1.055 en 1931-1935 ; 1.968 pour les deux dernières années. Les taux correspondants pour 10.000 habitants sont de —3, —2, —10, —19.

Les baisses continues de la natalité et de la mortalité que nous avons enregistrées n'ont donc pas été parallèles ; la mortalité a diminué dans des proportions bien moindres que la natalité. Depuis la période quinquennale 1876-1881, les statistiques de l'état civil ont enregistré un déficit global de naissances par rapport aux décès de 115.000 environ.

Si l'on tient compte, par ailleurs, du fait que les parties les plus prolifiques de la population du Département ont toujours été celles qui y étaient installées depuis le moins longtemps, et que la moitié au moins des naissances annuelles est due à des parents nés en dehors du département, il faut admettre que la population, qui était de 700.000 environ vers 1875, aurait diminué à l'heure actuelle de moitié et ne dépasserait guère le chiffre de 350.000 si le Département avait été privé d'échanges migratoires avec l'extérieur depuis soixante ans.

II. — L'évolution future du mouvement naturel de la population dans le département

La formule de renouvellement naturel d'une collectivité peut être déterminée avec beaucoup de précision quand on connaît les lois de fécondité et de mortalité de cette collectivité.

Cette loi s'exprime dans un rapport très simple qu'on appelle le taux net de reproduction ou encore taux de remplacement.

On prend à la naissance 1.000 filles et on détermine, d'après les lois de mortalité et de fécondité observées dans la collectivité dont elles font partie, combien d'enfants du sexe féminin elles mettront au monde avant de mourir.

Sur cet effectif initial de 1.000 filles, il en reste un nombre V_x survivantes à l'âge x ; soit f_x le taux de fécondité des femmes d'âge x : le nombre de nais-

sances provenant des femmes survivantes d'âge x sera :

$$V_x f_x$$

On calcule ainsi pour chaque âge, de 15 à 49 ans (limites extrêmes de la fécondité), d'après les tables de mortalité, l'effectif féminin survivant, et, d'après le taux de fécondité de chaque âge, le nombre d'enfants de sexe féminin mis au monde par cet effectif.

Soit le total des naissances féminines fournies à chaque âge, de 15 à 49 ans, par l'effectif survivant à chaque âge :

$$V_{15} f_{15} + V_{16} f_{16} + V_{17} f_{17} + \dots + V_{48} f_{48} + V_{49} f_{49}$$

Ecrivons ce total :

$$\sum_{15}^{49} V_x f_x$$

Le nombre total de naissances féminines sera :

$$\sum_{15}^{49} V_x f_x \times \frac{N_f}{N}$$

$\frac{N_f}{N}$ étant le rapport du nombre des naissances féminines au nombre total des naissances d'après les lois de masculinité observées dans la collectivité dont il s'agit.

Le taux net de reproduction est égal à :

$$\frac{1}{1.000} \sum_{15}^{49} V_x f_x \frac{N_f}{N}$$

Si ce taux est supérieur à l'unité, le renouvellement des générations est assuré, sinon il y a dépopulation virtuelle. Ces conclusions sont naturellement

basées sur l'hypothèse que les lois de mortalité, de fécondité et de masculinité dans les naissances demeureraient constantes. Or, ces lois ont varié beaucoup dans le passé et sont appelées à varier dans l'avenir. Si elles étaient constantes, du reste, leur étude et le calcul du taux de renouvellement de la population auraient un intérêt purement spéculatif puisque l'action de l'homme serait impuissante à les modifier. Au contraire, connaissant les lois actuelles de renouvellement d'une population et les perspectives qui s'ouvriraient si ces lois demeuraient constantes, sachant en même temps que ces lois ne sont pas en réalité constantes, et qu'il dépend de l'homme de les modifier, le démographe devra tirer de ces observations théoriques des règles d'action pratique.

L'Alliance Nationale contre la dépopulation a fait exécuter dernièrement, sous la direction de M. Depoid, statisticien à la Statistique Générale de la France, des calculs destinés à déterminer les taux nets de reproduction de chaque département français pour les périodes 1910-1912, 1930-1932, et pour l'année 1936 ; les chiffres donnés pour cette dernière année sont évalués, en l'absence d'une table de mortalité, par une méthode donnant des résultats approchés à très peu de chose près (1).

Le taux net de reproduction du Rhône en 1936 était de 680 0/00. Cela signifie, comme nous venons de l'expliquer, que, à mille naissances féminines en

(1) Revue de l'A. N. contre la dépopulation ; n° 314, octobre 1938, pp. 305 seq.

1936, ne correspondront plus, dans une trentaine d'années, que 680 naissances.

Fort heureusement, le taux d'accroissement de la France en 1936, quoique tout à fait insuffisant, est cependant nettement supérieur à celui du département du Rhône. Il est, pour le pays entier, de 880, après avoir été de 940 en 1910-1912 et 930 en 1930-1932.

Cinq départements seulement ont des taux de remplacement inférieurs à celui du Rhône : la Seine (560), les Alpes-Maritimes (580), les Bouches-du-Rhône (610), la Seine-et-Oise (650), les Pyrénées-Orientales (670).

Si l'on compare le taux de remplacement actuel du Département avec ce qu'il était à des époques antérieures, on constate qu'il a baissé beaucoup par rapport à 1930-1932 (760), mais qu'il reste cependant supérieur à ce qu'il était en 1910-1912 (640).

LES CONCLUSIONS A TIRER DE L'ÉTAT ACTUEL DU TAUX DE REMPLACEMENT.

Le remplacement des générations n'est assuré actuellement, dans le Département, qu'à raison de 68 % ; c'est-à-dire qu'en supposant que rien ne vienne modifier en mieux ou en pire les lois actuelles de mortalité et de fécondité du Département, et qu'il ne bénéficie d'aucun apport extérieur, au lieu de 12.800 naissances en 1936, il n'en enregistrerait plus que 8.700 en 1966 et 5.900 en 1996. Quant au chiffre global de la population, il diminuerait moins rapi-

dement d'abord, mais finirait par décliner d'après le même rythme ; d'ici 60 années, la population du département n'atteindrait plus que 600.000 âmes environ.

III. — Les solutions possibles du problème de la dépopulation du département

Cette menace de dépopulation n'émeut guère nos contemporains, car ils ne se rendent pas réellement compte du danger. Ils savent que, depuis cent ans, la mortalité a beaucoup diminué et que, d'autre part, les régions agricoles ont constitué un réservoir inépuisable d'hommes pour alimenter la vie des grandes agglomérations urbaines. Ils comptent que dans les années à venir la mortalité continuera à décroître et que les grandes villes continueront à recevoir d'abondants apports des départements agricoles. Mais il serait tout à fait présomptueux de compter à l'avenir sur ces remèdes.

Le seul abaissement de la mortalité qui aurait des effets sur le taux de renouvellement de la population est l'abaissement de la mortalité jusqu'à la cinquantième année. Or, même en supposant la mortalité féminine nulle jusqu'à la cinquantième année, le taux brut de reproduction de la population du département resterait insuffisant (1). En prenant 1.000

(1) Le taux brut de reproduction est le rapport à 1.000 du nombre de naissances féminines fournies entre 15 et 49 ans par un groupe

filles à la naissance et en supposant qu'elles atteignent toutes l'âge de 50 ans, âge limite de la fécondité, elles ne mettraient au monde pour les remplacer à la génération suivante, que 790 enfants de sexe féminin, c'est-à-dire que les nombres de naissances varieraient d'une génération à l'autre dans la proportion de 1.000 à 790. L'insuffisance du remplacement serait encore considérable.

Quant à la réduction de la mortalité des vieillards, elle n'aurait évidemment aucune influence sur la natalité et sur le taux de renouvellement des générations.

Doit-on souhaiter, du reste, de voir s'accroître indéfiniment la durée de la vie humaine ? « Il ne faut pas céder à la tentation de nous servir aveuglément dans ce but », écrit le Docteur Carrel, « des moyens que l'hygiène moderne met à notre disposition ; la longévité n'est désirable que si elle prolonge la jeunesse et non pas la vieillesse. Mais, en fait, la durée de la vieillesse s'accroît davantage que celle de la jeunesse. Pendant la période où l'individu devient incapable de subvenir à ses besoins, il est une charge pour les autres. Si tout le monde vivait jusqu'à 90 ans, le poids de toute cette foule de vieillards serait intolérable pour le reste de la population.

de 1.000 femmes d'effectif constant, c'est-à-dire dont la mortalité serait nulle jusqu'à 49 ans. .

f_x étant la fécondité des femmes d'âge x , le taux brut de renouvellement est :

$$\frac{1}{1.000} \frac{\sum_{x=0}^{49} f_x}{N}$$

Le taux a été calculé pour tous les départements français. Il est de 790 pour 1.000 en 1936 pour le Rhône.

Avant de rendre plus longue la vie des hommes, il faut trouver le moyen de conserver jusqu'à la fin leurs activités organiques et mentales. Avant tout, nous ne devons pas augmenter le nombre des malades, des paralytiques, des faibles, des déments » (1).

L'immigration pourra-t-elle du moins continuer à assurer à la population du Département, sinon la continuation de l'accroissement des cent dernières années, du moins un état stationnaire ? Nous ne le croyons pas. Car les campagnes françaises sont maintenant dépeuplées et il n'est pas souhaitable de voir s'aggraver l'exode rural. La terre doit conserver un nombre minimum de bras, sans lequel les plus graves désastres risqueraient de s'abattre sur notre pays. Quant à l'immigration étrangère, elle risquerait de dégénérer très rapidement en invasion, le jour où les étrangers se rendraient compte que la population française est définitivement vouée à la disparition, par défaut de fécondité. Ce jour-là les Français cesseraient très vite d'être les maîtres chez eux pour être dépossédés et expropriés par les nouveaux venus.

La lutte contre la mortalité et une politique intelligente de l'immigration sont deux nécessités de l'heure présente que nous ne songeons pas à nier. Mais elles ne constituent pas les remèdes essentiels contre la menace de la dépopulation. Le remède essentiel, c'est le retour de la race française à ses anciennes traditions de fécondité.

(1) *Op. cit.*, p. 214.

Au cours du chapitre suivant, nous nous proposons d'étudier les causes du déclin de la fécondité depuis 100 ans et ce qu'il y a lieu de faire pour que cette fécondité redevienne ce qu'elle était autrefois ⁽¹⁾.

(1) Nous croyons qu'il est inutile de revenir à nouveau sur les conséquences désastreuses d'une dépopulation future de la France (conséquences d'ordre intellectuel, moral, militaire, financier et économique). Il faut tenir pour établi que la dépopulation serait un désastre et nous considérons qu'il est impossible de mettre cette question en discussion à l'heure actuelle.

CHAPITRE V

LES CAUSES DE LA DENATALITE LA REVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

Dans cette étude d'intérêt local, nous n'avons pas la prétention d'apporter des explications nouvelles sur cette primordiale question de la diminution de la fécondité qui n'est pas, malheureusement, circonscrite au seul département du Rhône. La question est terriblement angoissante et se pose pour la France entière ; c'est dans le cadre national qu'il faut la résoudre.

Il y a plus de cinquante ans que les premiers cris d'alarme ont été jetés et, depuis lors, de nombreuses études, soit générales, soit spéciales, ont été consacrées à ce problème qui est bien, à l'heure actuelle, celui qui doit retenir l'attention au premier chef.

Aucune expression, mieux que celle de « Révolution Démographique », employée par M. Adolphe Landry, ne peint mieux le changement radical survenu depuis cent cinquante ans dans la question de la transmission de la vie.

L'ancien régime démographique était essentiellement basé sur l'acceptation dans chaque ménage des

conséquences normales de la vie commune. Alors, comme aujourd'hui, les enfants étaient une charge que l'on n'envisageait pas toujours sans une certaine appréhension. Mais en se mariant, les époux connaissaient et acceptaient le « risque du métier ». Les mœurs, la morale courante que M. Landry oppose à la morale doctrinale, c'est-à-dire les façons de vivre, de sentir, de penser, formées par une longue tradition chrétienne, étaient très favorables à la famille. L'usage des procédés anticonceptionnels, qui a toujours été plus ou moins connu, était exceptionnel. La famille « nombreuse » (c'est-à-dire ayant cinq ou six enfants ou davantage) était la famille normale.

« Il y a lieu de noter, écrit M. A. Landry, que le déclin de la natalité a commencé en France dans le même temps où se préparait la grande Révolution de 1789. Au XVIII^e siècle, un vaste mouvement des esprits se produit, affranchissant ceux-ci d'une soumission séculaire à l'autorité établie, les enhardissant à discuter les institutions existantes ; on aspire à réformer la Société, à la reconstruire d'après des vues rationnelles. D'une manière analogue, on tendra à reviser les idées d'après lesquelles la vie individuelle et aussi la vie familiale étaient réglées. On verra les hommes notamment ne plus laisser la nature multiplier sans fin leur progéniture, mais vouloir, au contraire, déterminer celle-ci eux-mêmes, d'après ce qu'ils auront jugé préférable.

« Le principe fondamental est celui, si l'on peut ainsi parler, de la rationalisation de la vie. Adopté en France d'abord, plus tard en d'autres pays, il sera

appliqué à la politique, d'une part, et, d'autre part, à ce qui concerne l'individu et la famille. Il y a entre les deux domaines une différence à souligner : dans le premier, les changements qui se feront présenteront le caractère d'événements s'inscrivant à une date précise ; dans l'autre, il n'y aura que des faits individuels, et les changements à noter résulteront, dans la forme d'une courbe, de la totalisation de ces faits individuels, telle que l'effectue la statistique.

« On veut donc régler la reproduction ; et la régler, ce ne peut être, logiquement, que la limiter (1). »

C'est naturellement dans les classes les plus cultivées que ce changement d'orientation devait se manifester d'abord ; n'oublions pas que c'est de la bourgeoisie et des salons aristocratiques qu'est sortie la Révolution de 1789. Mais les idées nouvelles devaient trouver un terrain tout prêt à les recevoir dans ce nouveau prolétariat urbain dont nous avons noté la naissance et l'accroissement au fur et à mesure que s'accomplissait la Révolution Industrielle. Nous avons vu combien étaient précaires les conditions d'existence de la classe ouvrière au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Les doctrines de l'Economie classique se refusaient à admettre, pour la détermination des salaires, d'autre règle que la loi de l'offre et de la demande avec tout ce qu'elle peut avoir de draconien pour le salarié. Il est certain que les salaires alors pratiqués étaient fort éloignés du minimum vital pour l'ouvrier chargé de famille. Devant

(1) Adolphe Landry, *op. cit.*

le spectacle de la misère des familles ouvrières, le grand précepte adressé par les économistes classiques aux classes peu fortunées, est celui de la tempérance. Le fait d'avoir une nombreuse famille est assimilé, pour eux, à la plus honteuse débauche, et Stuart Will ne craint pas de flétrir l'ouvrier, père de nombreux enfants, à l'égal d'un ivrogne ; on connaît les paroles prononcées par un préfet de l'Allier, vers 1830, distribuant des prix de vertu et louant, chez l'un des lauréats, la tempérance qui lui a fait limiter le nombre de ses enfants. En 1851, l'Académie Française, sur le rapport de Villemain, décerne un prix Montyon de 3.000 francs à un auteur qui développait cette pensée : « Heureux le pays où la sagesse publique et privée se réunissent pour empêcher que la population ne s'accroisse trop vite ».

Puisque c'est le département du Rhône qui nous occupe, nous croyons intéressant de citer une opinion émanant d'un homme certainement très représentatif des milieux dirigeants de l'époque. Au cours de l'une de ses « lectures relatives à la Police Médicale », faites au conseil de salubrité de Lyon et du département du Rhône pendant les années 1826, 1827 et 1828, M. Etienne Saint-Marie, parlant des méfaits de la prostitution, écrit : « Elle éloigne du mariage et c'est là, sans doute, son moindre inconvénient, car il est bien démontré aujourd'hui, quoi qu'en aient dit le chirurgien Quesnay, le marquis de Mirabeau et toute la séquelle des premiers économistes en France, que le célibat ne nuit point à la population ; qu'il naît toujours plus d'individus que les ressources du

sol et de l'Etat ne peuvent en nourrir ; qu'il importe plus, comme le pensait Montesquieu, de rendre les hommes heureux que de les multiplier, et qu'il serait plus convenable de réduire le nombre des mariages que de l'accroître ». Ce qui nous paraît digne de retenir l'attention dans cette citation de M. Sainte-Marie, ce n'est pas l'opinion même qu'il soutient, car elle n'est pas originale et ne fait que reprendre les théories alors régnautes, mais c'est le fait que son auteur, précisément, n'a rien d'un théoricien : docteur en médecine, membre du premier conseil de salubrité, et de la Commission de statistique de Lyon et du Département du Rhône, médecin consultant de la Société protestante de prévoyance et de secours mutuels, membre de diverses Sociétés médicales et scientifiques en France et à l'étranger, c'est un homme cultivé et influent dont les idées reflètent celles des milieux dirigeants de cette époque.

On peut donc tenir comme certain que dès le début du xix^e siècle, ou plutôt dès la fin du Premier Empire (car Napoléon savait trop le prix des hommes pour ne pas favoriser, au contraire, de toutes ses forces, la natalité), l'élite cultivée considère une forte natalité comme un obstacle au progrès de l'humanité. On peut tenir comme certain qu'une propagande malthusienne, faite très souvent avec d'excellentes intentions, s'exerce dorénavant avec intensité. Parallèlement, une propagande néo-malthusienne, de caractère souvent commercial, s'emploie à répandre la connaissance des moyens permettant de concilier

la limitation des naissances et la satisfaction des appétits.

Comment cette propagande n'aurait-elle pas eu de résultats, alors que tout coïncidait à cette époque (et maintenant encore dans une large mesure), pour rendre dure et presque inviable la situation des familles nombreuses ? Aucune législation sociale ne protégeait dans la classe ouvrière la femme, l'enfant, la famille ; la notion de salaire familial paraissait une monstruosité. Le seul problème du logement suffisait à rendre impossible pour l'ouvrier une famille à la fois saine et nombreuse. Dans la classe paysanne, la législation sur les successions conduisait le père de famille, pour éviter l'émiettement de son patrimoine, à reporter toutes ses espérances sur un rejeton unique. Dans les classes moyennes, enfin, Arsène Dumont notait, dès 1880, le phénomène de capillarité sociale. Dans les régimes démocratiques, où règne l'égalité politique et juridique, où rien ne s'oppose dans les lois et les mœurs à ce qu'un individu s'élève de la plus basse situation à la plus haute, l'ambition de chacun est précisément de s'élever, d'arriver plus haut que n'a fait son père, et de pousser ses enfants pour qu'ils arrivent plus haut que lui-même ; cette ambition pousse à limiter la progéniture.

Le problème matériel se trouvait donc, ainsi posé, faisant d'une progéniture nombreuse un lourd handicap dans la vie, une gêne toujours, parfois même une cause de déchéance et de dégradation sociale. La solution matérielle de ce problème, pour celui qui veut conserver ses aises ou les procurer à sa famille,

c'est de ne pas avoir d'enfant ou d'en limiter très strictement le nombre.

Et c'est ainsi que peu à peu, suivant les statistiques que nous avons étudiées, les chiffres de la natalité baissent ; la courbe, si on supprime certaines causes de dérangements (guerre notamment), est absolument régulière et descend d'une manière inquiétante.

Comment s'en étonnerait-on ? A côté de la statistique des mariages et des naissances, il serait certainement très instructif de faire figurer la statistique des naissances qui auraient pu se produire si l'usage des procédés anticonceptionnels ne rendait pas plus ou moins stériles le plus grand nombre des unions. Pour empêcher les naissances, on ne s'en tient pas, du reste, à l'usage de ces procédés ; soit par négligence, soit par accident, il arrive que des espérances de vie se manifestent, contre les intentions de ceux qui ne voulaient pas transmettre la vie. Qu'à cela ne tienne : l'enfant est tué bien avant d'avoir vu le jour.

Dans un rapport présenté par M. le Professeur Rhenter à la réunion du Comité d'Etudes de la Section Lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la Dépopulation, le 14 octobre 1938, l'auteur, en faisant appel à ses statistiques personnelles, arrive aux conclusions suivantes relatives aux avortements : « Le chiffre réel des avortements est impossible à fixer exactement. Seules viennent, en principe, dans les services obstétricaux, les femmes qui présentent quelque complication. Autrefois, selon l'opinion générale des médecins légistes, il était classique de le considérer comme à peu près égal à celui des accou-

chements. Certaines constatations actuelles — celle, par exemple, du nombre plutôt croissant des malades hospitalisées, alors que la technique et les résultats des « professionnels » vont, si l'on peut dire, en se perfectionnant — certaines enquêtes et certains recoupements permettent, hélas ! d'affirmer que le nombre des avortements doit maintenant l'emporter sensiblement. Les conséquences de l'avortement doivent être tenues toujours pour dangereuses.

Contrairement aux prévisions, le nombre des femmes mariées l'emporte considérablement sur celui des célibataires : sur 388 observations prises au hasard et observées dans le détail, 17 femmes seulement n'étaient pas mariées. Compte tenu d'un recrutement peut-être un peu particulier dans le service étudié, il apparaît en tout cas que l'on se trouve fort loin de la notion trop répandue, et trop facilement sentimentale, de l'avortement suprême ressource de la femme non mariée, de la « fille-mère », comme on était fâcheusement accoutumé de dire autrefois.

L'avortement, très fréquent chez la femme mariée, apparaît bien comme la forme extrême d'un malthusianisme, dont il importe de bien connaître les causes, avant tout d'ordre moral et financier ».

Ces résultats d'une expérience strictement personnelle se trouvent confirmés par ceux que voulurent bien communiquer à M. Rhenter le Professeur Voron et le Professeur agrégé Trillat, tant pour la gravité du pronostic, avec des taux de mortalité voisins pour l'un et l'autre de 2 %, que pour le fait si important de la forte proportion des femmes mariées. C'est

ainsi que, pour deux années prises au hasard dans le service de M. Trillat, service dont le recrutement était moins sélectionné que celui de M. Rhenter au point de vue des femmes mariées, la proportion de celles-ci reste de 1.157 contre 203 célibataires !

M. Rhenter conclut en insistant « sur l'effrayante importance des avortements parmi les causes de la dénatalité. — Sur l'intérêt qu'il y aurait à dénoncer ses dangers, tant du point de vue des risques immédiats que de celui de la menace de stérilité définitive qui pèse ensuite sur les femmes. — Sur le nombre considérable, enfin, des femmes mariées qui limitent ainsi leur taux de natalité » (1).

Il est certain qu'une telle généralisation des procédés anticonceptionnels et des avortements n'a été possible que parce que la morale traditionnelle a perdu beaucoup de son empire sur les consciences au cours du XIX^e siècle. Sans doute l'Eglise catholique a-t-elle toujours intégralement maintenu les préceptes traditionnels de la morale conjugale qui font de la fécondité la loi première du mariage, et ordonnent la continence aux époux quand ceux-ci ont des raisons graves leur interdisant la procréation. Mais l'Eglise catholique a vu lui échapper, en France, un très grand nombre de consciences.

On ne peut nier que de grands moyens n'aient été mis en œuvre, en France, au XIX^e siècle, pour diminuer l'influence de l'Eglise et pour substituer à la

(1) Rapport présenté par M. le Professeur Rhenter à la réunion du comité d'études de la section lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la Dépopulation, le 14 octobre 1938.

morale traditionnelle basée sur le dogme chrétien, une prétendue morale laïque ne reposant sur aucune métaphysique et dépourvue de toute sanction. « Cette morale courante n'est, en somme, qu'une résultante des préoccupations égoïstes des individus, destinée à préserver chacun d'eux des dommages qui pourraient lui venir d'autrui et qu'ils redoutent particulièrement (vol, meurtre) » (1).

Les théories répandues dans les milieux les plus représentatifs de notre enseignement primaire public sont rien moins que favorables à une saine morale sexuelle. Comment s'étonner que les enfants sortant des mains de ces éducateurs, préfèrent plus tard conserver leurs aises plutôt que d'avoir de nombreux enfants ? Au nom de quel idéal s'imposeraient-ils les privations qu'entraîne une famille nombreuse, alors qu'ils n'ont jamais entendu parler, sinon en termes méprisants, de ces familles nombreuses ?

Enfin, il n'est pas niable non plus que la débauche et la perversion sexuelle sous toutes ses formes n'aient fait de grands progrès depuis cent années. Il n'est pas niable que les romans, le théâtre, le cinéma exploitent, sur une vaste échelle, les instincts les plus bas de la foule. Or la débauche est tout à fait contraire à la fécondité ; c'était l'opinion de l'économiste Charles Gide qui fut chargé, avant la guerre, par la Commission de la Dépopulation, d'établir un rapport sur l'influence de l'immoralité publique sur la natalité.

(1) Landry, *op. cit.*

« Toutes ces causes (littérature, spectacles et iconographie licencieuse, prostitution), concluait-il, tendent à affaiblir la natalité dans la mesure même où elles surexcitent la recherche des jouissances sexuelles. Elles concourent à cet affaiblissement de la natalité :

« 1° En faisant de la volupté, et non de la procréation, le mobile unique de l'acte sexuel ;

« 2° En supprimant ou en retardant le mariage, qui est le mode d'union sexuelle le plus fécond ;

« 3° En stérilisant la puissance génératrice par les maladies vénériennes ou les vices contre nature ;

« 4° En supprimant le fruit, soit volontairement, par l'onanisme et l'avortement, soit involontairement, par la procréation d'enfants impropres à la vie.

« Inversement, toutes les causes qui tendent à combattre ou à enrayer l'immoralité, telle que nous venons de la définir, doivent tendre à augmenter la natalité dans la mesure où elles réussissent à réfréner l'instinct sexuel.

« Parmi ces causes figurent certainement les commandements religieux et les doctrines morales qui érigent en devoir la chasteté pour les deux sexes jusqu'au mariage, la fidélité et le respect mutuel pour les deux époux dans le mariage » (1).

En outre de ces facteurs proprement moraux, il ne faut pas oublier que d'autres facteurs, que l'on pourrait appeler « culturels », jouent aujourd'hui un rôle

(1) Cité par Dr. Jacques Bertillon. *La dépopulation de la France*. Paris, 1911.

de première importance en faveur de la restriction des naissances.

Nous voulons parler de l'organisation antinaturelle de la vie féminine aujourd'hui. Si la nature a différencié aussi fortement les sexes, c'est parce que leurs fonctions organiques sont nettement distinctes. Comme l'ont remarquablement mis en évidence, entre autres, les ouvrages récents du Docteur Carrel et du Docteur G. Marânon, ancien Doyen de la Faculté de Médecine de Madrid, l'épanouissement humain doit être recherché dans la culture de ce qui est proprement masculin chez l'homme et proprement féminin chez la femme.

La loi de la nature veut que la fonction de l'homme soit la lutte et le travail pour nourrir sa famille, tandis que la fonction de la femme doit être de garder le foyer et d'avoir des enfants. Or, que voyons-nous aujourd'hui, tout particulièrement dans les régions à caractère urbain et industriel accusé ? Côte à côte, les hommes et les femmes se coudoient et se livrent ensemble aux mêmes travaux et aux mêmes jeux, dans les bureaux, dans les ateliers, sur les bancs des écoles, sur les terrains de sports. Plus aucune différenciation des fonctions chez le plus grand nombre de couples qui vivent dans une ville moderne. L'homme et la femme vont aux mêmes occupations, aux mêmes heures ; le dimanche ils enfourchent un « tandem » symbolique, sur lequel, assez rarement, une petite place a été prévue pour l'enfant. Ce dernier ne constituerait-il pas, du reste, un accident, arrivant dans un tel foyer où rien n'est

prévu pour lui. Toutes les personnes au courant des questions sociales que nous avons interrogées, nous ont dit que cette inadaptation, cette impréparation complète de la jeune fille à un rôle futur de mère de famille et de ménagère, est peut-être le principal facteur de stérilité et de dissociation des foyers.

Il faut redonner à la jeune fille, par une éducation appropriée, le goût et l'amour des choses du foyer. L'enseignement ménager, les cours de puériculture et d'hygiène, des stages d'assistance sociale et familiale devraient être obligatoires pour toutes. Une réorganisation professionnelle doit tendre à répartir, dans toute la mesure du possible, les tâches entre les sexes, d'après leurs prédispositions naturelles. Enfin, le maintien de la femme, et surtout de la mère au foyer, ne saurait être trop encouragé. Il faut que grâce à la généralisation du système de primes et d'allocations, le ménage où la femme reste pour élever ses enfants, ne soit pas réduit à un train de vie nettement inférieur à celui du ménage dans lequel le mari et la femme travaillent au dehors.

CHAPITRE VI

LA LUTTE CONTRE LA DENATALITE

Alors que, au début du xix^e siècle, d'excellents esprits pouvaient, de fort bonne foi, s'alarmer des perspectives de surpopulation, la situation est entièrement changée aujourd'hui. A moins d'être d'une mauvaise foi entière ou de souhaiter le suicide de la nation, tout homme sérieux et instruit est obligé de convenir du péril que fait courir à l'avenir du pays la dépopulation en perspective. Pourtant tous les Français ne sont pas d'accord en ce qui concerne la lutte à mener contre le fléau qui menace le pays. Nous croyons que l'on peut distinguer chez nos contemporains trois attitudes devant ce problème.

La grande majorité des Français, que le problème gêne, préfère ne pas l'examiner. C'est du reste ce qui explique comment les mesures prises en faveur du redressement de la natalité et de la sauvegarde de la famille restent fragmentaires, car la généralité de l'opinion publique ne leur est pas favorable. Comme l'écrit fort bien M. Landry, il y a surtout à l'encontre de l'intérêt des familles, l'intérêt du plus grand nombre. « Une mesure qui, dans une catégorie quelle qu'elle soit, est prise en faveur de ceux qui

ont une famille nombreuse ne profite qu'à une faible portion de la catégorie en question ; si la mesure est coûteuse, la majorité pourra ne pas la voir d'un bon œil, préférant que la dépense prévue se fasse d'une manière dont elle profite elle-même. Et l'on pourrait signaler encore que les dirigeants des groupements, les hommes qui mènent les affaires publiques, sont souvent peu sympathiques aux réformes à caractère familial, comme ayant peu de famille » (1).

Les syndicats ouvriers d'inspiration marxiste ont toujours montré une hostilité très nette à toutes les mesures ayant pour objet de favoriser les salariés chargés de famille par rapport aux autres ; n'oublions pas que le plus grand nombre des instituteurs subissent l'influence de ces syndicats.

D'autres hommes politiques qui prétendent vouloir lutter contre la dénatalité semblent en réalité vouloir endormir l'opinion publique en proposant des remèdes dont l'efficacité est tout à fait hors de proportion avec le but à atteindre. Si on leur parle dépopulation, ils répondent hygiène infantile, alors qu'il est absolument démontré que toutes les mesures pour restreindre la mortalité ne sont que des palliatifs notoirement insuffisants. Lors d'une discussion au Sénat sur la crise de la dénatalité, le 9 février 1938, un Ministre de la Santé Publique, répondant aux interpellateurs, « déclare que le Gouvernement ne dissimule pas son inquiétude en présence des statistiques démographiques que les orateurs viennent de

(1) Landry, *op. cit.*, p. 98.

rappeler. Il cite à son tour quelques chiffres tout en faisant remarquer que cette situation est la même dans toute l'Europe Occidentale et que si l'Allemagne et l'Italie ont cherché à y remédier, les résultats obtenus ne sont, d'après lui, pas en rapport avec les sacrifices consentis ⁽¹⁾. Il faut assurer, dit-il, le respect des règles de l'hygiène pour préserver les existences humaines et ne pas oublier que « l'économie est la première loi de l'ordre » ⁽²⁾. Le Gouvernement est disposé à l'effort nécessaire, mais il estime que le meilleur moyen de combattre la dénatalité, est de créer la prospérité ⁽³⁾. La question relève du Gouvernement tout entier et son chef la reliera à celle de l'équilibre matériel et moral de la nation ».

Si nous avons fait cette longue citation, d'après le compte rendu du journal *le Temps* du 10 février 1938, c'est parce qu'elle exprime à merveille la mentalité d'un grand nombre de nos dirigeants qui se mettent délibérément le bandeau sur les yeux.

(1) C'est là sous-estimer, bien à tort, les résultats obtenus par l'Allemagne et par l'Italie dans leur lutte pour le redressement de la natalité. Le nombre annuel des naissances en Allemagne (Autriche comprise) a augmenté de 360.000 unités en cinq ans, atteignant 1.484.000 en 1938 contre 1.124.000 en 1933, l'excédent des naissances sur les décès passant dans le même temps de 390.000 à 800.000. Ces résultats ont été obtenus par toute une politique en faveur de la famille.

(2) La mortalité infantile a atteint en 1937 le chiffre de 32.000 décès de 0 à 1 an. Supposons que l'on parvienne à réduire le chiffre de moitié, ce qui serait énorme, cela ferait un gain de 16.000 vies humaines, alors que chaque année la France, pour se maintenir, aurait besoin de 200.000 naissances en plus au minimum.

(3) Il est prouvé que prospérité et natalité sont deux choses tout à fait différentes. L'Italie, l'Allemagne, la Russie, la Pologne, qui sont des pays bien moins riches que la France, sont bien plus prolifiques cependant.

Une deuxième attitude, est celle d'un certain nombre de Français qui, reconnaissant toute la gravité de la question, mais qui, en se refusant à y voir autre chose qu'un problème d'ordre financier, nous semblent s'en faire une idée incomplète. Aussi les remèdes qu'ils proposent, excellents sans doute et même indispensables, nous paraissent cependant insuffisants. Le représentant le plus net de cette opinion est M. Ludovic Naudeau qui procéda, de 1928 à 1930, à une enquête vaste et approfondie à travers de nombreux départements français. M. L. Naudeau se rend parfaitement compte de toute la gravité du problème et reprend à son compte l'affirmation qu'émettait à la fin du xix^e siècle Paul Leroy-Beaulieu : « D'une génération à l'autre, mettons en 50 ans, la population française *d'origine* perdra le quart de son effectif et sensiblement plus de la moitié en un siècle. Dépopulation prochaine ou dénationalisation prochaine de la France, s'il ne se produit pas un revirement prompt et décisif de la mentalité française, voilà le dilemme, voilà la destinée qu'on peut regarder comme inéluctable ».

Après avoir reconnu que la foi religieuse absolue, état de confiance et d'enthousiasme, est favorable à la procréation, M. Ludovic Naudeau constate, d'une part, que le plus grand nombre des croyants concilie la pratique religieuse avec les artifices anti-conceptionnels et, d'autre part, que le nombre des croyants est en régression et qu'il n'y a pas à espérer un changement de tendance en cette matière ; il est sur ce point en accord avec le Docteur Jacques Ber-

tillon qui écrivait, en 1911 : « Il est vraisemblable qu'un rapport existe entre la natalité et le degré de sincérité des convictions religieuses. Mais il est manifeste que, quoi qu'on fasse, on ne pourra pas changer notre siècle ni l'empêcher d'être de plus en plus incrédule ». L. Naudeau estime donc qu'il faut résoudre la question uniquement du point de vue économique : « En réduisant résolument la question de la population à une question économique, j'estime obéir à l'observation réaliste des faits sociaux, j'exprime l'opinion des milliers de Français chargés de famille, je synthétise d'un coup l'immense majorité de mes constatations et je rends ainsi un beaucoup plus grand service que si je m'attardais à des homélies sur la vertu, l'abnégation, le patriotisme, le devoir social et toutes ces sublimes abstractions dont rien de tangible ne résulterait ». L'individu, en tant que tel, n'a pas besoin d'enfant et tout effort pour lui persuader d'en avoir est voué à l'échec. « L'œuvre de persuasion s'adressant au progéniteur isolé ne me regarde pas ; je la juge vaine et dans la plupart des cas inefficace ». C'est à l'Etat à transformer la collectivité française en un milieu favorable à la procréation, s'il veut vivre. Et M. Naudeau propose tout un système d'indemnités massives aux procréateurs « de telle sorte que la procréation, non seulement ne coûte pas, mais même soit d'un certain rapport » ; ces indemnités seront financées par des prélèvements en rapport opérées sur les non procréateurs. C'est le salut par la « mutualité natalitaire ». M. Naudeau n'entre pas du reste dans les détails

d'application, mais estime que ce remède sera le seul efficace, tout en reconnaissant la difficulté de le faire entrer dans notre système législatif.

Nous croyons qu'une troisième attitude, qui est celle du plus grand nombre de « nos repopulateurs », que critique précisément M. Ludovic Naudeau, est cependant beaucoup plus juste. Nous croyons qu'il faut utiliser les moyens économiques et financiers, mais que ces moyens seront inefficaces s'ils ne sont accompagnés d'une rénovation morale.

LES REMÈDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS.

Depuis 40 années, l'Alliance Nationale contre la Dépopulation mène une lutte incessante afin que s'atténue progressivement cette inégalité économique révoltante entre les Français chargés de famille et ceux qui n'en ont pas voulu ou l'ont restreinte. Le mot d'ordre de l'Alliance Nationale est : « A travail égal, égal niveau de vie », qui doit remplacer l'ancienne formule : « A travail égal, salaire égal ». Le but de cette propagande est, en somme, celui que propose M. L. Naudeau : que le fait d'avoir des enfants cesse d'être un handicap et un désavantage, ce qui détourne de proliférer beaucoup d'individus. Les résultats obtenus grâce à cette propagande sont déjà importants et font que la situation des familles nombreuses est aujourd'hui notablement améliorée par rapport à ce qu'elle était avant la guerre.

Ce qui a déjà été fait. — Les mesures prises jusqu'à maintenant se rattachent à trois ordres d'idées :

1° Secours divers donnés pour compenser les dépenses entraînées par le fait même de la naissance ; primes départementales à la natalité qui, dans le département du Rhône, sont fixées à 300 francs pour le troisième enfant vivant, 400 francs pour le quatrième et progressivement par tranches de 100 francs (pour les familles inscrites au rôle de l'impôt général sur le revenu, la prime est diminuée de 34 %, en raison de la non participation de l'Etat) ; primes communales à la natalité (à Lyon prime de 100 francs à la naissance du quatrième enfant ; 200 francs pour le cinquième ; 300 francs pour le sixième et ainsi de suite ; la famille ne doit pas être inscrite à l'impôt général sur le revenu). Ces primes visent à encourager les familles nombreuses, puisqu'elles ne sont accordées qu'à partir du troisième ou quatrième enfant. D'autres mesures visent à secourir les naissances sans s'occuper du nombre d'enfants antérieur : allocations aux femmes en couches et primes d'allaitement aux femmes dont les ressources sont insuffisantes ; indemnité journalière de repos et allocations mensuelles de repos prévues par la législation des assurances sociales.

Enfin, signalons dans le même ordre d'idées les différentes initiatives locales d'origine publique ou privée et visant cette matière (clauses prévues dans de nombreux contrats collectifs : avantages accordés à leur personnel par certaines firmes ; restaurant gratuit pour les mères nourrices ; Maison des Mères due à l'initiative de la Municipalité lyonnaise).

2° Mesures tendant à apporter une aide permanente aux familles. Il faut citer l'assistance aux familles nombreuses (loi du 14 juillet 1913, modifiée depuis lors ; allocation de 270 à 300 francs par an et par enfant de moins de 13 ans, à partir du quatrième) ; les allocations nationales (loi d'encouragement aux familles nombreuses du 22 juillet 1923 ; allocation de 120 francs pour le troisième enfant de moins de 14 ans, de 360 francs pour le quatrième, de 540 francs pour le cinquième et les suivants). En 1937, l'Encouragement National aux familles nombreuses a atteint 368.500.000 francs.

3° Avantages divers réservés aux familles nombreuses (tarif de chemins de fer, réductions d'impôts, habitations à bon marché, avantages pour le père de famille quant à la durée des obligations militaires, dont il est complètement dispensé à partir du sixième enfant).

Beaucoup plus considérables, aussi bien dans leur principe que dans leurs conséquences pratiques, sont les allocations familiales. Nous ne voulons en dire qu'un seul mot : nées de l'initiative patronale, elles ont été rendues obligatoires par la loi du 11 mars 1932 pour tous les salariés. Tout employeur est tenu de s'affilier à une caisse de compensation et de verser une cotisation proportionnelle au nombre de salariés qu'il occupe. Ces sommes sont ensuite réparties entre les salariés ayant des enfants. Le principe qui a présidé à la naissance de l'institution est celui que le salaire doit permettre à celui qui le reçoit de

faire vivre sa famille. Le décret-loi du 12 novembre 1938 décide que « le taux minimum de l'allocation afférente à chaque enfant est déterminé annuellement par arrêté du Ministre du Travail pour chaque département et pour l'ensemble des professions de ce Département. Ce taux minimum ne peut être inférieur à 5 % du salaire moyen mensuel départemental d'un salarié adulte du sexe masculin pour le premier enfant bénéficiaire, à 10 % pour le deuxième, à 15 % pour le troisième et chacun des enfants suivants. L'allocation sera supprimée pour l'enfant unique d'un ménage quand il aura atteint l'âge de 5 ans.

On peut assimiler (du point de vue du principe et des effets) aux allocations familiales, les indemnités pour charges de famille que verse l'Etat aux fonctionnaires et assimilés. Le décret-loi du 14 janvier 1939 fixe ainsi leur barème :

Premier enfant	660 fr. par an
Deuxième enfant	1.200 — —
Troisième enfant	2.500 — —
Quatrième enfant et suivants	3.000 — —

Ce qui reste à faire. — On voit que la situation des familles nombreuses n'est plus actuellement la même qu'elle était il y a 25 ans. De toutes les mesures que nous venons de passer en revue, la plus féconde certainement est celle des allocations familiales qui constituent un supplément de salaire très appréciable pour le chef de famille.

Toutefois, il reste encore beaucoup à faire : les allocations familiales telles qu'elles fonctionnent actuellement laissent de côté toute une partie de la population : celle des non salariés (professions libérales, chefs d'entreprises, travailleurs indépendants) ; elles restent encore très mal appliquées dans l'agriculture ; enfin leur taux est insuffisant.

D'autre part, toute la législation successorale et fiscale doit être remaniée dans un sens favorable à la famille. Dans un autre ordre d'idées, une mesure qui serait immédiatement suivie des plus heureux effets sur l'évolution de la natalité serait une lutte énergique et sans relâche contre les avortements. Il est à noter que, depuis quelques mois, de nombreuses poursuites sont intentées contre les « faiseuses d'anges ». Les pouvoirs publics semblent s'être enfin décidés à sévir contre cette industrie.

LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉNOVATION MORALE.

La lutte contre les avortements qui donnerait immédiatement d'excellents résultats, pourrait par la suite devenir inefficace et la natalité pourrait continuer à décroître si se rendant compte dorénavant de l'impossibilité de recourir à cet artifice extrême, une grande partie de la population se mettait à appliquer avec un soin accru l'usage des procédés anti-conceptionnels. Contre l'emploi de ces procédés, toute action du législateur est en partie impuissante, tout au plus peut-il interdire la vente de certains appa-

reils dont l'usage n'est pas équivoque ; les ménages voulant rester stériles conserveraient à leur disposition des moyens contre lesquels il serait impossible de lutter.

Il semble même que plus on ira et plus les ménages auront la possibilité de déterminer librement la plus ou moins grande fécondité de leur union.

Ce qu'il faut donc pour enrayer la tendance à la dépopulation, c'est fournir à ces ménages des raisons déterminantes pour les inciter à la fécondité.

Toutes les mesures économiques déjà prises en faveur de la famille, celles qui restent à prendre ne sont pas suffisantes. C'est ce qu'exprime parfaitement M. Paul Haury dans un récent article (1) en disant au Gouvernement : « De quoi s'agit-il ? Est-ce simplement de faire œuvre d'équité en compensant par des « avantages » matériels une partie des sacrifices matériels énormes qu'impose aujourd'hui l'entretien d'une nombreuse famille ? Visez-vous uniquement à faire cesser un scandale qui est un encouragement direct à la stérilité ? En ce cas, bien qu'il reste beaucoup à faire, vous êtes dans la bonne voie. Mais s'il s'agit de provoquer le « renversement de la tendance », d'aboutir au relèvement de la natalité française dans l'ordre de grandeur qu'il faudrait, il faut tout autre chose, il faut cette « transformation morale » dont a parlé M. Daladier, sans d'ailleurs en préciser ni le caractère, ni les moyens ».

(1) *Revue Alliance Nationale contre la Dépopulation*, n° 316, décembre 1938, p. 356.

Les causes d'ordre économique et budgétaire ne sont plus, en effet, les seules qui vont à l'encontre de la fécondité des foyers. L'enfant ne coûte pas seulement de l'argent, il est aussi une gêne, cause de fatigue physique, de soucis et cela tout particulièrement pour la mère de famille. Cette gêne et cette fatigue ne sont plus acceptées dans les ménages où l'idéal moral chrétien a été remplacé par le culte individualiste du « moi ». Dans les ménages qui font de l'hédonisme la seule loi morale, il ne suffira pas d'indemniser les parents des frais occasionnés par la naissance et l'éducation des enfants. Il faudra encore les rétribuer pour leurs peines suivant un barème de plus en plus élevé à mesure que leur égoïsme grandira. Est-ce cela que Ludovic Naudeau souhaite quand il propose que la natalité, non seulement ne coûte pas aux procréateurs, mais encore leur soit d'un certain rapport ? N'y a-t-il pas quelque chose de choquant dans cette idée ? L'Etat commanderait-il des rejetons aux couples humains de la même manière que dans ses haras il règle les rapports des animaux reproducteurs ?

Le véritable équilibre démographique qu'il faut rechercher consiste en un accroissement tempéré et proportionné à celui des subsistances. Cet équilibre sera sauvegardé dans la mesure où l'on reviendra à l'observance de la loi naturelle de la morale conjugale.

En dehors de ces principes et dès qu'on admet les pratiques de la « prudential restraint » que rejetait

avec horreur Malthus, la porte est ouverte à tous les excès et l'équilibre est irrémédiablement compromis : le déclin démographique de la France depuis cent ans en offre le triste exemple.

Nous ne voyons pas sur quels principes un mouvement de redressement de la fécondité française pourrait s'appuyer, sinon sur un retour généralisé à la pratique de la morale traditionnelle. C'est du reste ce qui explique le pessimisme de ceux qui doutent qu'un tel retour soit possible. M. Landry notamment, qui a analysé avec une très grande pénétration les causes de la Révolution démographique, paraît assez sceptique quant à l'avenir dans la conclusion de son ouvrage.

Pour nous, nous ne partageons pas ce scepticisme. Depuis quelques années, il est indéniable qu'on assiste à un redressement continu des valeurs morales et singulièrement des valeurs chrétiennes. L'influence croissante des mouvements de rénovation intellectuelle et morale dans tous les milieux en est la preuve ⁽¹⁾. Dans ces groupements se constitue lentement une élite, parfaitement adaptée au monde moderne, mais en même temps fortement attachée à tout ce qui est essentiel et universel dans la tradition chrétienne. Cette élite est décidée notamment à vivre d'une manière entièrement conforme aux préceptes de la morale la plus stricte.

(1) Nous pensons principalement à des mouvements tels que la Jeunesse Ouvrière Chrétienne ou la Jeunesse Agricole Chrétienne, mouvements encore tout récents mais dont les heureuses influences commencent à se faire sentir.

Grâce à cette élite nouvelle qui agira comme un levain sur la masse, grâce aussi aux traditions qui se sont perpétuées sans discontinuité dans nombre de familles françaises, nous croyons que la France reviendra un jour à ses traditions anciennes de fécondité, et pourra continuer à faire participer le monde aux bienfaits de sa civilisation et de son génie.

Vu et approuvé :

Lyon, le 1^{er} Juin 1939.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
A. SCHATZ.

Vu et approuvé :

Lyon, le 3 Juin 1939.

LE DOYEN
DE LA FACULTÉ DE DROIT
P. GARRAUD.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 5 Juin 1939.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
A. LIRONDELLE.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS STATISTIQUES

- Almanachs de Lyon et du Département du Rhône, depuis les dernières années du XIX^e siècle.
- Annaires de la Statistique générale de la France et, en général, toutes les publications de la Statistique générale de la France.
- Annaires statistiques du Département du Rhône.
- Etat civil des diverses communes du Département.
- Comptes rendus de séances et documents publiés par la Chambre de Commerce de Lyon.
- Enquêtes agricoles de 1892 à 1929.
- Résultats des recensements quinquennaux publiés depuis 1801 par la Statistique générale de la France.
- Tableaux régulateurs, indiquant aux dates des divers recensements la population des communes, cantons, arrondissements du département du Rhône.
- Revue de l'Alliance Nationale contre la dépopulation.

II. — OUVRAGES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL CONCERNANT LA POPULATION DE LA FRANCE

- BERTILLON (Docteur Jacques), — La dépopulation de la France. (Paris, Alcan, 1911).
- CARREL (Alexis). — L'Homme, cet inconnu. (Paris, 1935).
- CHARLÉTY. — Histoire de Lyon. (Lyon, Rey, 1903).
- GONNARD. — La Dépopulation de la France. (Lyon, 1898).
- Histoire des Doctrines de la Population. (Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1923).

- HUBERT, BUNLE et BOVERAT. — La Population de la France. Son évolution et ses perspectives. (Paris, Hachette, 1937).
- JOANNE. — Dictionnaire géographique de la France. (2^e édition, Paris, 1872).
- LANDRY. — La Révolution démographique. (Paris, Recueil Sirey, 1934).
- LEGARET. — Histoire du Développement du Commerce.
- LEGOYT. — Du progrès des agglomérations urbaines et de l'émigration rurale en Europe et particulièrement en France. (Marseille, Cayer et C^{ie}, 1867).
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — La question de la population. (Paris, Alcan, 1911).
- LEVASSEUR. — La population française. Histoire de la population avant 1789 et Démographie de la France comparée à celle des autres nations au XIX^e siècle, précédée d'une introduction sur la statistique. (Paris, Rousseau, 3 vol., 1889-1892).
- MANEO. — Les Etrangers en France. (Paris, Colin, 1932).
- SIMON (Jules). — L'Ouvrière. (Paris, 1876, 8^e édition).
- VIDAL DE LA BLACHE. — Principes de la Géographie humaine, publiés d'après les manuscrits de l'auteur par Em. de Martone. (Paris, Colin, 1922).

III. — OUVRAGES CONCERNANT SPÉCIALEMENT LA POPULATION DU RHÔNE

- ALGOUD. — La Soie. Art et Histoire. (Paris, Poyet, 1928).
- BAROIN. — La main-d'œuvre étrangère dans la région lyonnaise. (*Thèse de droit*, Lyon, Bosc et Riou, 1935).
- FOUGÈRE. — L'effort industriel de Lyon pendant la guerre. (*Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale*, Paris, 1919).
- HERRIOT (Edouard). — Lyon pendant la guerre. (Publication de la Dotation Carnegie, Paris ; New-haven (U.S.A.).
- Illustration (L') Economique et Financière*. (Numéro spécial sur Lyon et le Rhône, Paris, 1924).

ISAAC (Auguste). — Discours prononcé à l'occasion du bicentenaire de la Chambre de Commerce de Lyon (1902).

KLEINCLAUSZ. — Lyon des origines à nos jours. La formation de la Cité. (Lyon, Masson, 1925).

SAINTE-MARIE (Etienne). — Lectures relatives à la police médicale, faites au Conseil de salubrité de Lyon et du Département du Rhône pendant les années 1826, 1827, 1828. (Librairie de l'Académie Royale de Paris, Londres, 1829).

STRETEN MARITCH. — Histoire du Mouvement social à Lyon sous le deuxième Empire. (*Thèse de doctorat ès-lettres*, Paris, Rousseau, 1930).

VERNINAC. — Tableau de l'Etat du Département du Rhône. (Lyon, Ballanche, an XII).

VILLERMÉ. — Enquête sur la condition matérielle et morale des ouvriers dans les manufactures de coton, laine et soie. (Paris, 1835).

ZIMMERMANN. — Lyon, étude géographique.

TABLE DES MATIERES

Avant-Propos	5
Introduction	9

PREMIERE PARTIE

L'EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE DEPUIS LE DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE.

Chapitre premier. — Le Département du Rhône au début du XIX ^e siècle	17
Chapitre II. — Le développement économique et démographique du département pendant la pre- mière moitié du XIX ^e siècle	29
Chapitre III. — La suprématie de Lyon dans l'in- dustrie de la soie	53
Chapitre IV. — Le développement de la grande in- dustrie et son influence sur le peuplement du Département de 1876 à la guerre de 1914	61
Chapitre V. — La Guerre de 1914-1918 et les an- nées d'après-guerre	79

DEUXIEME PARTIE

LA RÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET LE PÉRIL DE LA DÉPOPULATION.

Chapitre premier. — Mesure des phénomènes dé- mographiques	103
---	-----

Chapitre II. — L'abaissement de la mortalité depuis cent ans	117
Chapitre III. — La chute de la natalité	131
Chapitre IV. — Le péril de la dépopulation	153
Chapitre V. — Les causes de la dénatalité. — La Révolution Démographique	163
Chapitre VI. — La lutte contre la dénatalité	177
Bibliographie	191

